

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA.

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES GESTION.**

Département des Sciences Commerciales

**Mémoire de fin de Cycle
Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales**

Option : Finance et Commerce International

Thème

**Le financement de l'économie en situation de crise
Pétrolière « cas de l'Algérie »**

Réalisé par :

- 1- Chemache Fazia
- 2- Touati Anissa

Encadreur : Dr. Mahoui Karim

Membre du Jury

**Président : M^r Zoreli
Examineur : M^{lle} Khelladi
Rapporteur : Dr Mahoui**

Promotion : 2015/2016

Remerciements

Au terme de notre travail, nous remercions Dieu le tout puissant de nous avoir donné le courage, la force, la volonté et la santé pour réaliser ce modeste travail.

Nous tenons à remercier du fond du cœur nos parents qui ont su nous donner une bonne éducation qui nous a permis d'arriver à ce stade d'études.

Comme nous remercions notre promoteur Dr Mahoui Karim de nous avoir fait l'honneur d'assurer l'encadrement de notre travail. IL nous a apporté conseils et critiques précieux tout au long de cette période.

Ainsi nous remercions notre encadreur au niveau du ministère des finances, Mr Leswag pour les informations qu'il nous a communiquées et l'apprentissage que nous avons bénéficié tout au long de notre stage.

Sans oublier l'ensemble de tous les enseignants de l'université de Bejaia qui nous ont encadrés durant tout le cursus universitaire.

Enfin, nous remercions tous ceux et celles qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce modeste travail.

Dédicace

Je dédie ce modeste travail :

- A ma chère famille (ma mère, mon père, mes sœurs : Saida et Nora, mon frère Mohamed et sa femme Célia).
- A ma belle famille que je respecte beaucoup et mon mari Abdelmoumene.
- A tous mes amies d'hier et d'aujourd'hui avec qui j'ai passé des plus beaux moments.

Anissa

Dédicaces

Je tiens à dédier ce travail à la mémoire de mon grand-père et ma mère, que Dieu les accueille dans son vaste paradis ;

A mon père, ma grand-mère qui m'ont élevé, formé, encouragé et soutenu durant toute

Ma vie ;

A mes très chers frères Ferhat, Takou et Nasrou et mes sœurs ;

A tous mes amis et les gens qui m'aiment ;

A toute ma famille ; mes tantes et leurs enfants ; mes oncles et mes proches.

Fazia

Liste des abréviations :

AIE : l'Agence Internationale de l'Energie ;

BA : Banque d'Algérie ;

BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ;

BM : Banque Mondiale ;

CA : Chiffre d'Affaire ;

CAF : Coût, Assurance, Fret ;

CNIS : Conseil National de l'Information Statistique ;

DGB : Direction Générale du Budget ;

DGC : Direction Générale de la Comptabilité ;

DGD : Direction Générale des Douanes ;

DGI : Direction Générale des Impôts ;

DOFR : Direction des Opérations Fiscales et du Recouvrement ;

FFE : Facilité de Financement Elargie ;

FMI : Fond Monétaire International ;

FMN : Firme Multi National ;

FOB: Free On Board (incoterm);

FRR : Fonds de Régulation des Recettes ;

IBS : Impôts sur les Bénéfices des Sociétés ;

IDE : Investissements Directes Etrangers ;

IRG : Impôts sur le Revenu Global ;

ME : Ministère de l'Energie ;

MF : Ministère des Finances ;

NOPEP : Non Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole ;

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques ;

ONC : Office National de Statistique ;

OPAEP : Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole ;

OPEP : Organisation des pays Exportateurs de pétrole ;

PAS : Programme d'Ajustement Structurel ;

PCSC : Plan Complémentaire de Soutien de la Croissance ;

PED : Pays En Développement ;

PIB : Produit Intérieur Brut ;

PIB HH : Produit Intérieur brut Hors Hydrocarbure ;

PIB HA : Produit Intérieur brut Hors Agriculture ;

PME : Petites et Moyennes Entreprises ;

PMI : Petites et Moyennes Industries ;

PNB : Produit National Brut ;

PSRE : Programme Supplémentaire de Soutien à la Relance Economique ;

RDM : Reste Du Monde ;

RND : Revenu National Disponible ;

SCN : Système de Comptabilité Nationale ;

SONATRACH : Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation, et la Commercialisation des Hydrocarbures ;

TIC : Taxe Intérieur sur Consommation ;

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Sommaires

Introduction général	1
Chapitre I : Approche conceptuelle et théorique du financement de l'économie	4
Introduction	4
Section 1 : structure d'un système de financement et choix du mode de financement.....	4
Section 2 : approches théoriques de financement de l'économie.....	12
Conclusion.....	22
Chapitre II : L'évolution du système de financement dans le contexte de crise pétrolière.....	23
Introduction	23
Section 1 : L'impact des chocs pétroliers sur l'économie mondiale.....	23
Section 2 : les changements dans le circuit de financement	31
Conclusion.....	38
Chapitre III : Les fluctuations des prix du pétrole et l'évolution de la structure de l'économie Algérienne	39
Introduction	39
Section 1 : la structure de l'économie Algérienne et les chocs pétroliers (1962-1971).....	40
Section 2 : l'essoufflement, les contre chocs et la transition économique (1980-1998).....	47
Conclusion.....	62
Chapitre IV : Les fluctuations des prix du pétrole de 2014 dans le contexte du dernier programme présidentiel.....	63
Introduction	63
Section 1 : la structure de l'économie algérienne de 1999 jusqu'à 2009.....	64
Section 2 : la structure de l'économie algérienne de 2010 jusqu'à 2016.....	79
Conclusion.....	87
Conclusion générale	88

Introduction générale

Le développement actuel des économies et leur internationalisation, avec l'événement de la mondialisation, ont rendu l'activité économique plus complexe et incertaine. De nouveaux mécanismes sont nécessaires afin de permettre aux agents économiques d'assurer les moyens nécessaires à la réalisation de leurs besoins. C'est ce qui a été tiré comme leçon par exemple s'agissant de la crise financière de 2008 laquelle a remis en cause les mécanismes (ultra libéraux) de régulation en place pour accepter le rôle des interventions publiques. La conséquence de cette crise se fait encore ressentir sur les économies des pays développés et par ricochet sur les économies des pays en voie de développement.

De même, les évolutions récentes du marché pétrolier (chocs pétroliers de 1973, 1979 et contre choc pétrolier de 1986) notamment avec la crise pétrolière de 2014 affectant beaucoup plus les pays producteurs que les pays importateurs, invite une nouvelle fois les scientifiques et les décideurs à réfléchir et à mettre en œuvre les mécanismes permettant d'atténuer l'impact de ce type de crise sur les économies nationales.

L'Algérie qui a reçu « une gifle », selon l'expression d'un économiste algérien à la suite de cette baisse drastique des prix du pétrole est aujourd'hui en situation qui risque de compromettre l'avenir de l'économie nationale.

La conjoncture actuelle menace les équilibres macroéconomiques de l'économie algérienne. De ce fait, notre recherche a pour but de répondre à la question suivante :

→ Quel est l'impact des fluctuations du prix du pétrole sur l'économie algérienne en général et sur l'activité de système de financement en particulier.

La réponse à la question ci-dessus nécessitera que nous mettions l'accent sur les questions suivantes :

- Qu'elles sont les étapes qui caractérisent l'évolution du marché du pétrole ? Et leurs influences sur les économies nationales des pays développés et en voie de développement ?
- Quel est l'impact des cours du pétrole sur l'économie algérienne ?

Hypothèse : l'hypothèse que nous allons tenter de vérifier empiriquement est: la situation de l'économie algérienne face aux fluctuations des prix du pétrole affecte un impact relatif sur ses indicateurs macroéconomiques.

La Méthodologie de recherche :

Pour vérifier cette hypothèse, nous avons adopté une double démarche :

- Une recherche bibliographique qui a trait à la fois aux financements théoriques et conceptuels mettant en relation les crises pétrolières et le financement de l'économie et les rapports et données empiriques des institutions nationales et internationales qui donnent des mesures sur les principaux indicateurs économiques.
- Une étude empirique basée sur l'exploitation des données du ministère des finances relatives à l'évolution des principaux agrégats macroéconomiques (période 2000-2016). Appuyée par un guide d'entretien auprès d'un responsable du MF (DGE)¹.

Nous avons partagé notre travail en quatre chapitres, dont la composition est décrite comme suite :

- ➔ Le premier chapitre qui consiste à présenter « les approches conceptuelles et théoriques du financement de l'économie à travers deux sections : la première traitera la structure de système de financement et les choix des modes de financement, la deuxième section abordera les approches théoriques de financement de l'économie.
- ➔ Le deuxième chapitre destiné à étudier l'évolution du système de financement dans le contexte des crises pétrolières à travers deux sections : une section qui consiste à étudier l'impact des chocs pétroliers des années 1973, 1979 et le contre choc de 1986 sur l'économie mondiale, et une autre section qui comportera les changements dans le circuit de financement.
- ➔ Le troisième chapitre traitera « l'économie algérienne et les prix du pétrole », ce chapitre est structuré en deux sections, la première est destinée à la structure de l'économie algérienne et les chocs pétroliers (1962-1979),

¹ Voir en annexe le guide d'entretien, page 11.

la seconde est destinée à les contre chocs et la transition économique (1980-1998).

- Le quatrième chapitre destinée à faire une analyse statistique de l'économie algérienne (2000-2016) à travers des indicateurs macroéconomiques, et la division de ce chapitre est comme suite : la première section est « la structure de l'économie algérienne (2000-2009), et la deuxième traitera « la structure de l'économie algérienne (2010-2016).

Enfin, nous achèverons ce travail par une conclusion générale relative à la problématique posée en introduction.

Introduction générale..... 1

Chapitre I : Approche conceptuelle et théorique du financement de l'économie

Introduction

Le développement actuel des économies (complexité, incertitude...), nécessite de nouveaux mécanismes permettant aux agents économiques d'assurer les moyens nécessaires à la réalisation de leurs besoins.

Dans ce chapitre, nous mettrons l'accent dans la première section, sur la structure du système de financement des agents économiques, en distinguant ceux en capacité de financement et ceux en besoins de financement. Puis le choix entre les deux modes de financement interne ou externe. Notre objectif est de savoir comment mettre en relation ces deux catégories de financement d'une manière efficiente.

Plusieurs approches sont développées sur le financement de l'économie. Elles sont illustrées dans la deuxième section.

Section 1 : structure d'un système de financement et choix du mode de financement

Le financement d'une économie inclut des capitaux importants et des différents agents économiques, qui sont les ménages, les institutions financières, les entreprises et les administrations publiques, ces derniers ont le choix entre deux modes de financement (interne et externe), à utiliser pour satisfaire leurs besoins, et notamment pour maintenir l'équilibre financier permanent.

Structure d'un système de financement de l'économie

Nos économies appelées économie de marché, ce qui signifie que l'économie est fondée sur l'échange.

La spécialisation des activités conduit en effet les acteurs économiques à entrer en contact, les uns avec les autres sur trois grands marchés : les besoins et services, le travail, les capitaux.

1.1.1 Le système de financement d'une économie : définit comme l'ensemble des capitaux importants, qui permettent aux agents économiques (ménages, administrations Publiques, entreprise...etc.), de couvrir les besoins financiers liés à leur activité, et pour financer Leurs opérations d'investissement, de trésorerie et de placement. Les agents économiques ont accumulé une épargne brute.

L'épargne correspond à la partie du revenu qui pendant une période donnée n'est pas dépensée. Cette somme d'argent n'est pas détruite immédiatement par une dépense de consommation, et peut être conservée sous forme liquide, ou être réinvestie dans le circuit économique sous la forme d'un placement ou investissement, elle dépend :

❖ Du niveau du taux d'intérêt : pour les néo-classiques, l'épargne est une fonction croissante du taux d'intérêt, qui désigne tout comportement de renoncement à une consommation immédiate et ce, dans l'espoir d'obtenir un meilleur rendement futur, et par suite une meilleure consommation future. « l'arbitrage entre consommation immédiate et consommation future est donc déterminé par l'évolution prévisible du revenu, durant la vie de l'individu, par son degré de préférence pour le présent et par le niveau du taux d'intérêt »¹.

Selon le raisonnement néoclassique, plus le taux d'intérêt réel est élevé, plus les agents économiques sont incités à épargner, afin d'augmenter leurs revenus.

❖ Du niveau de revenu : pour Keynes, l'épargne est une fonction croissante du revenu de l'agent. Celui-ci consomme d'abord et attribue le reste de son revenu à l'épargne ou à la thésaurisation en fonction du taux d'intérêt.

❖ Du niveau des prix : pour Pigou lorsque les prix augmentent, le pouvoir des soldes de trésorerie réduit les agents économiques à épargner pour maintenir le pouvoir d'achat de leurs avoirs, si l'inflation devient trop forte, les agents accélèrent la consommation et fuir la monnaie.

1.1.2 Capacités et besoins de financement des agents économiques

Le financement d'une économie moderne requiert des capitaux importants, et les différents agents économiques que sont les ménages, les entreprises et les administrations publiques, ont des besoins de financement liés à leur activité économique. Le problème est de savoir comment mettre en relation ces deux catégories d'agents².

¹Sociale, CD Echaudemaison, Edité par Nathan 1993.

(<https://fr.wikipedia.org/wiki/Épargne>)ves de Lycée-KeepSchool.)

² Malak JANA, Le Financement le l'économie, le 12 novembre 2014.

1.1.2.1 Capacités de financement

Les agents à capacité de financement sont ceux qui disposent d'un surplus monétaire suffisants pour satisfaire leurs besoins de production ou de consommation.

Les agents économiques qui ont une épargne est supérieure à leur investissement sont en situation de capacité de financement, se sont traditionnellement, les ménages et les institutions financière.

1.1.2.1.1 Les ménage : ces ménages présentent habituellement une situation d'excédent de financement. En effet, même si les ménages ont besoin de financement à court terme pour consommer et à plus long terme pour investir (principalement dans l'acquisition de leurs logements), leurs ressources (revenus du travail, revenus de la propriété : loyer, dividendes..., revenu de transfert : allocations familiales, indemnités de chômage...) restant supérieurs à leurs besoins.

1.1.2.1.2 Les institutions financières : ces institutions financières concernant : les banques, compagnies d'assurance), disposent d'une épargne supérieure à leurs investissements, ils ont une capacité de financement. Ils vont pouvoir prêter les liquidités dont ils disposent en excédent, à partir des dépôts qu'elles ont reçu et en créant de la monnaie supplémentaire. Elles font trois types de crédit : les crédits à long terme, moyen terme et court terme.

Pour assurer la circulation de la monnaie par la compensation de leurs créances et qu'elles offrent des supports à la circulation de la monnaie (chèques, cartes de crédit...).

Cependant, pour que le système bancaire fonctionne, il faut qu'il ait la confiance de ses clients qui lui ont confié leur fonds.

1.1.2.2 Les besoins de financements

Les agents à besoins de financement, sont ceux ne disposant pas des flux monétaires pour satisfaire leurs besoins de production ou de consommation, et leurs dépenses d'investissement sont supérieure à l'épargne, (le solde est négatif), sont en situation de besoin de financement. Se sont, les entreprises, administration publique et l'Etat.

1.1.2.2.1 Les entreprises : la création puis le fonctionnement de l'entreprise engendrent deux besoins. Le premier lié à l'investissement qui lui est considéré comme la transformation des ressources financières en biens corporels ou incorporels, dans l'espoir d'obtenir dans le futur des recettes supérieures aux dépenses et le deuxième besoins lié à l'exploitation, que peuvent les résumés comme suit³:

- ✓ les stocks : pour assurer son fonctionnement normal, toute entreprise doit avoir un stock pour faire face soit à la demande de la clientèle (stock de produits finis), soit pour des fins de production (matières premières).
- ✓ les besoins de trésorerie : l'entreprise doit faire face à des dépenses importantes tels que, impôts et taxes, les salaires, entretien de matériels, achat des matières premières...etc.

1.1.2.2.2 L'Etat et les administrations publiques : correspond au déficit budgétaire expliqué par trois phénomènes : la récession, l'inflation et les politiques économiques de relance. Ils permettent aussi de produire des biens et services non marchands, et effectuent des opérations de redistribution (ex : défense national).

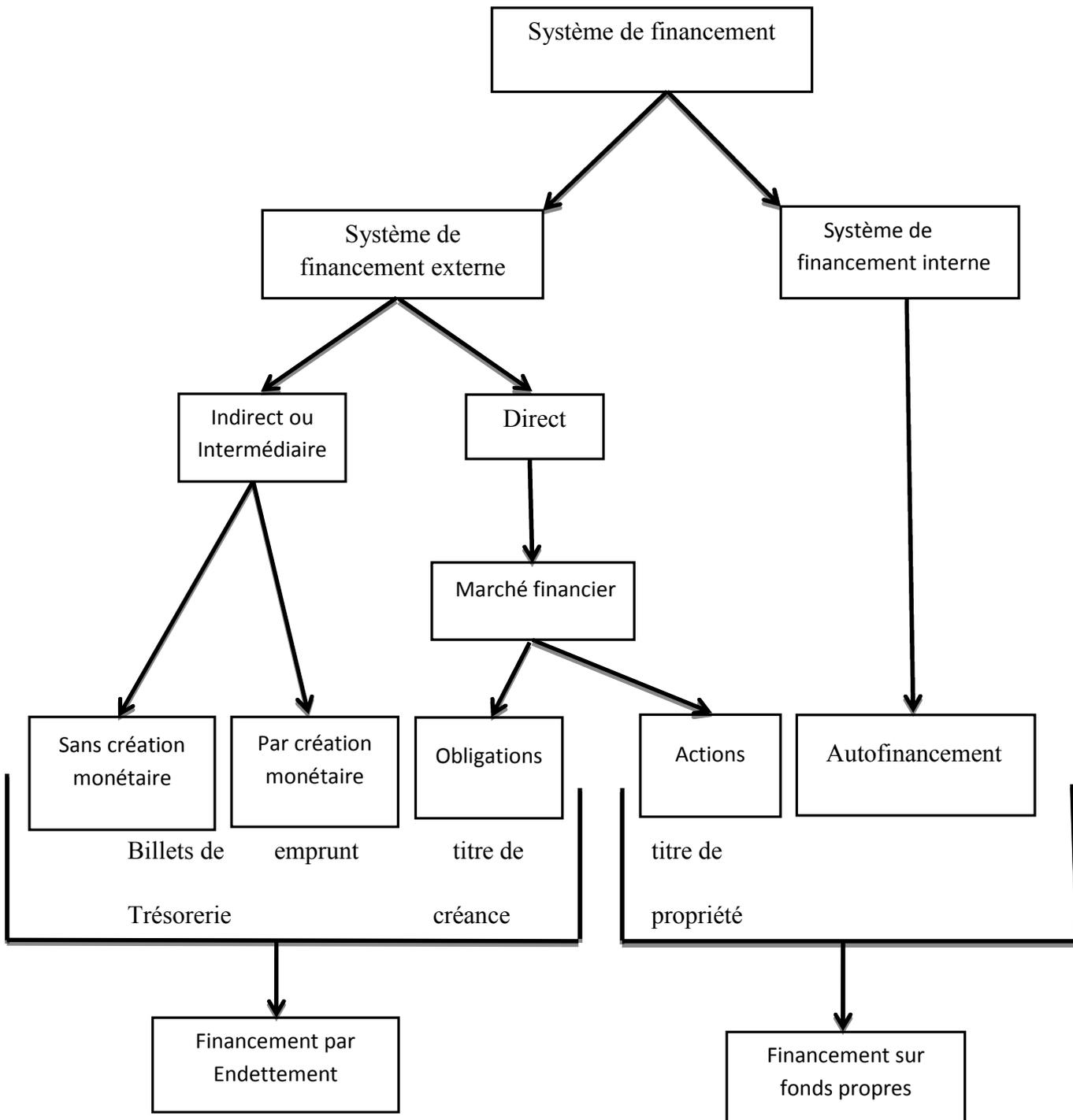
Chaque nation est constituée de ses secteurs institutionnels (ménages, entreprises, institutions financières, administrations publiques, RDM). La somme des capacités et besoins de financement de ces derniers déterminent la situation financière du pays, c'est-à-dire s'il a une capacité ou un besoin de financement.

Le choix des modes de financement

Différents modes de financement existent, on distingue le financement monétaire, c'est-à-dire financement avec création monétaire, et le financement non monétaire correspondant à l'utilisation des capacités de financement de certains agents par d'autres agents ayant des besoins de financement. Le choix d'un tel moyen de financement et la fonction du besoin à financer, ce besoin peut être à long terme, ou à court terme.

³. Bancel Franck, les choix d'investissement, méthodes traditionnelles, édition Economica, 1995, p35.

Schéma N°1 : schéma représentant les différents modes de financement



Source : ce schéma de financement de l'économie est élaboré par nos propres soins.

1.2.1 Le financement interne

Le financement interne est la fourniture stable sur une période de temps prolongée pour les actifs et projets à long terme, qui ont souvent des effets bénéfiques à la matière d'innovation et de création de l'emploi nécessaire à faire face au futur⁴.

Pour assurer ce mode de financement de l'économie revêt ainsi un haut degré de priorité. Cet objectif suppose d'orienter l'investissement et l'épargne financier vers le long terme.

1.2.1.1 L'autofinancement

L'autofinancement a été défini de diverses manières, Pour P.VERNIMMEN, l'autofinancement représente le potentiel de capitaux que l'entreprise peut réinvestir dans son activité, à partir des excédents dégagés par son exploitation et ses calculs. Donc, en déduisant de la marge brute d'autofinancement les bénéficiaires mis en distribution⁵.

Dans ses idées, P.VERNIMME montre on présente l'intérêt de cette capacité d'autofinancement qui prend tout son sens pour les investissements qui ne doivent pas être renouvelés immédiatement. Elle constitue alors pour l'entreprise, une véritable vole des ressources qu'elle peut librement utiliser.

1.2.1.2 Le financement sur fonds propres

Les fonds propres ont pour fonction cardinale de mesurer la performance et garantir des gains :

- **pour l'Etat :** Pour financer son budget, l'Etat dispose de ressources constituées à plus de 90 % de recettes fiscales. Le solde budgétaire de l'État permet de déterminer sa situation financière. Si les recettes de l'État sont supérieures à ses dépenses, le budget de l'État est en excédent. En revanche, si les dépenses sont supérieures aux recettes, le solde budgétaire est déficitaire. Dans ce cas, l'État doit s'endetter pour financer son déficit budgétaire.
- **pour les ménages :** le revenu disponible et l'épargne accumulé constituent les principales ressources mobilisées par les ménages pour consommer et investir.

⁴ Greg Ford, « le financement à long terme », 2013.

⁵ Pierre VERNIMMEN, Finance d'entreprise : analyse et gestion, éd. Dalloz, paris, 1988, P.672.

1.2.2 Le financement externe

Lorsque le financement interne n'est pas suffisant, ils vont recourir au financement externe c'est-à-dire au système financier qui est composé des banques, des institutions de crédit et des marchés de capitaux. Ces institutions vont mettre en contact les agents qui ont besoin de financement et ceux qui disposent de capacités de financement.

Cette source de financement utilise deux types de canaux :

1.1.2.3 Le financement externe direct (via marché financier)

Cette méthode de financement où les agents économiques se rencontrent (le marché financier). Ceux qui ont besoin de financement émettent des titres de propriété ou de créance qui sont déjà achetés par ceux qui ont des capacités de financement. Le prix est déterminé par l'offre et la demande des fonds.

1.2.2.1.1 Définition : Le marché financier est le lieu d'échange entre acheteurs (agents disposant d'un excédent de liquidités), et vendeurs (agents à besoin de liquidités), pour financer leurs projets de développement, les prix de vente et d'achat sont déterminés par le niveau de l'offre et la demande. Cet échange concerne des produits ou institutions financiers.

1.2.2.1.2 Les fonctions du marché financier

En tant que marché primaire, le marché financier permet de lever le capital, et de transformer directement l'épargne des ménages en ressources longues pour les entreprises, collectivités publiques et privées, en contre partie de ces capitaux, elles mets des valeurs mobilières, essentiellement des actions et des obligations⁶.

En tant que marché secondaire, les marchés financiers assurent la liquidité et la mobilité de l'épargne investie en actions ou en obligations. La bourse assure le bon fonctionnement du marché secondaire.

Le marché financier assure des fonctions essentielles en permettant⁷ :

- ✓ le transfert des ressources économiques ;
- ✓ la mutualisation des ressources ;
- ✓ l'allocation et la gestion des risques ;

⁶l'action est un titre de propriété, rémunéré par les bénéfices générés par l'entreprise. Le détenteur d'une action est propriétaire d'une partie de cette entreprise, ce qui lui donne le droit de participer aux assemblées générales de l'entreprise, de participer à la répartition des bénéfices (dividendes).

L'obligation est un titre de créance, représentant une fraction de l'emprunt obligatoire d'une entreprise, il est rémunéré par un intérêt fixé prédéterminé.

⁷Jacquilat Bertrand et Solnik Bruno, MARCHE FINANCIER (gestion de portefeuille et des risques), 4^{ème} éd., P.6.

- ✓ la liquidité des investissements ;
- ✓ la mutation des structures de production.

1.2.2.2 Le financement externe indirect (bancaire)

Le financement bancaire est un autre moyen de financement externe, s'appuie sur l'existence d'intermédiaires entre les prêteurs et les emprunteurs. Ce financement assuré par les institutions financières, peut être monétaire, lors de la création de monnaie, ou non monétaire lorsque les agents financiers n'ont qu'un rôle d'intermédiaire entre agents à capacité de financement et agents à besoin de financement⁸.

1.3 Avantages et inconvénients de chaque mode de financement

Tableau N° 1 : avantages et inconvénients de chaque mode de financement

Mode de financement	Avantages	Inconvénients
Financement interne	-permet de rester compétitif par rapport aux concurrents, (gain) -une meilleure ouverture des marchés -source de financement stable	-peut priver inutilement de facilités de croissance de profits, surtout si les taux d'intérêt sont faibles -investissement limité par les profits passés -renforcer les risques d'arriver à un « équilibre de sous-emploi »
Financement externe direct	-diminue le risque d'inflation -amélioré la transparence sur le marché -peut contribuer à avoir une économie très réactive (capable de sauter sur les bons coups)	-ca peut coûter cher, endettement -risque d'instabilité des marchés financiers (crise financière)
Financement externe indirect	-financement souple (ajustement aux besoins	-endettement plus ou moins important qui peut

⁸MARIE DE LA PLACE, « monnaie et financement de l'économie, paris, Hachette », 1999, P. 165.

	de financement) -profiter d'opportunités de croissance -permet de dégager plus de profit - Pour les keynésiens cela permet d'avoir une économie régulée par une autorité centrale capable à la fois de freiner s'il y a des risques financiers et de relancer si l'activité faiblit trop	finir par la séparation des partenaires -très couteuse -L'endettement et l'excès de crédit inquiètent les libéraux qui y voient des risques : surchauffe, inflation, manque de rigueur gestionnaire, perte de crédibilité, affaiblissement de la monnaie
--	---	--

Source : M.TARZAALT, « Gestion obligatoire », mémoire de fin d'études, Alger, 2009, P 40.

Enfin on conclut qu'un agent économique dispose un besoin de financement, qui lui permet le choix entre ces multitudes modes de financement, pour faire face à ces besoins permanents de capitaux.

Section 2 : approches théoriques de financement de l'économie

Plusieurs économistes, notamment ceux issus des approches économiques, ont profondément analysé le système financier de plusieurs façons, soit par le principe de la loi économique qui comporte : intérêt, capitaux pour plus de développement, et d'autre qui sont basée sur les principes de la loi islamique qui imposent justice, équité et transparence. Et ont essayé d'apporter des explications et des analyses aux deux.

2.1 Les principales théoriques du financement de l'économie

L'évaluation de financement est marquée (influencer), par l'évolution de plusieurs idées ou approches théoriques qui sont : l'approche classique, keynésienne, néoclassique, et enfin la théorie de libéralisme.

2.1.1 L'approche classique

Le courant classique du 18^{ème} siècle, est caractérisé par une évolution radicale des mentalités, des revenus, des technique et des processus économiques, première grande puissance à l'époque, avec Adam Smith(1723-1790), Thomas Malthus(1766-1834), Davide Ricardo(1772-1823) ; puis en France avec Jean Baptiste Say(1767-1832).

Malgré la pluralité de leurs travaux⁹, les auteurs classiques parviennent à forger une analyse qui repose sur quelques principes, comme la neutralité de la monnaie, l'économie peut agir avec une quantité quelconque de monnaie, mais les variations de cette quantité, ou celles de la valeur de monnaie, ne sont pas neutres. En effet, la monnaie nouvellement créée se répand dans la société d'une façon progressive et des points précis, ce qui entraîne des effets différenciés sur:

- Les comportements des agents économiques et donc sur les prix, leur analyse est basée principalement sur l'offre et la production, ils postulent implicitement que tout produit répond à un besoin.

Jean Batiste Say dans leur « loi des débouchés », en cors appelée « loi de Say »¹⁰ sa proposition l'offre crée sa propre demande.

Les classiques considèrent l'épargne comme étant le premier élément avant l'investissement, et une source de croissance sachant que les relations entre ces éléments sont très limités et leur influence diffère selon la place que l'on donne à l'épargne.

Schumpeter et Kondratieff ont dit dans leur théorie des cycles de la croissance que : « l'épargne donne lieu à des investissements qui sont financés par la monnaie exogène. Ces investissements vont augmenter la capacité de production des entreprises et également le progrès technique qui constitue un facteur important de la croissance ».

Mais pour les classiques, la demande dépend de l'offre. Les investissements conduisent à une augmentation des emplois ce qui implique une hausse des revenus qui va à son tour entraîner une hausse de la demande et de la consommation. Donc, l'épargne est une

⁹Principales œuvres : Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations d'Adam Smith(1776), traité d'Economie politique de (Jean-Baptiste Say (1803), principe de l'Economie politique et de l'impôt de David Ricardo(1817), principe de l'Economie politique de Thomas Malthus (1820).

¹⁰Jean-Baptiste Say, « Traité d'économie politique », Paris (1803).

source de la croissance puisqu'elle a un impact positif sur le progrès technique, l'offre et sur la demande¹¹.

L'intervention de l'Etat dans le fonctionnement de l'économie doit être minimale. Diplomatie, sécurité et justice donc c'est le rôle de « l'Etat gendarme des marchés » et prend en charge la production des services indispensables à la collectivité, et qui ne serait pas rentable pour la sphère privée.

Cet ordre se caractérise par la division du travail, ou spécialisation de chaque individu dans une tâche particulière de sa fabrication, ce qui permet une augmentation de la production.

2.1.2 L'approche keynésienne

La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie est la principale œuvre de l'anglais. John Maynard Keynes (1883-1946), cette approche repose sur la prise en compte de l'existence et l'importance des capitaux, pour lui la demande globale est l'élément fondateur d'un cycle économique. En effet, en période de crise, la demande globale baisse ce qui provoque un ralentissement de l'économie générale.

Keynes développe l'idée selon laquelle la demande agrégée doit être orientée afin d'inverser la tendance des crises, et par la même accession assainir l'instabilité du capitalisme et le rôle soutient à l'économie revient à l'état qui est garantie de la santé économique du pays.

Permet ces axes ¹² :

- ✓ La demande agrégée ne suite pas de règle particulière
- ✓ La baisse de la consommation a principalement un impact sur la production et sur le chômage.
- ✓ Les prix et les salaires ne régissent que lentement aux variations générales de l'offre et de la demande.
- ✓ IL n'existe pas de niveau parfait d'emploi car il est trop dépendant de la conjoncture économique.

¹¹ Epargne et croissance économique-KlubPrepa.

(<http://www.klubprepa.fr/Site/Document/Document.aspx?IdDocument=5031&IdProgMat=10>)

¹²John Maynard Keynes, « lexique théories économiques » théorie de l'économie keynésienne. (www.andlil.com > [Lexique théories économiques](#))

D'une autre manière il est préférable de soutenir l'emploi plutôt que de lutter contre l'inflation.

Le keynésianisme, étant basé sur une consommation forte des ménages, n'est donc pas optimum pour une économie de l'épargne.

2.1.3 L'approche néoclassique

Apparue dans la moitié du 19^{ème} siècle, la pensée néoclassique tire son origine des travaux de Leon Walras (1834-1910), Vilfred Pareto (1848-1923), et Alfred Marshall (1842-1924). Car Cette théorie néoclassique part donc d'une analyse microéconomique, étude rationnelle de comportement des différents agents économiques (consommateurs et producteurs).

« Cette approche est micro économique qui permet d'envahi de plus en plus la macro économie dans le cadre de la recherche sur les fondements micro économique »¹³.

Selon cette approche l'offre et la demande sur l'importe quelle marché soit le marché des biens (prix), le marché de travail (salaire), et le marché de capitaux (intérêt), se réalise grâce à la flexibilité des prix.

Selon le modèle néoclassique, l'Etat pour financer ses dépenses, peut recourir à l'emprunt pour l'objet de la satisfaction de besoin de l'emprunt du secteur public. Il sont obligé d'augmenter l'offre des titres publics, ce qui réduit leurs prix et augmenter le taux d'intérêt du marché, ceci résulte de la loi de l'offre et la demande¹⁴.

2.1.4 La théorie de libéralisme économique

Le libéralisme économique est l'application des principes du libéralisme à la sphère économique. Cette école de pensée, estime que les libertés économiques (libre-échange, liberté d'entreprendre, de travail, ...etc.), sont nécessaires au bon fonctionnement de l'économie, et que l'intervention de l'Etat doit être aussi limitée que possible. Aussi que le libéralisme économique, se traduit sur le marché du travail par une plus grande flexibilité des ressources humaines.

¹³Guerrien.Bernard, « dictionnaire d'analyse économique", 4^{ème}édition, 2008.

¹⁴Douatien B, « dépense publiques et équilibre sur le marché des biens et services », licence, université du Burundi, 2009, P 8.

La position libérale en la matière, est que l'entrepreneur sera plus enclin à embaucher du personnel en phase de croissance de son activité, cette souplesse permettra aux entrepreneurs de répondre plus facilement aux demandes du marché, ce qui sera bénéfique pour l'activité économique, en général et donc pour les travailleurs étant dans une situation qui est mobilité, plutôt que de précarité¹⁵.

La question des crises n'a pas suscité beaucoup d'intérêt chez les économistes par rapport aux autres questions économiques. La littérature économique des classiques et néoclassique sur le phénomène de la crise n'est pas très riche.

Littérature considère que les crises sont des phénomènes économiques que les classiques qualifient de « crises passagères », et limités dans le temps et que les néoclassiques qualifient de périodes de « turbulences économiques »¹⁶.

Les classiques pensent que les crises touchent un secteur bien défini, tel que l'agriculture, le textile, le chemin de fer. Par contre, la théorie néoclassique considère que les crises résultent d'un choc associé à un certain élément dont l'origine est exogène et qui provoque de forts déséquilibres dans le fonctionnement des différents marchés qui composent le système économique.

Léon Walras relie les crises à des phénomènes de déséquilibres, il considère que « qu'on peut mieux les prévenir lorsqu'on pourrait connaître mieux les conditions idéales de l'équilibre »¹⁷.

La dépression économique, selon Keynes, s'explique, donc, par le fait que l'épargne est plus importante que l'investissement. Un déséquilibre sur le marché des biens de consommation se crée et oblige les producteurs de ces biens à vendre à des prix inférieurs à leurs coûts. L'insuffisance de l'investissement est, donc, la cause de la dépression et la crise pour Keynes.

Pour les libéraux, le marché est autorégulateur. Une crise est surtout l'arrivée de quelque chose d'extérieur qui vient perturber le marché (par exemple : intervention de l'Etat).

¹⁵ Ordre chronologique : en étatique, les principaux courants contemporains : libéralisme économique.

¹⁶ Dehem R. (1985), « Histoire de la pensée économique des mercantilistes à Keynes », Edition Dunod, avril 1985, p 56.

¹⁷ Walras L. (1952), « Éléments d'économies politiques pure », Edition définitive, paris, R. Pichon et R. Durand-Auzias, 1952, p. 44. In : Dehem R. (1985), « histoire de la pensée économique : des mercantilistes à keynes », Edition Dunod, avril 1985, P. 277.

2.2 Les principales théories de financement islamique

La finance islamique est l'ensemble des techniques et des objectifs qui permettent de mettre en considération des opérations des marchés, des institutions et des instruments financiers conformes à la Charia.

Ces théories ont essayé de connaître la spécificité de la finance islamique, par plusieurs spécialistes de la finance islamique.

2.2.1 L'essor de la finance islamique

En 1969, « D'Allah Al baraka » a été fondée à Riyad (Arabie Saoudite), par cheikh « Saleh Kamel » sous forme de petite entreprise qui a évolué sur une période de 40 ans en un conglomérat international diversifié, intégrant des investissements. Le groupe active sur tous les secteurs de la vie économique, le commerce, l'immobilier, la finance, transport, et la santé¹⁸.

Le financement islamique moderne a vu ses vrais débuts avec la naissance de nombreuses principales institutions financières islamiques. En 1972, la première banque égyptienne « Nasser Social Bank » est née, destinée aux classes à bas revenus afin de lutter contre la pauvreté et le chômage, mais dans un cadre de banque sociale conventionnelle, sans pour autant se priver de services financiers islamiques, à savoir la collecte et la distribution de la ZAKAT et le financement du pèlerinage à la Mecque¹⁹.

Lors d'une des conférences de l'organisation de la conférence islamique tenue à Djeddah (Arabie saoudite), en 1973, le « Islamic développement Bank », a été créée à la réunion inaugurale du conseil des gouverneurs et la banque a été lancée officiellement en 1975, dont le but est de favoriser le progrès économique, et social des pays membres et des communautés musulmanes individuellement et conjointement²⁰.

La « Dubai Islamic Bank », il s'agit de la première banque islamique à avoir intégré les principes de l'islam dans toutes ses pratiques est la plus grande banque islamique aux Emirats Arabes Unis²¹.

Durant les années 1990, l'accent se met sur le développement d'instruments respectant à la fois la Charia et la rémunération des capitaux investis et de l'expertise de la

¹⁸ <http://fr.reingex.com/Arabie-Saoudite-Affaires-Economie.asp>.

¹⁹ Dhafer Saidan ; op.cit. p21.

²⁰ Islamic Développement Bank Group, « IDB Group In Brief », Saudi Arabi, April 2012, p2.

²¹ <http://en.Wikipedia.org/wiki/Dubai-Islamic-Bank>.

banque. Les règles de fonctionnement des institutions financières islamiques deviennent plus raffinées. En février 1990, l'« Accounting and Auditing Organisation of Islamic Financial Institutions », a été établie conformément à l'accord d'association, qui a été signé par les institutions financières Islamiques, il s'agit d'une organisation chargée d'élaborer des standards comptables appropriés pour les institutions financières islamiques²².

Au cours des années 2000, l'émergence de la finance islamique, surtout avec la création des différents marchés financiers islamiques, d'une multitude d'institutions financières (banque, d'assurance, contrôle...), et une diversification des produits financiers conformes à la charia.

Au cours de ces institutions et pour les mieux gérées, il faut essayer de connaître la spécificité de la finance islamique, par plusieurs spécialistes :

2.2.1.1 Selon O.PASTRE et K. GACHEVA : « un système financier islamique s'organise autour de mécanismes, d'institutions et de produits qui doivent respecter l'ensemble des principes philosophiques édictées par le coran »²³.

Pour ces auteurs la finance islamique a les mêmes objectifs que la finance conventionnelle mais elle part sur des bases différentes : « toutefois, si les objectifs convergentes, les principes qui régissent le fonctionnement du système financier islamique sont fondamentalement différents de la finance conventionnelle »²⁴.

La finance islamique se fonde sur les principes des lois islamiques communément appelées la charia.

2.2.1.2 Selon C. KARIM : « La compréhension de la finance islamique n'est pas aisée pour des pays qui évoluent dans des économies basées sur un modèle conventionnel.

En effet, le système financier islamique se nourrit de fondements éthiques et religieux puisés dans les livres saints musulmans souvent étrangers aux néophytes ». Donc la finance islamique est régie par un ensemble de principes dont leur source est puisée du *Coran* et de la *Sunna*²⁵.

La finance il s'agit généralement de l'interdiction du taux d'intérêt, de la thésaurisation, de la spéculation mais aussi la préconisation de la Zakaat, et du partage des

²² [http://www.aaofi.com/aaofi/The Organisation/overview/tabid/62/language/en.us/Default.aspx](http://www.aaofi.com/aaofi/The%20Organisation/overview/tabid/62/language/en.us/Default.aspx).

²³ O.PASTRE et K.GACHEVA, « La Finance Islamique à la croisée des chemins », 2008.

²⁴ PASTRE et GACHEVA, 2008.

²⁵ La *Sunna* constitue l'ensemble des actes et dires du prophète Mouhammad.

pertes et des profits sur les contrats financiers. Cependant ces principes n'interdisent pas aux acteurs de la finance de générer des profits et développer leurs activités financières. En effet **EL KORCHI** dit : « le fait que les lois islamiques interdisent de verser ou de toucher un intérêt n'implique pas qu'elles défendent de gagner de l'argent on encourage le retour d'une économie fondée uniquement sur espèces ou le troc ». Selon lui ces lois incitent toutes les parties à une transaction à partager le bénéfice ou la perte. Ce principe appelé le principe des 3P (Partage des Profits et des Pertes) est fondamentale à la finance islamique parce qu'il est à l'origine de plusieurs contrats financiers islamiques comme la *Moudaraba* et la *Mousharaka*. Ce système de 3P est défini par **KHAN** comme étant

« Un mécanisme financier qui lie le capital financier à l'industrie et au commerce sans utiliser un intérêt »²⁶.

2.2.1.3 Imane KARICH : « *Le coran interdit l'intérêt par quatre passages distincts qui augmentent en sévérité, le dernier étant le dernier verset à ce sujet* »²⁷ *D'après lui, l'intérêt est simplement décrit comme une augmentation de valeur qui n'aura aucune rétribution auprès de DIEU.*

« Ce que vous avez prêté à intérêt pour qu'il se multiplie aux dépens des biens des gens ne se multipliera guère auprès de DIEU »²⁸.

A partir de ces idées ont conclu que La finance islamique prône une finance d'éthique et est bâtie sur plusieurs piliers :

- L'argent investi doit toujours être adossé à des actifs tangibles ; l'Islam encourage l'activité économique, mais considère que la production des biens et services, les échanges commerciaux, la réalisation des investissements doivent s'accomplir dans le cadre de l'économie réelle, créatrice de valeur effective. L'argent ne peut créer l'argent, c'est l'apport d'un effort humain qui consacre la création de la valeur permise par l'argent.
- les contrats doivent être conclus sur des principes d'équité et d'équilibre. Un contrat relatif à un investissement doit faire appel au partage équitable des risques, profits et pertes qu'il peut entraîner. Un musulman ne peut réaliser un profit qu'à partir de transactions ou d'activités conduites sur une

²⁶KHAN, R S. A Economic Analysis of a PLS model for the Financial Sector, «*Pakistan Journal of Applied Economics*», 1984, vol. III, n°2.

²⁷ KARICH, 2002.

²⁸Coran, Sourate 30, verset 39.

base transparente quant au partage des risques. Il est par exemple interdit de réaliser un profit financier tel qu'une pénalité de retard sur un débiteur en défaut de paiement.

- les contrats doivent veiller à éliminer les éléments d'incertitude, et la loyauté des contrats se construit par l'éradication la plus exhaustive possible de l'incertitude. Un contrat dont l'objet est l'incertitude est réputé nul.
- il s'agit du point le plus connu, mais ils sont tous aussi importants les uns que les autres, l'argent est considéré comme un simple moyen d'échange et l'argent non corrélé à l'apport d'un effort humain n'est pas jugé capable de créer la moindre valeur, d'où l'illégalité de tout intérêt payé sur la mise à disposition d'une somme d'argent.
- la spéculation financière est systématiquement bannie ; son interdiction s'inscrit dans le prolongement de l'impossibilité de découpler l'activité financière de l'obligation d'une authentique création de valeur économique. Le refus de la spéculation s'énonce par l'affirmation qu'on ne peut vendre ce qu'on ne possède pas. Cette doctrine interdit donc à tout investisseur l'accès au marché des produits dérivés.
- les investissements doivent répondre à des critères éthiques, en évitant des actifs illicites et des activités répréhensibles du point de vue moral. La liste des activités proscrites est publique, mais elle est susceptible de modifications liées à l'évolution de nos sociétés ; son contenu vise essentiellement les investissements dans les secteurs prohibés, tels que le jeu, l'alcool, l'armement. Toutefois, les situations imprécises ou complexes peuvent donner lieu à des examens approfondis et à des arbitrages portant un jugement de bon sens global sur les projets.
- une obligation de partage doit s'appliquer sur les gains réalisés. La finance islamique pratique la finance du partage, qui consiste à réserver une partie des bénéfices à des organisations non gouvernementales, à des organismes humanitaires ou à des pauvres tout simplement. Les croyants s'acquittent de cette obligation morale en reversant une partie des bénéfices réalisés au moyen de la *zakat*.

- Enfin la confiance est un élément clé dans la finance islamique. Or, avec la crise, on fait de moins en moins confiance aux banques, alors que la confiance est l'élément le plus important dans le capital social et à la base des relations entre les individus et avec le Créateur ; on peut citer un hadith de la tradition du Prophète qui dit : « Une personne qui n'est pas digne de confiance n'a pas de foi, et la personne qui dénie ses promesses n'a pas de religion ».

Au cours de ces différents piliers on distingue que la bonne interaction des règles de la charia avec les systèmes juridiques et le droit civil se fait par l'intégration de la finance islamique dans le système financier international. Pour faire face aux défis par l'instauration d'une réglementation et d'un contrôle efficace en mesure de permettre une meilleure gestion des risques, de garantir les intérêts des déposants, de favoriser la stabilité des marchés et de constituer une contribution appréciable du système financier international.

Même si la finance islamique n'a pas connu encore de crises graves, la bonne gouvernance et la gestion efficace des risques demeurent des impératifs à l'heure de l'intensification de la mondialisation financière et de la diversification des instruments et véhicules de placement des fonds.

Enfin nous avons étudié au premier tant le fonctionnement des banques pour comprendre les particularités du système financier islamique et la diversification des différentes idées à propos de ce système selon plusieurs auteurs.

Conclusion

Au terme de ce chapitre, nous pouvons affirmer qu'il est primordial pour la santé économique d'un pays, que les agents économiques qui souhaitent réaliser des projets d'investissement puissent diversifier les sources de financement, leur permettant de faire face à leurs besoins permanents de capitaux.

Par ailleurs, s'il existe un consensus sur le rôle économique du système financier (développement de toutes les potentialités de croissance).

Il n'en reste pas moins que des divergences de point de vue théorique (classique, keynésien, néoclassique, libéral et islamique), continuent à mesurer le débat scientifique sur la manière dont ce rôle peut être joué.

Chapitre I : Approche conceptuelle et théorique du financement de l'économie.....	4
Introduction	4
Section 1 : structure d'un système de financement et choix du mode de financement	4
Structure d'un système de financement de l'économie	4
1.1.1 Le système de financement d'une économie	5
1.1.2 Capacités et besoins de financement des agents économiques.....	5
1.1.2.1 Capacités de financement	6
1.1.2.1.1 Les ménages.	6
1.1.2.1.2 Les institutions financières	6
1.1.2.2 Les besoins de financements	6
1.1.2.2.1 Les entreprises	7
1.1.2.2.2 L'Etat et les administrations publiques.....	7
1.2.1 Le financement interne	9
1.2.1.1 L'autofinancement	9
1.2.1.2 Le financement sur fonds propres	9
1.2.2 Le financement externe	10
1.1.2.3 Le financement externe direct (via marché financier)	10
1.2.2.1.1 Définition :	10
1.2.2.1.2 Les fonctions du marché financier	10
1.2.2.2 Le financement externe indirect (bancaire).....	11
1.3 Avantages et inconvénients de chaque mode de financement.....	11
Section 2 : approches théoriques de financement de l'économie	12
2.1 Les principales théoriques du financement de l'économie.....	12

2.1.1	L'approche classique	13
2.1.2	L'approche keynésienne	14
2.1.3	L'approche néoclassique	15
2.1.4	La théorie de libéralisme économique.....	15
2.2	Les principales théories de financement islamique	17
2.2.1	L'essor de la finance islamique	17
2.2.1.1	Selon O.PASTRE et K. GACHEVA	18
2.2.1.2	Selon C. KARIM	18
2.2.1.3	Imane KARICH.....	19
	Conclusion.....	21

Chapitre II : L'évolution du système de financement dans le contexte de crise pétrolière

Introduction

L'instabilité croissante qui caractérise les cours pétroliers est due à la multiplicité des facteurs influents dans le processus de formation des prix, dont l'évolution a connu des pics historiques depuis les années 1970, faisant entrer le monde dans une phase agitée par des « chocs » (chocs de 1973 et 1979) et des « contre-chocs » pétroliers (1986).

L'inflation des cours pétroliers constitue, en principe une sérieuse menace pour le bon fonctionnement du marché de l'économie mondiale. Cependant, l'affaiblissement des effets des hausses récentes des cours pétroliers sur la croissance du PIB et l'inflation ce précepte historique, déjà confirmé par les retombés pervers de deux premiers chocs pétroliers¹.

Après les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ainsi l'augmentation du prix du baril, la surproduction due au freinage de l'économie a généré une baisse brutale du prix de brut dans la première moitié des années 1980. Cette période souvent qualifiée de « contre-choc pétrolier » a vu le prix du baril de pétrole atteindre un minimum de 10 dollars en 1986².

Cette baisse s'explique par la réduction de l'intensité énergétique de l'activité (demande primaire d'énergie par unité de PIB), par la substitution au pétrole d'énergies alternatives jointes à une croissance économique sensiblement ralentie et aux économies dans la consommation d'énergie³. La baisse de la consommation pétrolière à l'échelle mondiale a porté un affaiblissement des pays de l'OPEP qui ont supporté, seuls, le poids de la surcapacité mondiale.

L'objet de ce chapitre est de mettre en évidence l'impact des crises pétrolières sur l'économie mondiale en général (section 1), et sur les changements dans le circuit de financement en particulier (section 2).

¹ Omar JRIDI, « effet de variations des prix du pétrole sur l'inflation : approche macro-sectorielle pour le cas de la Tunisie, 2010.

² https://fr.wikipedia.org/wiki/Contre-choc_pétrolier.

³ Cfr. Bichara Khader : « l'OPEP : un marché de plein d'énergie ».

Section 1 : L'impact des chocs pétroliers sur l'économie mondiale

Le marché pétrolier mondial a connu plusieurs périodes de fluctuations des prix de pétrole soit à la hausse ou à la baisse qui ont frappé les économies des pays importateurs et exportateurs de pétrole. A cet effet, dans cette section nous allons mettre l'accent sur les grands chocs pétroliers qui ont touché l'économie planétaire et la variation des prix de brut à partir des années 70.

1.1 Les concepts de « choc pétrolier » et de « contre-choc pétrolier »

1.1.1 Définition d'un « choc pétrolier »

Le choc pétrolier désigne la situation dans laquelle une économie fortement tributaire des importations de pétrole est soumise à une augmentation brutale et significative des prix sans qu'il lui soit possible à court terme de réagir autrement que par :

- ☞ Soit un recours aux prélèvements réels sur la richesse nationale ;
- ☞ Soit un recours à l'endettement extérieur.⁴

Le choc pétrolier doit répondre aux caractéristiques suivantes⁵ :

- ❖ Une augmentation rapide des prix qui perturbe profondément et durablement l'économie d'un pays ;
- ❖ Une augmentation des prix des importations qui doit être plus rapide que celle des produits nationaux et il ne faut pas qu'elle soit limitée dans le temps ;
- ❖ Pour l'économie importatrice, le produit importé doit être nécessairement un produit stratégique et par conséquent, une élasticité-prix de la demande très faible à court terme.

Le choc pétrolier peut avoir deux (02) origines différentes : l'offre et la demande.

Le choc d'offre survient lorsque les approvisionnements connaissent des changements brutaux : les prix et les quantités sont inversement proportionnels. Les fournitures dépendent des décisions des pays producteurs (OPEP et NOPEP), ces derniers sont donc à l'origine des chocs d'offre (1973 et 1979).

⁴ Jacques PERCEBOIS, « Economie de l'énergie », Economica, 1989, France, page 24.

⁵ HAOUA Kahina, « impact des fluctuations du prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie », 2012, p58.

De ce fait, le marché pétrolier a connu deux chocs pétroliers d'offre qui sont :

- ✓ Le choc de 1973 dû à la guerre Kippour ;
- ✓ Le choc pétrolier de 1979 dû à la révolution iranienne.

Ces deux chocs d'offre sont caractérisés par :

- ☞ L'augmentation des prix du pétrole qui est provoquée par une baisse de la production et de l'offre sur le marché à cause de conflits au Moyen-Orient.

Le choc de demande survient quant à lui en cas d'une forte hausse de la demande. Face à ce surplus imprévu, l'offre est incapable de suivre – du moins à court terme – et ceci exerce des pressions sur les cours. Il est à souligner que le comportement des consommateurs est responsable de ce type de chocs.

1.1.2 Les conséquences principales d'un « choc de demande » sont :

- ❖ Une hausse générale du niveau des prix du fait de présence des produits pétroliers dans l'économie des pays industrialisés (Carburants des véhicules particuliers, Carburants des véhicules de transport, Carburants des machines agricoles et industrielles, etc.) ;
- ❖ Diminution de l'activité économique consécutive à un déséquilibre économique lié aux transferts monétaires massifs des pays importateurs de pétrole vers les pays exportateurs que provoque la hausse des prix du brut.

1.1.3 Définition d'un « contre-choc pétrolier »

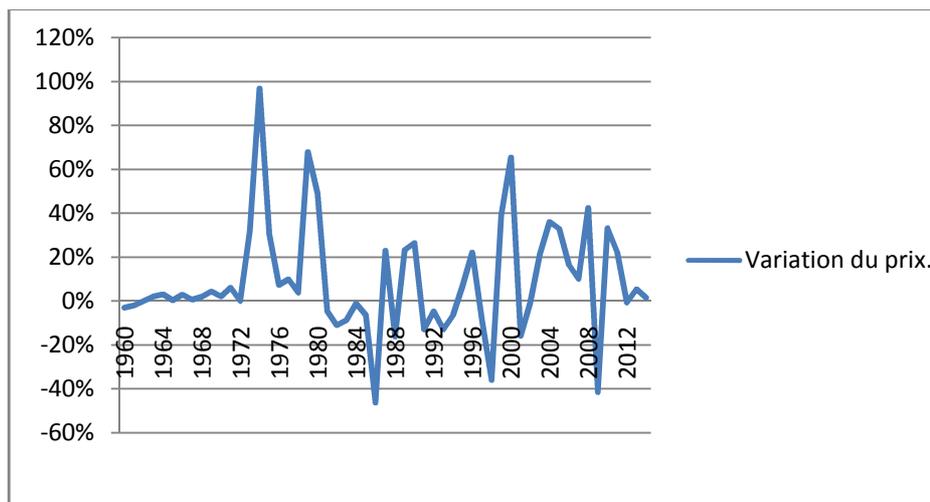
A l'inverse du choc, le contre-choc pétrolier se définit comme étant la situation où les cours de pétrole subissent une chute brutale et inattendue. Le contre-choc s'accompagne de deux (02) situations :

- ☞ La contraction de la demande : les consommateurs revoient à la baisse leurs besoins en pétrole brut, ce qui prend de revers les producteurs, qui tablaient sur des prévisions contraires.
- ☞ La surabondance de l'offre : l'autre possibilité est un surplus de l'offre de pétrole. La demande est satisfaite en globalité et des quantités offertes ne trouvent pas preneur, les prix évoluent alors à la baisse.

1.2 Les principaux chocs et contre-choc pétroliers :

La figure ci-dessous présente l'historique de l'évolution du prix du baril depuis 1960 jusqu'à 2012, durant cette période, le Monde a connu deux principaux chocs pétroliers qui sont : le premier choc pétrolier de 1973 et le deuxième choc pétrolier de 1979.

Graphique N°2: Les variations annuelles du prix de pétrole depuis 1960 en %



Source : www.2000watts.org

1.2.1 Les deux chocs pétroliers : 1973 et 1979

1.2.1.1 Le premier choc pétrolier de 1973

Le premier choc pétrolier est une crise mondiale des prix du pétrole qui débute en 1971. L'année 1973 est cependant souvent par partenaire avec ce choc à cause de la déclaration d'embargo accélérant encore la hausse de prix du baril. Au début de mois d'octobre 1973, les relations sont très tendues entre sociétés pétrolières et Etats producteurs et une certaine pénurie des approvisionnements permettent aux Etats de présenter leurs revendications avec force. Les 16 et 17 octobre 1973, la guerre du Kippour⁶ entre Israël et les pays Arabes, a été le prétexte à une augmentation massive des prix et à un rationnement de la production. Cette hausse a aggravé de façon sensible les effets du ralentissement conjoncturel mondial qui avait commencé à cette période. Ainsi, que l'augmentation du prix du baril qui été prise par le

⁶ La guerre du « Kippour », aussi appelée guerre du ramadan ou encor guerre israélo-arabe de 1973, a opposé, du 6 au 26 octobre 1973, Israël et une coalition de nation arabes emmenée par l'Egypte et la Syrie. La guerre s'est ouverte le jour du Yom Kippour sus l'attaque surprise conjointe de l'Egypte et de la Syrie, qui ont envahi respectivement le Sinaï et le plateau du Golan, qui avaient été pris par Israël en 1967 lors de la guerre des six jours.

membre de l'OPAEP (Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole) : le prix du baril passe de 3 à 12 dollars entre Octobre 1973 et Janvier 1974⁷.

Cette dernière a été prise contre les pays ayant suivi Israël durant cette période, ce qui a engendré une situation de manque d'offre de pétrole sur le marché. A cause de la hausse des prix, et l'augmentation des revenus des Etats pétroliers ne fut pas néfaste aux intérêts des compagnies pétrolières. En fait, les années 1973 et 1974 représentèrent des années relativement fastes pour les compagnies pétrolières en général, et le Cartel en particulier.

Tableau N°2 : Profits nets des grandes compagnies pétrolières (10⁶ \$)

Années	Exxon	Texaco	Mobil	Socal	Gulf	Shell	B.P
1772	1532	889	574	547	197	282	71
1973	2443	1292	849	844	800	730	329
1974	3142	1586	1047	970	1065	1161	487
% de hausse 73.74	28,6	22,8	23,3	14,9	33,1	59,0	48,0

Source : Petroleum Economist Vol .32, 1975, p183

Au regard de l'augmentation des revenus du Cartel, l'action de l'OPEP ne peut en aucune manière être considéré comme ayant été opposée à la stratégie du premier. Au contraire, tout en indiquant l'inéluctabilité d'une réorganisation de l'industrie pétrolière, la décision de l'OPEP donna au Cartel l'opportunité de s'accaparer des revenus en hausse, d'envisager son retrait progressif des niveaux primaires de l'industrie pétrolière et d'investir dans d'autres secteurs de la sphère énergétique⁸.

1.2.1.1.1 Les conséquences du choc pétrolier de 1973

- La sensibilité de taux de dépendance des économies des pays par rapport au pétrole (touche les pays industrialisés).
- Accélération de l'inflation.
- Les incidences du choc pétrolier sur l'économie des pays industrialisés sont très importantes.

⁷ M^{me} QUINTON, « Croissance, fluctuation et crises ». (<http://eloge-des-ses.com/wp-content/uploads/2015/09/instabilit%C3%A9-croissance-version-%C3%A91%C3%A8ves-MQ.pdf>).

⁸ BENDIB Rachid, « Rente pétrolière et crises de l'ordre rentier en Algérie », 4^{ème} Edition, p27.

- La hausse du pétrole bouleverse tous les équilibres internes et externes.
- Le choc de 1973 a ainsi marqué l'émergence du pouvoir économique, puis politique, des compagnies nationales qui deviennent alors le bras armé et financier de nouveaux Etats postcoloniaux qui tentent de s'affirmer face aux grandes puissances, et en particulier face aux Etats-Unis.
- La baisse de rentabilité de l'économie américaine, et la dévaluation du dollar et ses fluctuations sur le marché des changes aux Etats-Unis.
- Le prix de la tonne de pétrole importé passe en moyenne de 115 francs en 1973(26 dollars) à 372 francs en 1974 puis 388 en 1975,450 en 1976,491 francs soit 100 dollars en 1977, 580 en 1979 et 1019 en 1980 (2^{ème} choc pétrolier)(choc inflationniste)⁹.
- La création de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) en 1974, qui fait en quelque sorte le pendant de l'OPEP.
- La conséquence politique la plus importante de la crise pétrolière est l'ouverture d'un dialogue de type nouveau entre les nations industrielles et les nations économiquement sous-développées, productrices de pétrole ou non.

1.2.1.2 *Le deuxième choc pétrolier de 1979*

Quelques années après le premier choc pétrolier de 1973, les tensions au Moyen-Orient débouchent en 1979 sur un second choc pétrolier qui apporte un nouvel alourdissement de la facture énergétique pour la France et accentue la crise économique. Il s'agit aussi d'un choc d'offre.

Le point de départ de ce choc pétrolier, c'est la révolution iranienne qui est éclatée fin 1978 et aboutit le 11 janvier 1979 à la chute de Shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeini. Ce fut l'occasion d'une nouvelle restriction de l'offre pétrolière et de nouvelles augmentations des prix du brut qui monta jusqu'à 40.00\$ le baril US¹⁰. La dégradation des relations entre l'Iran et l'Irak déboucha sur une guerre de 1980 à 1988. La déstabilisation de ces grands pays producteurs de pétrole entretient les allongements sur le marché pétrolier au début des années 1980¹¹. Cette guerre a fait aussi réduire les exportations du pétrole, baisser les approvisionnements mondiaux et la dépréciation de la valeur du dollar qui a perdu en moyenne 10% de valeur par an¹² à cause de flottement des monnaie de l'année 1973. Dans le

⁹ Source INSEE, Compte de la Nation, 1981.

¹⁰ André Pertuzio, pétrole et politique internationale, juin 2001. N°5.

¹¹ « Choc pétrolier, explications », Article : publié le 13 Août 2015 par « Citoyen 18 ».

¹² Ordre et désordre monétaire depuis 1945.

tableau ci-dessous, on va montrer le niveau des exportations nettes durant l'année 1974 jusqu'à l'année 1980, et les revenus dégagés durant cette période.

Tableau N°3 : revenus de l'OPEP

Années	Exportations Nettes (10 ⁶ b/j)	Revenus (10 ⁹ dollars)
1974	29,6	90,5
1977	29,4	123,6
1978	27,9	115,8
1979	28,8	195,2
1980	24,7	278,8

Source : Petroleum economist 1982, p225.

En résumé, ce tableau montre que les revenus de l'OPEP sont importants et de plus en plus en augmentation de 90,5 en 1974 allant jusqu'à 278,8 en 1980.

1.2.1.2.1 Les conséquences du deuxième choc pétrolier

- Un renchérissement du coût de l'énergie qui oblige les pays industrialisés à investir prématurément dans certaines énergies de substitution ;
- Ralentissement de l'inflation ;
- Une diminution de l'activité économique consécutive à une déstabilisation économique liée aux transferts monétaires massifs des pays importateurs de pétrole vers les pays exportateurs que provoque la hausse des prix du brut ;
- Accélération du chômage.

Le premier et le second choc pétrolier ont ouvert la voie au développement des énergies alternatives et aux programmes d'économies d'énergie permettant ainsi de diminuer la dépendance pétrolière des pays développés importateurs de pétrole.

Selon Blanchard et Gali (2007), l'impact des deux chocs pétroliers sur les pays développés est beaucoup plus important sur l'inflation et la croissance. C'est ce qu'ils ont montré dans les tableaux ci-dessous.

Tableau N°4 : l'évolution de l'inflation lors des deux chocs pétroliers

	Choc 1: [1973-1974]	Choc 2: [1979-1980]	Moyenne [1,2]
Canada	4.7	1.8	3.3
Allemagne	0.1	2.6	1.4
France	5.4	3.1	4.2
Etats-Unis	4.9	4.0	4.5
Japon	7.9	1.0	4.4

Source: Blanchard, O-L. ET J. Gali (2007), «The Macroeconomic effects of oil shocks: why are the 2000s so different from the 1970s", NBER working paper series, September 2007.p:14.

Tableau N°5 : les variations cumulées du taux de croissance du PIB réel lors des deux chocs pétroliers

	Choc 1 : [1973-1974]	Choc 2 : [1979-1980]	Moyenne [1,2]
Canada	-8.3	-1.0	-4.6
Allemagne	-9.6	-3.5	-6.6
France	-7.6	-4.4	-6.0
Etats-Unis	-13.3	-11.8	-12.5
Japon	-16.1	-4.4	-10.3

Source: Blanchard, Different from the 1970s", NBER working paper series, September 2007.p:15.

Les chocs pétroliers ont un impact très significatif sur les prix et la croissance. Lors du premier choc, l'économie américaine et japonaise marque un impact plus dramatique dont les effets cumulés étaient respectivement de -13,3% et de -16,1%.

1.2.1.3 *Le contre-choc pétrolier de 1986*

En 1980, le « contre-choc pétrolier » est apparu à cause de la surproduction du pétrole et au ralentissement de l'économie mondial entraînant une baisse brutale du cours de l'or noir pour atteindre le seuil des 10\$ en 1986¹³.

De puis 1983, les choses ont pris une grave tournure, les prix en chuté de 35\$/b à 27\$/b en 1985¹⁴, tandis qu'un système de quotas à été introduit pour répartir la production des pays membres de l'OPEP, pour éviter d'inonder de marché et par conséquent de casser les prix.

Les membres de l'OPEP décidaient de changer de politique et de défendre leurs volumes de production que le niveau des prix, lors d'une conférence à Genève. Dès l'été 1985, l'Arabie Saoudite mettait en œuvre une nouvelle formule de commercialisation appelée « natback deals »¹⁵. Par cette formule, le prix offert pour le pétrole brut est établi à partir de la valeur de vente du cocktail de produits fini qu'ont peut obtenir sur le marché après raffinage, c'est-à-dire que, dans un marché connaissant de forte fluctuation de prix, c'est le vendeur du pétrole brut qui va assumer le risque.

Les objectifs de l'Arabie Saoudite à long terme grâce à la chute des prix de pétrole

- Augmenter la demande globale du pétrole.
- Diminuer la production hors OPEP.
- Etre le leader sur le marché pétrolier.
- Décourager les investissements de l'exploration hors OPEP¹⁶

A travers cette section, on conclut alors que les cycles pétroliers sont une boucle à deux tendances : l'une caractérisée par des cours élevés, l'autre par des prix très bas. Cependant, ces tendances ne sont pas semblables en durée et ne peuvent être prévues. Elles surviennent de manière alternée : tout choc pétrolier conduit à un contre choc et vice versa, et des périodes de relative stabilité où le marché s'équilibre s'intercalent entre eux.

Section 2 : les changements dans le circuit de financement

L'importance du pétrole dans l'économie mondiale reste importante. L'objectif de cette section est de faire le point sur l'impact de la variation des prix du pétrole sur l'activité

¹³ Jean-paul Simonnet, « le marché du pétrole, un peu d'histoire », TD N°23, Page3.

¹⁴ Tom XXIV, « l'Arabie Saoudite et l'Algérie face à la crise pétrolière de 1986, Editions du CNRS, 1985.

¹⁵ Editorial de N.SARKIS : le pétrole et le gaz arabe, 1^{er}decembre 1985, p.3.

¹⁶ Voir l'article de Denis CLERC : « Esquisse d'un compromis entre l'OPEP et les compagnies pétroliers », in monde Diplomatique, Juillet 1986, p.22-23.

économique au sens large et notamment a expliqué les différents changements concernant les indicateurs économiques entre les périodes des chocs et de contre choc pétroliers.

2.1 Fluctuations des prix de pétrole et la consommation mondiale

La consommation pétrolière mondiale connaissait une explosion réelle, là où la demande adressée aux pays de l'OPEP était passée de 6,7 Mb/j en 1960 à 27,5 Mb/j en 1973¹⁷. La valeur unitaire moyenne, en dollars US, augmente de près de 40% entre le premier semestre de 1972 et le deuxième de 1973.

Toutes choses égales par ailleurs, une hausse du prix du brut représente un choc inflationniste¹⁸ (c'est-à-dire : entraîner une hausse du niveau des prix) et génère, une hausse des prix à la consommation à hauteur du poids des produits pétroliers dans l'indice générale des prix. A ce fait, en aura les conséquences suivantes :

- Diminution du pouvoir d'achat des ménages.
- Augmentation des coûts pour les entreprises.

2.1.1 La consommation de pétrole depuis 1970

La mondialisation se traduit par une forte croissance de la consommation d'énergie par habitant. La séquence de l'histoire de l'économie mondiale qui vient de se dérouler est tout à fait exceptionnelle. Elle s'est traduite tout d'abord par une augmentation soutenue de la production et de la consommation d'énergie primaire¹⁹. Le tableau n°5 ci-dessous résume la consommation du pétrole par les différents pays dans le monde.

¹⁷François Lescaroux, Valérie Mignon, « L'économie mondiale », Paris, 2009.

¹⁸ www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/d1_9012.pdf.

¹⁹ Benoît Mafféi et Rodolphe GREGGIO, « le pétrole-le troisième choc et la malédiction pétrolière-), 49 rue Héricart, 75015 Paris, P.50.

Tableau N°6 : Consommation de pétrole dans le monde en 2011

Consommation de pétrole dans le monde en 2011

en millions de tonnes

	1973	1985	2008	2009	2010	2011	2011 (en %)
États-Unis	818	720	889	833	850	834	20,5
Chine	54	90	380	388	438	462	11,4
Japon	269	206	222	199	200	201	5,0
Inde	nd	43	144	151	156	162	4,0
Russie (1)	326	417	132	135	129	136	3,4
Allemagne (2)	150	126	119	114	115	112	2,7
Canada	84	69	102	97	103	103	2,5
France	127	84	91	88	84	83	2,0
Italie	104	84	80	75	73	71	1,8
Royaume-Uni	113	77	78	74	74	72	1,8
Reste du monde	754	885	1 723	1 755	1 810	1 824	44,9
Total monde	2 798	2 803	3 960	3 909	4 032	4 059	100,0
<i>dont Europe</i>	<i>738</i>	<i>580</i>	<i>957</i>	<i>922</i>	<i>903</i>	<i>898</i>	<i>22,1</i>

nd : donnée non disponible.

(1) : ex-URSS pour 1973 et 1985.

(2) : ex-RFA pour 1973.

Source : CPDP.

Source : Comité Professionnel du Pétrole.

La consommation totale de pétrole dans le monde fait que d'augmenter de 2798 millions de tonnes en 1973 jusqu'à 4059 millions de tonnes en 2011. Cette augmentation signifie que le pétrole est indispensable, et son utilisation est très différente. Réellement, plus un pays est développé, plus l'utilisation du pétrole est donnée aux transports. Le carburant est un produit irremplaçable, et à la fois présent comme source d'énergie.

En 1973, les Etats-Unis consomment le pétrole en très grandes quantités 818 millions de tonnes par rapport aux autres pays cités dans le tableau au dessus. Ce qui suit c'est le reste du monde avec 754 millions de tonnes, en suite la Russie(326) et le Japon(259).

En 1985, là où les prix du pétrole ont chuté, la consommation des pays du reste du monde était plus que celle des Etats-Unis avec 885 et 720 millions de tonnes.

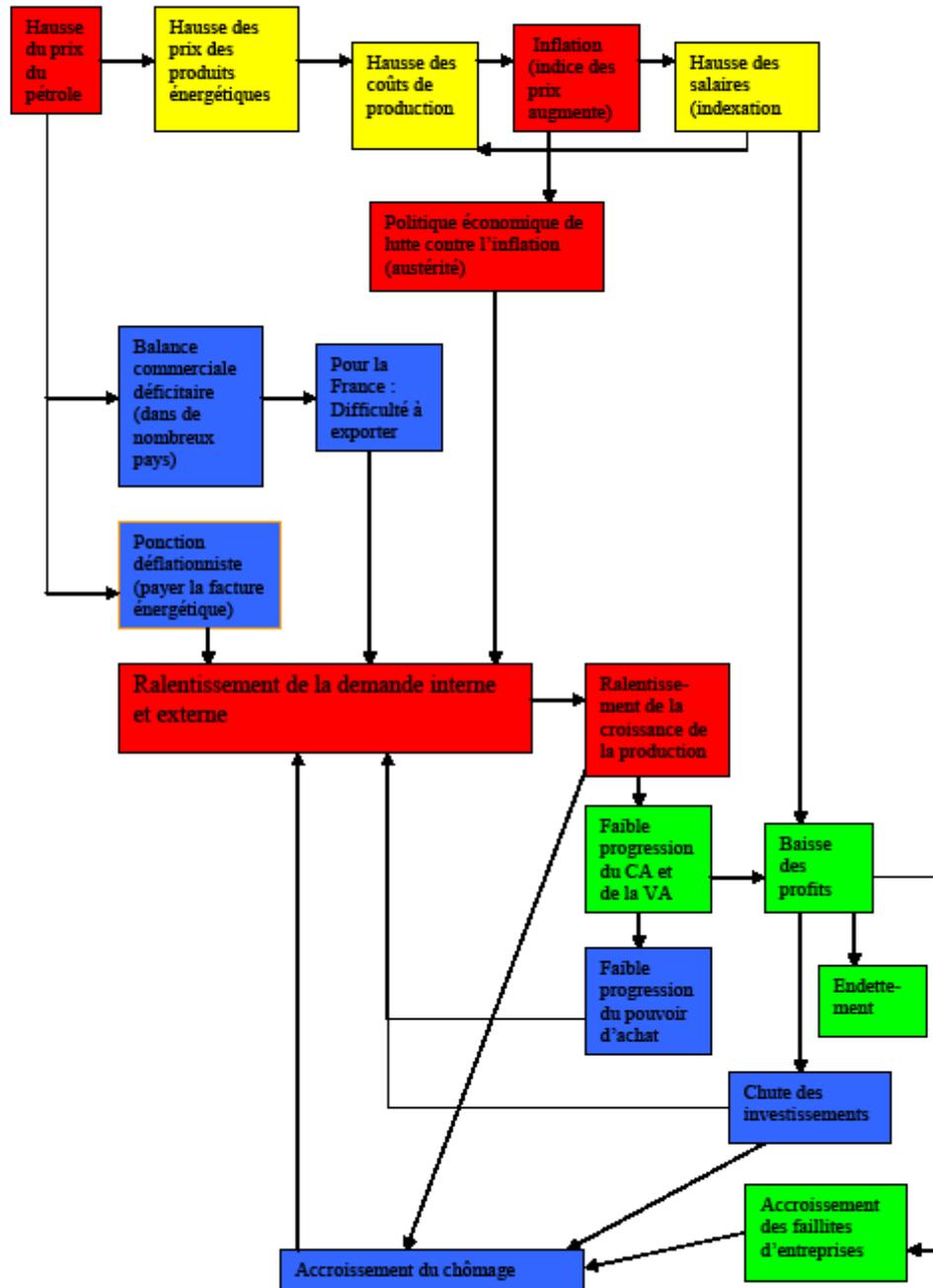
2.2 La situation d'économie mondiale durant les chocs pétroliers

Lors des deux premiers chocs pétroliers, l'économie d'ensemble amorçait une baisse conjoncturelle. Au milieu des années 1960, l'inflation était proche de 1%, par contre au milieu des années 1973 était de 8% aux Etats-Unis, et dans les autres pays industrialisés était de 10%.

Le schéma n°2 présente les différents changements conjoncturels des indicateurs économiques durant le premier choc pétrolier de 1973.

Schéma N°3 : Les enchainements conjoncturels dus au 1^{er} choc pétrolier

Schéma des enchaînements conjoncturels dus au 1^{er} choc pétrolier.

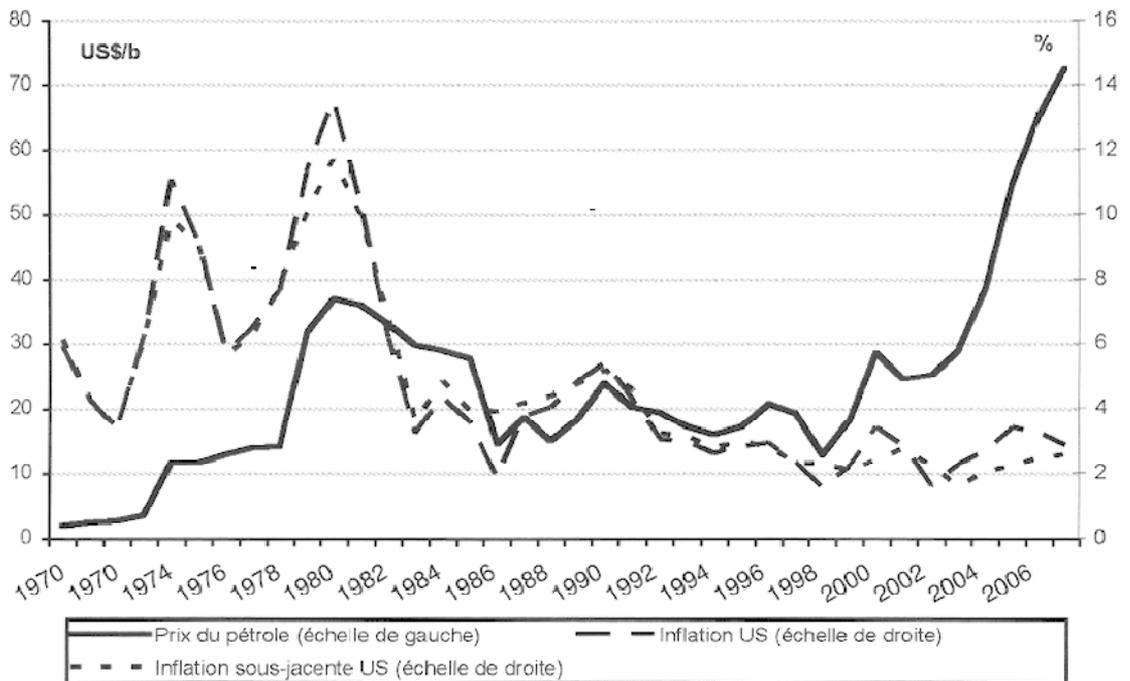


Source : Blog du professeur Jseco22, octobre 2013.

- La réduction de profits des entreprises à cause de la forte hausse du coût unitaire du travail (10% par an au début des années 1970 dans les pays de G7), ce qui a mené à un ralentissement de la productivité à court terme.
- La diminution des marges de profits des entreprises et de la politique monétaire et budgétaire complaisantes.
- Un autre facteur important est la dépendance énergétique des économies : la part du pétrole dans le PIB mondiale était faible, et il est mesuré en valeur. Par exemple : aux Etats-Unis elle était proche de 1.5%. cette considération a conduit plusieurs économistes (Tobin, 1980) à penser que le prix du pétrole était une source mineure de fluctuation de l'activité économique et que son influence dans les récessions du milieu des années 1970 et du début des années 1980 a pu être surestimée²⁰.
- Ce qui explique la faiblesse des facteurs énergétiques et pétroliers c'est la baisse tendancielle du prix réel du pétrole. Cette diminution du prix a pour but de limiter la pénétration du nucléaire et pour lutter contre le développement des producteurs indépendants. Pour cela, les compagnies internationales fixent le prix à bas niveau, stable en dollar courant. Cette stratégie a été facilitée par le progrès technique qui a autorisé une baisse des coûts de production. Par conséquent, elle a entraîné une hausse de consommation de pétrole et d'énergie.
- La hausse du prix du brut provoque une augmentation des prix à la consommation. Dans le graphique N°2 reproduit l'évolution du prix, taux d'inflation, et l'inflation sous-jacente aux Etats-Unis sur la période 1970-2007.

²⁰ François LESCAROUX et Valérie MIGNON, « Déterminants du prix du pétrole et impact sur l'économie », Revue française d'économie, n°2/vol XXIII, 2008.

Graphique N°4 : prix de brut, taux d'inflation et inflation sous-jacente



Source : Datastream.

✓ Le graphique ci dessus montre :

- Les effets directs sur les prix à la consommation ;
- Le degré de l'inflation là ou le prix du pétrole a augmenté en 1973, l'inflation qui est aussi multipliée par deux entre 1973 et 1974 ;
- La tendance croissante de l'inflation deux ans avant le choc pétrolier de 1979.

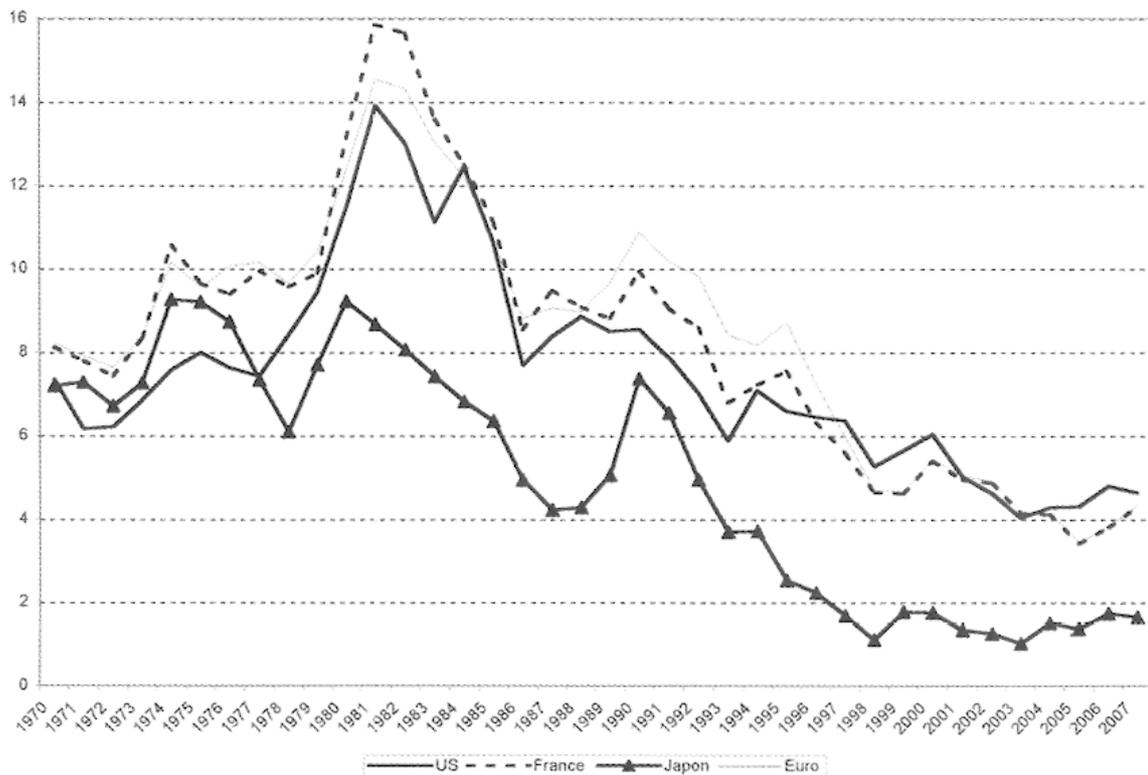
En suit, la chute des prix du pétrole au début des années 1980 s'accompagne d'une baisse de l'inflation.

✓ Les effets secondaires sont :

- Les ménages demandent une augmentation de leur salaire dans le but de limiter leur perte de pouvoir d'achat ;
- Pour que les entreprises restaurent leur marge bénéficiaire, elle essaye de répercuter la hausse du prix du pétrole sur leur prix de vente.

Ces effets directs et indirects provoquent une augmentation des taux d'intérêts comme le montre le graphique N°5 ci dessous.

Graphique N°5 : Taux d'intérêts a long terme (10ans)



Source: IFS (International Featured Standard).

- ✓ Une augmentation du prix du pétrole diminue la rentabilité des secteurs intensifs en pétrole, ce qui pousse les entreprises à se retourner vers des nouvelles méthodes de production moins intensives en facteur pétrole. Ce changement engendre des réallocations de capital et de travail entre les secteurs pouvant affecter le chômage²¹.
- ✓ La mise en évidence, une hausse de 10% du prix de baril provoque une appréciation de la monnaie américaine de 9,5% en termes réels sur la période 1980-2004²².
- ✓ La vente massive de dollars par les banques centrales sur les marchés de devises entre la période 1985-1986 (contre choc).
- ✓ Lors de contre choc pétrolier, les prix du pétrole sont facturés en dollars, à cause des taux d'intérêts élevés pratiqué par la Federal Reserve Bank pour stopper l'inflation, elles poussent le cours de dollars à augmentés et attirer les capitaux. La monnaie Américaine s'apprécie entre 70% et 9% par rapport aux autres monnaies²³.

²¹ Loungani, [1986], Oil Price Shocks and the dispersion Hypothesis, Review of Economics and Statistics 58, PP.536-539.

²² Bénassy-Quéré et Mignon, Pétrole et dollars : un jeu à double sens, La lettre du GEPII, n°250, 2005.

²³ Henning, C.Randall, and Destler, I.M., From Neglect to Activism : American Politics and the 1985 plaza accord, journal of public policy, Jul-Dec.1988, vol.8, n°3/4, p.321.

Dans certains pays, le lourd déficit courant, porté par le renchérissement du pétrole, et la chute des investissements et de la formation des stocks du secteur privé, avait, pour contrepartie, un déficit public très important qui atteignait, en moyenne, en 1975, plus de 4% du PNB des sept pays principaux de l'OCDE (tableau N°7).

Tableau N°7 : Besoin de financement des administrations publiques ^a

En pourcentage du PNB ou de PIB

	1971	1973	1975	1977	1979
États-Unis	-1.7	0.5	-4.2	-0.9	0.6
Japon	1.4	0.5	-2.7	-3.8	-4.8
Allemagne	-0.2	1.2	-5.7	-2.4	-2.7
France	0.7	0.9	-2.2	-0.8	-0.7
Royaume-Uni	1.5	-2.7	-4.5	-3.1	-3.1
Italie	-7.1	-8.5	-11.7	-8.0	-9.3
Canada	0.1	1.0	-2.4	-2.6	-2.0
Moyenne des sept pays	-0.8	-0.1	-4.3	-2.2	-1.7

Source : Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

- a) Le signe négatif indique une désépargne.
- b) Pondérée selon le PNB ou le PIB et les taux de change de 1981.

2.2.1 La balance des paiements :

Au cours des années 1970, les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 déséquilibrent principalement les balances courantes des pays en développement. Les banques des pays développés vont recycler les pétrodollars des pays de l'OPEP pour les prêter aux pays déficitaires. Les stocks de la dette, c'est-à-dire : le montant des sommes que doivent rembourser les emprunteurs est multiplié par 10 entre 1970 et 1980.

Pour le service de dette (amortissement de la dette+intérêts), les pays en développements disposent de trois types de ressource :

- De nouveaux emprunts aux banques ;
- Des prêts de l'aide publique des pays riches et du FMI ou de la banque mondiale ;
- Des investissements directs à l'étranger des FMN (firme transnational) qui viennent s'implanter sur leurs territoires. Ces transferts nets deviennent négatifs durant les années 1980, ce qui signifie que les PED (Pays en développements) versent plus de

capitaux aux pays du nord (remboursement de la dette, intérêts, profits rapatriés) qu'ils n'en reçoivent.

La situation observée dans les années 1970, présente un impact moindre sur la croissance à cause de la variation des prix du pétrole, et l'évolution des caractéristiques structurelles de l'économie mondiale, explique une augmentation des prix du pétrole engendre une baisse des importations, une augmentation du prix de la consommation et surtout un ralentissement de la demande mondiale adressée à ces pays.

Conclusion

Au terme de ce chapitre, il ressort que les pays développés, avec leur forte dépendance en matières premières (en pétrole notamment), présentent plus de vulnérabilité par rapport aux pays en voie de développement quant aux fluctuations des prix du pétrole.

Chapitre II : L'évolution du système de financement dans le contexte de crise pétrolière	23
Introduction	23
Section 1 : L'impact des chocs pétroliers sur l'économie mondiale	24
1.1 Les concepts de « choc pétrolier » et de « contre-choc pétrolier »	24
1.1.1 Définition d'un « choc pétrolier »	24
1.1.2 Les conséquences principales d'un « choc de demande » sont :	25
1.1.3 Définition d'un « contre-choc pétrolier »	25
1.2 Les principaux chocs et contre-choc pétroliers :	26
1.2.1 Les deux chocs pétroliers : 1973 et 1979	26
1.2.1.1 Le premier choc pétrolier de 1973.....	26
1.2.1.1.1 Les conséquences du choc pétrolier de 1973	27

1.2.1.2	Le deuxième choc pétrolier de 1979.....	28
1.2.1.2.1	Les conséquences du deuxième choc pétrolier	29
1.2.1.3	Le contre-choc pétrolier de 1986.....	31
Section 2 :	les changements dans le circuit de financement.....	31
2.1	Fluctuations des prix de pétrole et la consommation mondiale	32
2.1.1	La consommation de pétrole depuis 1970.....	32
2.2	La situation d'économie mondiale durant les chocs pétroliers.....	34
2.2.1	La balance des paiements :	40
Conclusion.....		41

Chapitre III : Les fluctuations des prix du pétrole et l'évolution de la structure de l'économie Algérienne

Introduction

L'Algérie constitue un membre important au sein de l'OPEP parce qu'elle fût fondateur de la nationalisation de ses ressources en hydrocarbures, ouvrant ainsi la voie aux autres pays dotés d'un potentiel en énergie fossile. Elle représente ainsi le porte-voix des pays qui aspirent à valoriser la rente pétrolière et ce, en dépit de sa modeste place en tant que producteur de pétrole (18^{ème} rang mondial) et la sixième place dans le monde arabe, après l'Arabie saoudite, l'Irak, les Émirats arabes unis, le Koweït et la Libye¹.

Il va sans rappeler que le pétrole occupe une place de choix dans l'échiquier économique national, et pour cause : il représente 97% des exportations, (et jusqu'à 45% du PIB) et la fiscalité pétrolière assure une grande proportion des ressources budgétaires de l'Etat (de 40 à 45% par an)².

Le cours du brut exerce donc une grande influence sur l'économie du pays qui est visible principalement à travers les agrégats et autres indicateurs économiques, tant internes qu'externes : en effet, les faits empiriques montrent que les cycles pétroliers ont des aboutissants sur l'ensemble de l'économie algérienne. A cet effet, il faut explorer les possibilités d'atténuation des répercussions pouvant survenir en cas de forte perturbation du marché pétrolier international.

C'est l'objet de ce troisième chapitre : c'est d'étudier le cas de l'économie Algérienne face aux fluctuations des prix du pétrole depuis 1962 jusqu'à 1998. Pour cela nous allons voir dans la première section, comment l'économie du pays a été construite après la période coloniale et les conséquences des deux chocs pétroliers sur les indicateurs économiques (croissance du PIB, balance commerciale et recettes budgétaires,... etc.).

Dans la deuxième section, nous allons sur l'économie Algérienne face à la chute des prix du pétrole ou les contres chocs (1980-1994), et les résultats enregistrés durant cette période. En deuxième point, on va parler sur le PAS (1994-1998), et les résultats de la négociation avec les institutions internationales.

¹ Nabil Nehli, « L'Algérie 18^{ème} réserve mondiale », article, 23 Février 2014.

² Durant la période 2010 – 2014. Source : Ministère des Finances.

Section 1 : la structure de l'économie Algérienne et les chocs pétroliers (1962-1971)

L'Algérie a commencé la difficile tâche de bâtir sur les ruines de la guerre d'indépendance (1954-1962) dans des conditions difficiles. A cette époque, le pays ne contrôlait pas entièrement ses ressources en hydrocarbures. Il devait recouvrer la souveraineté sur son sous-sol, le pays s'était au début doté des moyens lui permettant d'atteindre cet objectif. Ensuite, la nationalisation des hydrocarbures précéda de peu les deux (02) premiers chocs pétroliers, dont les effets s'étaient vite matérialisés sur l'économie du pays.

Dans cette section, nous allons baser sur deux périodes essentielles : la première est « la période postindépendance (1962-1971) », la deuxième est "la nationalisation et les chocs pétroliers (1972-1979) » pour voir la situation de l'économie algérienne dans les deux périodes.

1.1 La période postindépendance (1962-1971)

Au lendemain de l'indépendance en 1962, l'Algérie se trouvait dans une situation délicate et ce, à plus d'un niveau : un Etat devait être charpenté sur des bases modernes, l'économie devait être tirée de son état végétatif, la situation sociale était chaotique et constituait une lourde charge pour le jeune Etat³.

Nous allons donc choisir la planification centrale comme un moyen d'administration, elle était basée sur un modèle de développement de type socialiste : les secteurs clés de l'économie furent soit nationalisés (banques, mines, compagnies d'assurance), ou quel temps l'entrée en scène de sociétés nationales (Air Algérie, Sonacom, Eniem, Saidal, Sonelgaz...). La priorité fut accordée à l'établissement d'un tissu industriel susceptible de sortir l'économie nationale du sous-développement.

Devant cet état de fait, les ressources en hydrocarbures ne sont pas restées en marge de la démarche du gouvernement algérien car en effet, le panier qui pouvait être tiré de ce secteur pouvait constituer le moteur de développement de l'économie dans son ensemble.

³Mohammed El-Aziz KOUADRI, « Place et rôle du secteur pétrolier dans le développement de l'économie algérienne », page 629.

C'est dans cette optique, Sonatrach « Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation, et la Commercialisation des Hydrocarbures » vit le jour le 31 décembre 1963. Initialement responsable du transport et de l'acheminement des produits venus des hydrocarbures, les privilèges de la Sonatrach furent élargis progressivement jusqu'à ce qu'elle obtient un statut de compagnie pétrolière à part entière.

Afin de renforcer son potentiel productif en hydrocarbures, l'Algérie s'était lancée dans un vaste programme de prospection, d'investissement et d'exploitation des gisements et ce, en coopération avec des sociétés étrangères dans le cadre de partenariats, notamment en ce qui concerne le financement des investissements pétroliers⁴.

Tableau N°8 : Evolution des investissements dans le secteur des hydrocarbures

Plan de développement	Montant des investissements (en dinars)	Part des investissements dans le PIB*
Plan triennal (1967 – 1969)	3,4 milliards	5,35%
1 ^{er} plan quadriennal (1970 – 1973)	11,2 milliards	13,41%
2 ^{ème} plan quadriennal (1974 – 1977)	60,1 milliards	58,52%

* : le rapport investissement/PIB est calculé sur la base du PIB de l'année précédant celle de l'entrée en vigueur du plan.

Source : Mustapha MEKIDECHE, « Le secteur des hydrocarbures en Algérie », page 45.

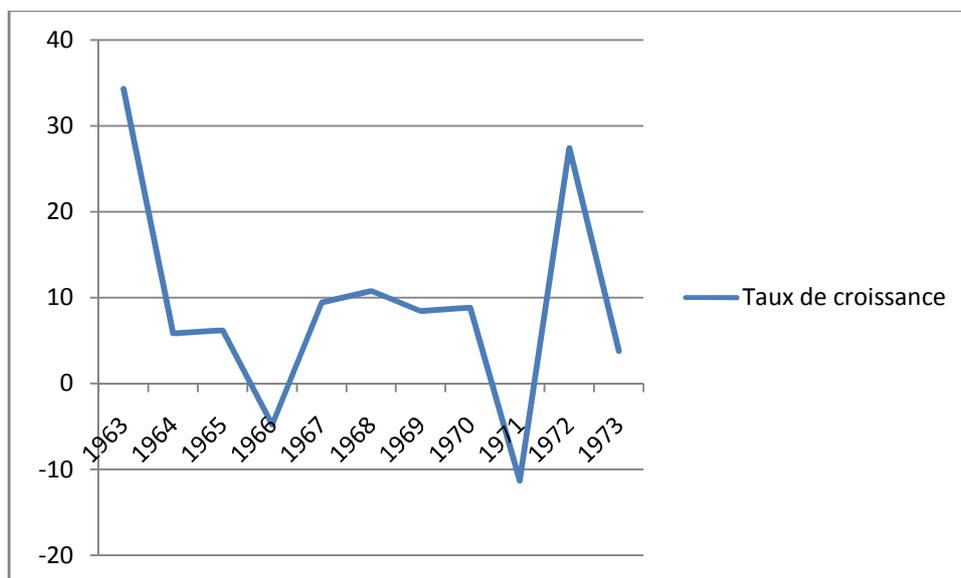
En outre, elle décide d'intégrer l'OPEP en 1969 pour renforcer son pouvoir de négociation vis-à-vis les compagnies étrangères qui exerçaient – à l'époque – selon le système de concessions.

Deux années plus tard, le 24 Février 1971, l'Etat algérien décida de nationaliser les hydrocarbures et accorda à la Sonatrach le monopole exclusif de l'exploration, de l'exploitation et de l'exportation des hydrocarbures, notamment le pétrole. Cette décision constitue un tournant pour l'économie nationale car la souveraineté économique fut affirmée et en reprenant entièrement le contrôle des ressources énergétiques, de nouvelles possibilités

⁴ Ibid page 634.

de développement s'offraient à l'Etat. Un plus large rôle fut assigné aux hydrocarbures, et la doctrine économique d'alors pouvait se résumer à cette expression : « *Semer le pétrole au profit du développement* »⁵.

Graphique N°6 : Taux de croissance du PIB en dinars constants (1963-1973)



Source : Banque Mondiale.

Le graphique ci-dessus montre le taux de croissance du PIB en dinars constants sur une période de dix (10) années, allant de 1963 à 1973. Il est à rappeler que les recettes dégagées du pétrole et des autres types d'hydrocarbures représentent environ 30% à 40% du PIB.⁶

On remarque que c'est en 1963 qu'on enregistre le plus haut niveau (34,31%) et c'est en 1971 qu'on enregistre le bas niveau (-11,33%). Le pays a connu une croissance plutôt soutenue jusqu'à 1966, date à laquelle il connut un infléchissement (-4,80%) puis une reprise jusqu'à 1970 (une croissance d'environ 9.45%), surtout en raison de l'expansion dans le secteur du pétrole et l'émergence de Sonatrach en tant qu'acteur clé dans ce processus. L'année 1972 marque un record depuis l'indépendance et un bond de 27.42% par rapport à 1971) ; la fiscalité pétrolière succéda aux royalties à partir de cette date, l'adhésion à l'OPEP

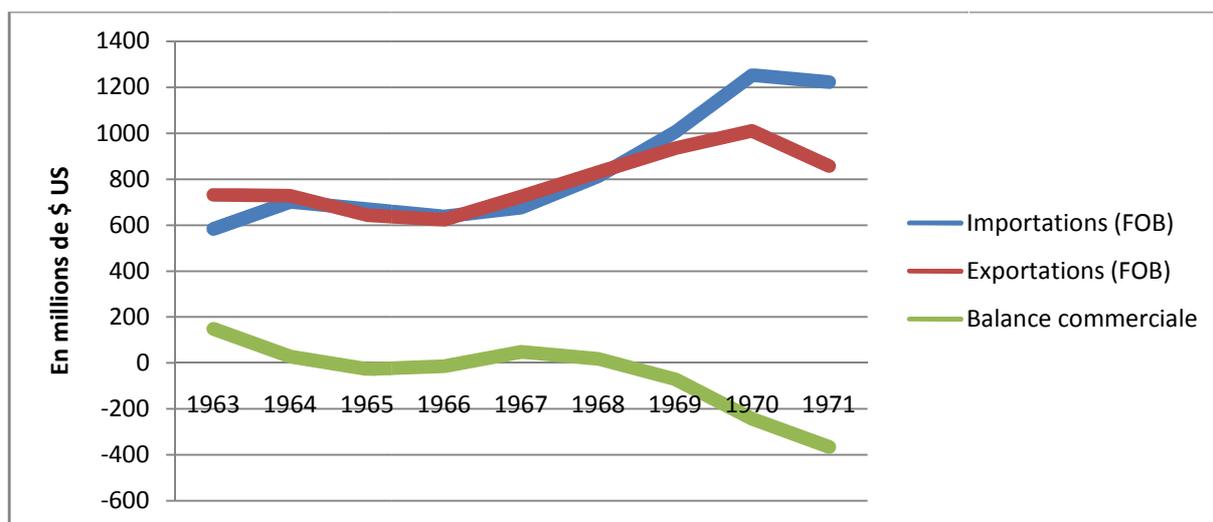
⁵ Abdelatif Rebah, la portée de l'environnement : www.liberte-algerie.com/dossier/la-portee-de-evenement-119772/print/1.

⁶ Abdelkrim BENAMAR et al. « Pétrole et activité économique en Afrique », Université de Tlemcen, 2010, Page 04.

confortait la position de l'Algérie par rapport à ses partenaires étrangers, et le tournant de 1973 se profilait à l'horizon.

Le graphique ci-dessous donne une indication sur une composante importante de la balance des paiements : la balance commerciale. Celle-ci s'est caractérisée par un léger excédent (se chiffrant à 133,55 millions de dollar) durant la période 1963 – 1969. Cependant, nous relevons l'apparition de deux (02) déficits importants et successifs en 1970 et 1971, établis à 608 millions de dollar en cumul. Toutefois, le taux de couverture⁷ de la période reste appréciable, il était de 97%. Ceci est dû à une augmentation du rythme des importations (principalement constituées des biens d'équipement destinés à l'application des plans de développement) à une cadence plus importante que celle des exportations (principalement des hydrocarbures).

Graphique N°7 : Evolution de la balance commerciale (1963 – 1971)⁸



Source : Douanes Algériennes.

Au cours de cette période de postindépendance (1962-1971), on a conclu que : la mise en place de Sonatrach et la nationalisation du pétrole et du gaz sont, en fait, deux événements fondateurs de l'histoire de l'Algérie indépendante.

1.2 La nationalisation et les chocs pétroliers (1972-1979)

⁷Le taux de couverture équivaut au rapport entre les exportations et les importations. Il doit être supérieur ou égal à 100.

⁸http://www.douane.gov.dz/pdf/r_periodique/Evolution%20du%20commerce%20ext%C3%A9rieurs%20de%20l'Alg%C3%A9rie%201963_2010.pdf.

Au début des années 1970, les perspectives d'avenir pour l'économie nationale étaient prometteuses : les indicateurs économiques étaient favorables à un décollage réel de l'économie algérienne : c'était le moment propice de confirmer le statut d'économie en voie de développement.

L'Etat, par le biais des plans de développement élaborés au niveau central, décide d'augmenter de manière massive les montants alloués à l'industrie et l'agriculture, ces deux (02) secteurs étaient prioritaires et représentaient la « locomotive » du développement économique escompté, et ce, en comptant sur les recettes tirées des hydrocarbures.

Le choc pétrolier de 1973 allait offrir à l'Algérie une première occasion de valoriser ses ressources en hydrocarbures, plus particulièrement de pétrole.

En effet, les prix du pétrole sur le marché international étaient très bas, notamment à cause de l'influence des Sept sœurs d'un côté⁹, et de l'autre, du système de concessions où les pays détenteurs de réserves en hydrocarbures n'avaient pas de réel contrôle sur leurs ressources, hormis la perception des royalties. De plus, le système monétaire de Bretton-Woods fût abandonné en août 1971 et par conséquent, en l'absence d'une quelconque fixation, le dollar américain – monnaie de facturation du pétrole – connut une série de dévaluations. En outre, les pays exportateurs – en majorité concentrés au Moyen-Orient – ont voulu signer leur indépendance par une autre au niveau énergétique et ce, dans un contexte fortement marqué par la Guerre Froide et les évènements en Palestine.

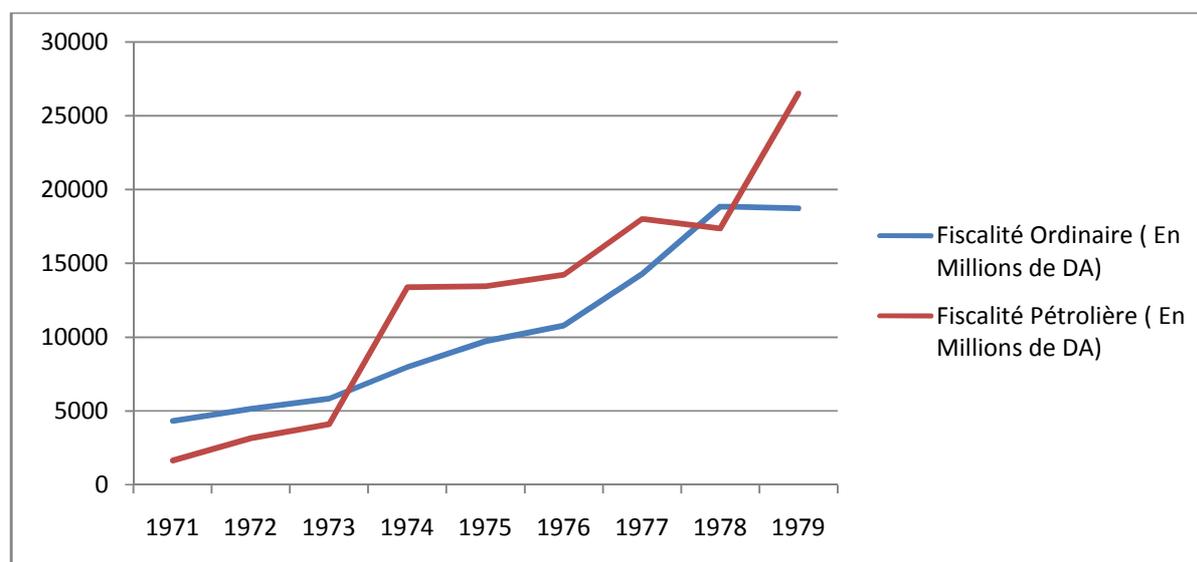
L'objectif était clair : établir un modèle économique à croissance auto-soutenue avec d'un côté, un tissu industriel dense et en synergie avec l'agriculture et de l'autre, une meilleure valorisation des ressources en hydrocarbures dont les recettes serviraient à investir dans les autres pans de l'économie. Et compte tenu de la forte centralisation, l'Etat devait assurer le rôle dépensier en s'appuyant sur son budget, fortement tributaire des hydrocarbures et des variations de leurs cours.

Et pour preuve, la fiscalité pétrolière constituait depuis 1971 été très importante sa part dans les recettes fiscales passe de 22,35 % en 1969 à 57,23 % en 1974. Son rendement est le reflet de plusieurs paramètres :

⁹ Elles détenaient un avantage incontesté en matière de technologie et de technicité, et intervenaient dans un contexte de large intégration verticale.

- ❖ un accroissement du volume des exportations ;
- ❖ une hausse des cours sur les marchés internationaux de l'énergie ;
- ❖ une augmentation du taux d'imposition des recettes d'hydrocarbures.

Graphique N°8 : Recouvrements fiscale d'Etat (1971-1979)¹⁰



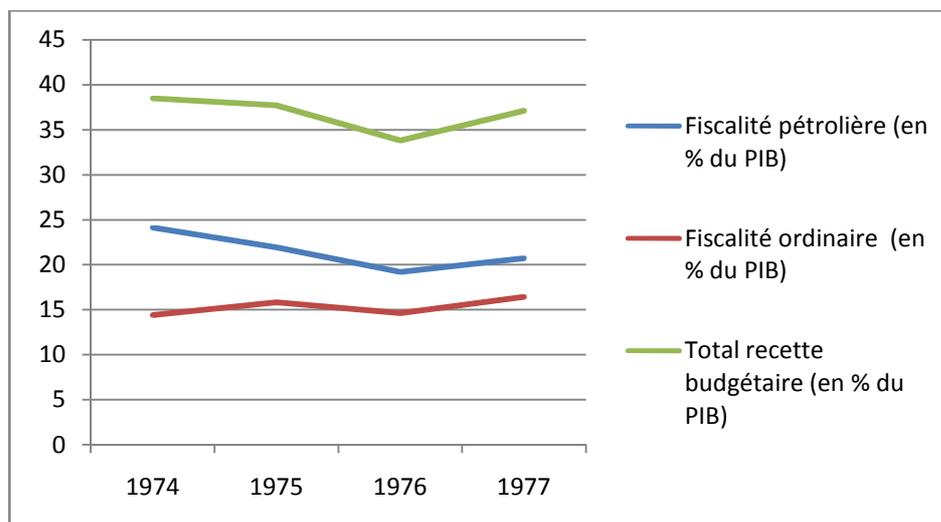
Source : MF/DGI/DOFR/STAT.

Selon les données de ce graphique, la fiscalité pétrolière constitue la ressource la plus importante dans cette époque à cause de la hausse qui a été marquée par les recettes pétrolières. Dans ce cas, la fiscalité pétrolière a été prédominante où elle couvre largement la fiscalité ordinaire notamment celle de 1973.

Autres indicateurs de l'importance capitale des hydrocarbures, la pression fiscale pétrolière représente l'importance relative des prélèvements effectués sur les recettes pétrolières dans l'économie.

¹⁰ Voir en annexe le tableau n°1 page 1.

Graphique N°9 : La décomposition des recettes budgétaires (1974 – 1977)¹¹



Source : Mohammed Abdou BOUDERBALA, « L'évaluation des performances du système fiscal ».

Le graphique ci-dessus illustre les niveaux des différentes pressions fiscales par rapport au PIB. En effet, durant la période 1970 – 1973, les recettes budgétaires de l'Etat se composaient à plus de 50% de la fiscalité pétrolière : ceci témoigne de la fragilité accrue des dépenses publiques au regard de la sensibilité des cours du pétrole à la conjoncture mondiale et par extension, la poursuite de l'investissement public était gagée sur le maintien de la tendance haussière des prix du brut.

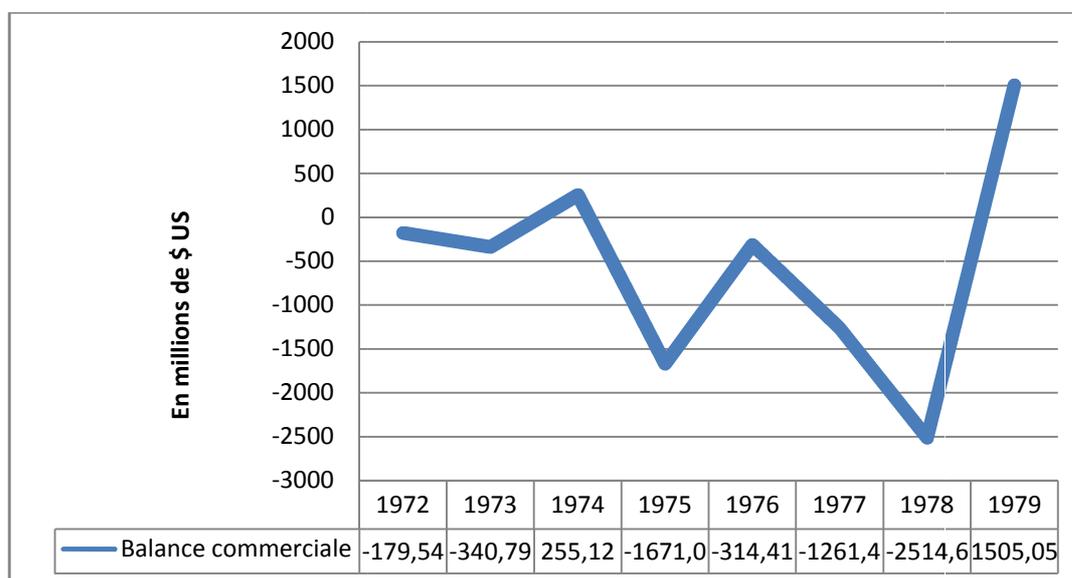
Cette dernière fut réaffirmée par le choc pétrolier de 1979 – survenu à cause de troubles d'origine géopolitique avec la révolution en Iran¹² – qui allait conforter les autorités dans la poursuite du processus. De plus, la manne pétrolière permettait à l'Etat de s'endetter vis-à-vis de l'étranger¹³ pour pallier aux insuffisances de financement.

¹¹Mohammed Abdou, BOUDERBALA, « L'évaluation des performances du système fiscal », http://www.eldjazaircom.dz/index.php?id_rubrique=276&id_article=2678.

¹²Les cours du pétrole brut ont enregistré un bond de 250%.

¹³L'endettement extérieur s'élevait à 4,2 milliards de dinar pour le financement des deux (2) plans quadriennaux. Source : F M I.

Graphique N°10 : La balance commerciale de l'Algérie (1972-1979)



Source : Banque Mondiale

La balance commerciale entre 1972 et 1979 est caractérisée par de faibles excédents ponctuels (à part celui de 1979) et de forts déficits. Ceci peut être expliqué par la poursuite de l'application des plans de développement, budgétivores en interne et induisant un alourdissement des importations, notamment en biens d'équipement. Nous remarquons aisément que l'amélioration de la balance commerciale en 1979 (l'excédent s'élevait à 1,4 milliards de dollar) coïncide avec le second choc pétrolier. En outre, le taux de couverture des importations par les exportations s'était détérioré par rapport à la période (1963 – 1971) passant de 97% à 89% en moyenne sur la période (1972 – 1979).

Ceci montre l'entrée de l'Algérie dans une ère de développement basé sur les hydrocarbures d'un côté, et des marchés financiers internationaux de l'autre. Le recours à ces derniers se fait pour combler les carences en ressources financières disponibles. Les tendances des années 1980 allaient être déterminantes pour l'économie nationale, une sorte de tournant historique : de nombreux défis apparurent et il fallait composer avec de nouvelles contraintes. Cela fera l'objet de la prochaine section.

Section 2 : l'essoufflement, les contre chocs et la transition économique (1980-1998)

La décennie 1980 commençait sur fond du second choc pétrolier de 1979 et d'un constat émanant du gouvernement : en dépit de la hausse vertigineuse des cours pétroliers, les principaux objectifs des différents plans de développement passés n'ont pas été atteints ; la complémentarité entre l'industrie et l'agriculture n'ont pas eu lieu, le processus d'introversion de l'économie algérienne était mis en cause par la faible intégration des complexes industriels et aussi, par le fait que les projets étaient réalisés au moyen d'un fort endettement extérieur¹⁴ et ce, sur fond de non-satisfaction de la demande domestique à côté du caractère mono-exportateur de l'économie nationale.

Dans cette section on va voir deux périodes essentielles, le premier est la période post-choc pétrolier et le second est la période de contre-choc pétrolier. C'est durant ce temps, que les prix du pétrole ont chuté.

2.1 Etude de la période allant de 1980 à 1989

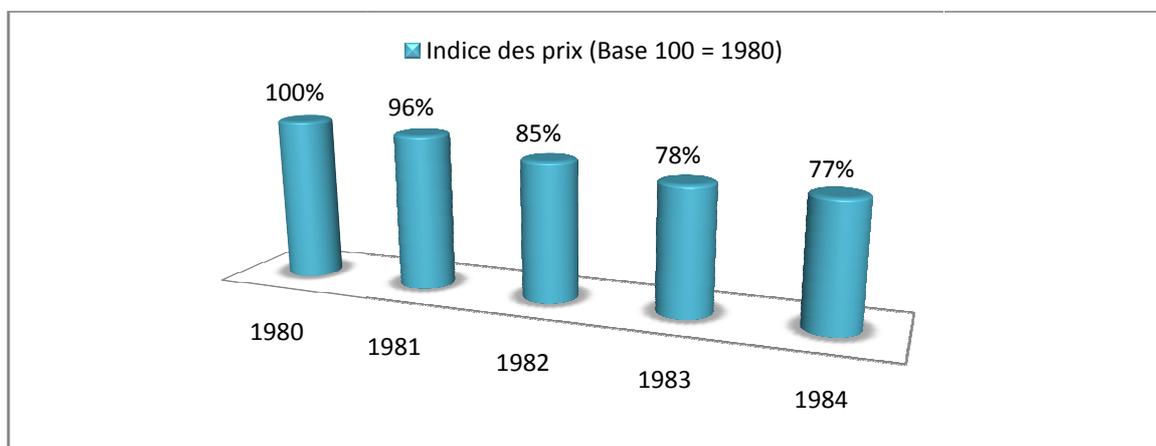
Cette période est marquée par la chute des prix du pétrole et l'analyse de l'évaluation de l'économie Algérienne et sa sensibilité

2.1.1 La période post-choc pétrolier (1980-1984)

Les revenus tirés des hydrocarbures (de la fiscalité pétrolière) constituaient la pierre angulaire du budget de l'Etat. Et la tendance sur les marchés internationaux de pétrole était – jusqu'en 1979 – à la hausse du fait des conséquences du second choc pétrolier. Alors que, les prix du pétrole sont établis à 37,42\$ en 1980 et durant la période 1980-1984, les prix ont commencé à chuté, passant de 35,75\$ en 1981 à 28,75\$ en 1984, soit un recul de 23% par rapport aux niveaux des prix enregistrés en 1980.

¹⁴ La dette extérieure s'élevait à 16 milliards de dollar américain en 1981.

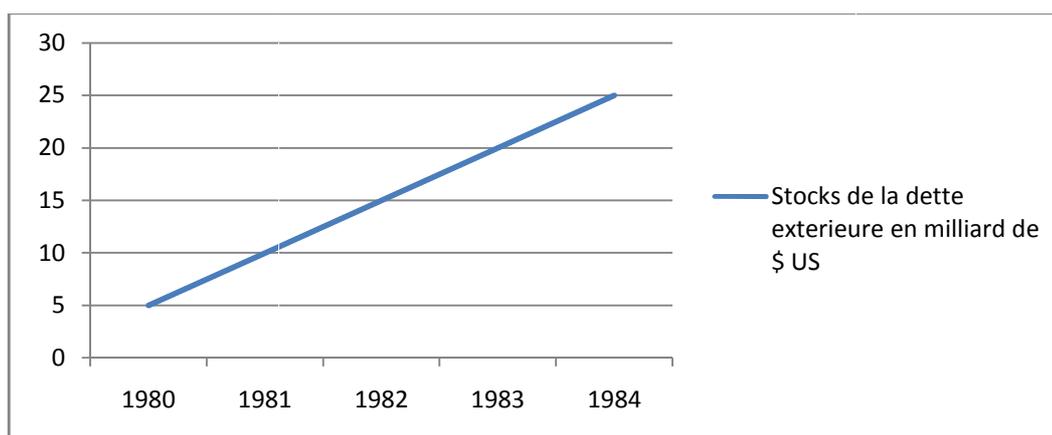
Graphique N°11 : L'indice des prix du pétrole (1980-1984)



Source : Réalisé par nous-mêmes, données de www.2000watts.org.

Le graphique en dessous montre les stocks de la dette extérieure de l'Algérie la ou le stock de la dette atteint 19,36 milliards de dollars US en 1980, et son encours total diminuait toujours pour atteindre 15,89 milliards de dollars US en 1984.

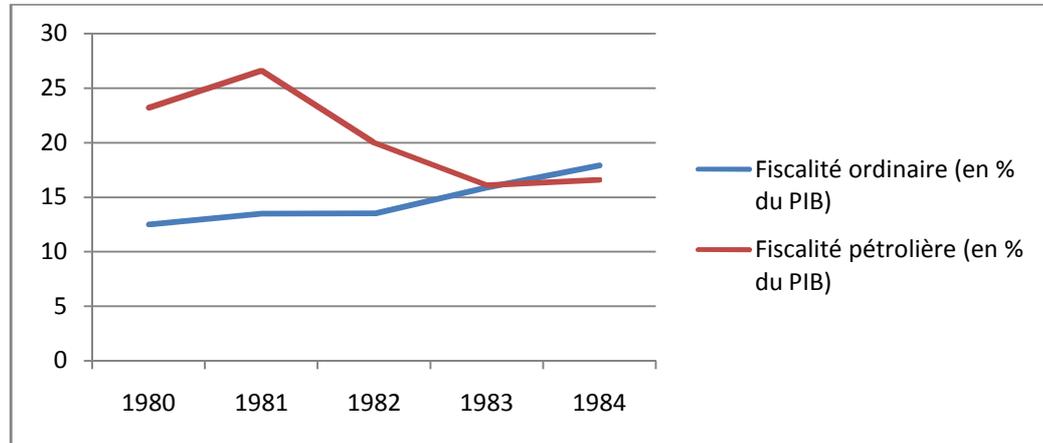
Graphique N°12 : Les stocks de la dette extérieure (1980-1984)



Source : Banque Mondiale.

La composition des recettes fiscales n'a pas connu de désordre pendant la durée d'entrée en vigueur du plan quinquennal (1980-1984), était restée la même qu'au cours de la décennie précédente.

Graphique N°13 : La décomposition des recettes budgétaires (1980-1984)

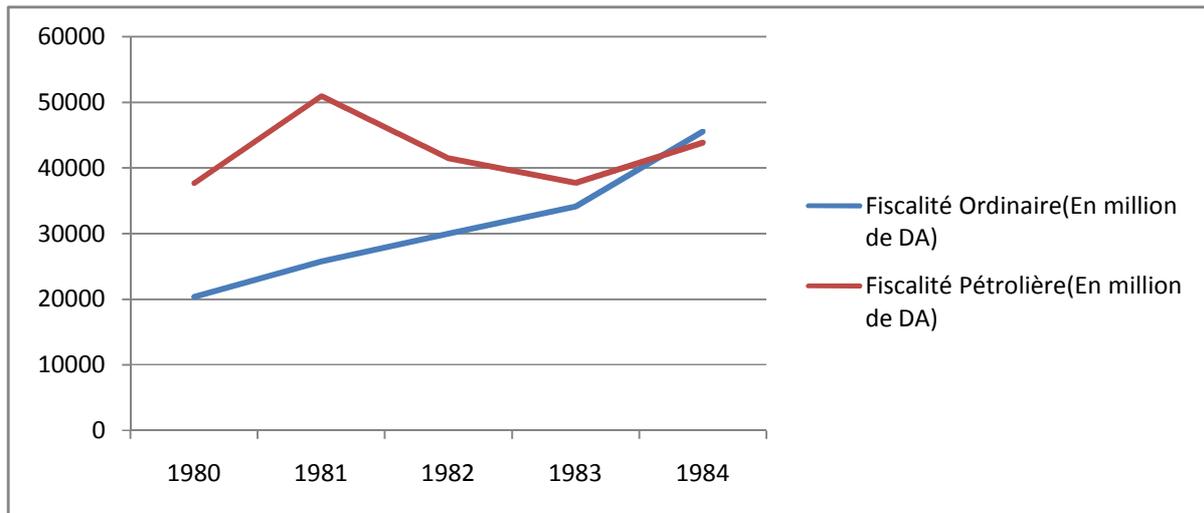


Source : Mohammed Abdou BOUDERBALA, « L'évaluation des performances du système fiscal ».

En conséquence, entre 1980 et 1984, la somme des impôts fiscaux montrait en moyenne 35% du PIB. La participation de la fiscalité ordinaire braquait autour de 15% en moyenne, avec un pic de 17.9% du PIB en 1984. La supériorité marquée en 1980 et 1981 de la part de la fiscalité pétrolière figurait près des deux tiers (2/3) de l'ensemble des recettes fiscales, en suit, un rééquilibrage à partir de 1983 et 1984.

Graphique N°14 : Recouvrement fiscalité d'Etat (1980-1984)¹⁵

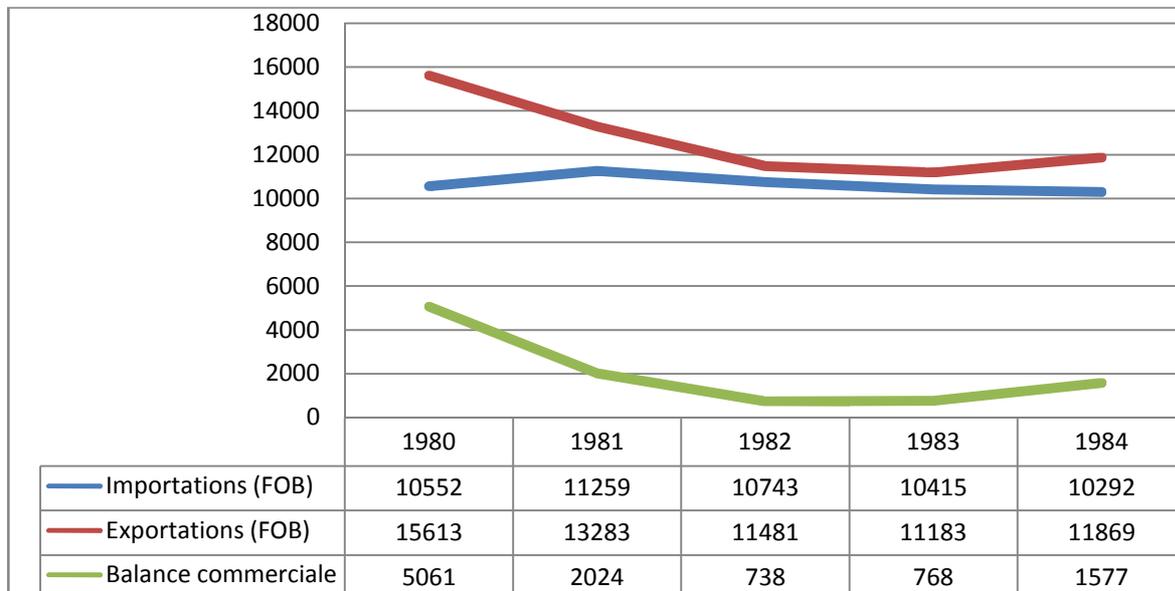
¹⁵ Voir en annexe le tableau N°1 page1.



Source : MF/DGI/DOFR/STAT.

Le graphique ci-dessus montre que, de 1980 jusqu'à 1983 la fiscalité ordinaire reste toujours dominée par la fiscalité pétrolière. Cette dernière avait enregistré un montant très élevé en 1981 (50954 Million de DA). En 1984, la fiscalité ordinaire a enregistré le même niveau de la fiscalité pétrolière à cause de l'effondrement des prix du pétrole.

Graphique N°15 : Evolution de la balance commerciale (1980-1984)



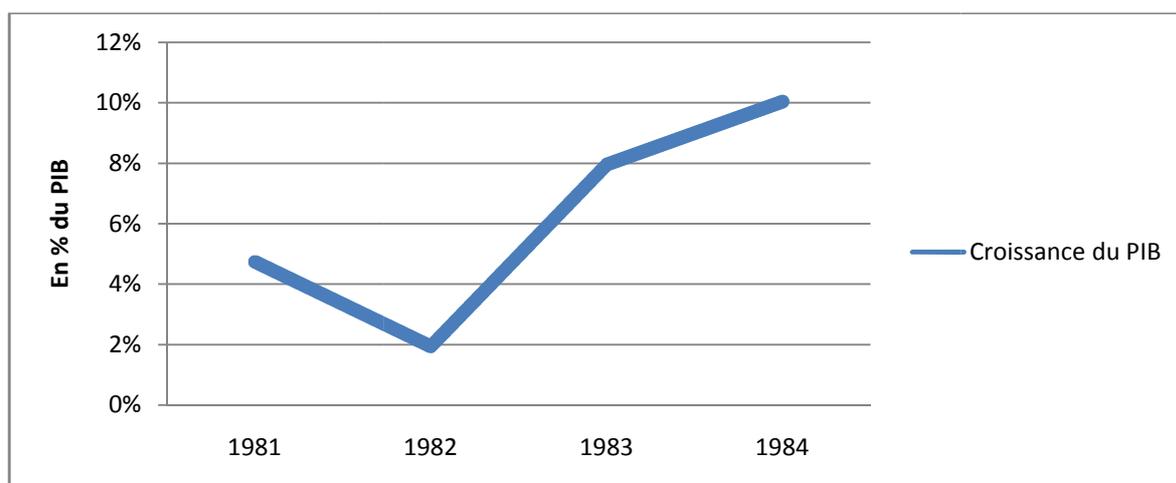
Source : Douanes Algériennes

Le graphique ci-dessus montre l'évolution de la balance commerciale algérienne pendant l'intervalle marchant de 1980 à 1984. On remarque clairement une baisse des

exportations (de 15,6 milliards de dollar en 1980 à 13,2 milliards de dollar en 1981, pour se stabiliser autour de 11,5 milliards de dollars en moyenne de 1982 à 1984). Portant, on observe en plus une balance excédentaire. Ceci était notamment du à la quasi-stagnation des importations.

Pendant la période 1981-1984, le taux de croissance moyen de l'économie algérienne classait autour de 6%. Le graphe ci-avant montre les diverses valeurs du taux de croissance du PIB. Nous remarquons une diminution de la croissance économique, passant de 4% en 1981 à 2% en 1982. Ensuite, le PIB a rattrapé sa croissance en 1983 de 8% et enfin, il a enregistré une augmentation de 10% en 1984.

Graphique N°16 : Le taux de croissance du PIB (1981-1984)



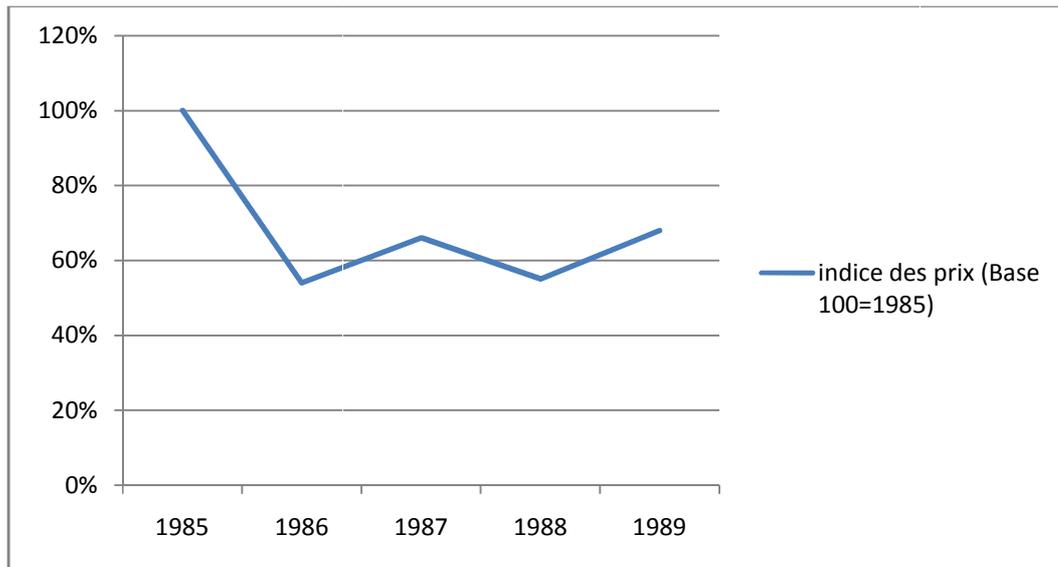
Source: World Economic Outlook – FMI

2.1.2 Le contre-choc pétrolier (1985-1989)

Vers la fin 1985, l'Arabie Saoudite – qui s'imposait des restrictions volontaires de production – décida de reprendre sa part de marché en appliquant le principe du *netback*¹⁶ comme critère de détermination du prix de pétrole. La forte concurrence et la surabondance relative de l'offre devait conduire inéluctablement à une chute brutale des cours du pétrole.

Graphique N°17 : L'indice des prix du pétrole (1985-1989)

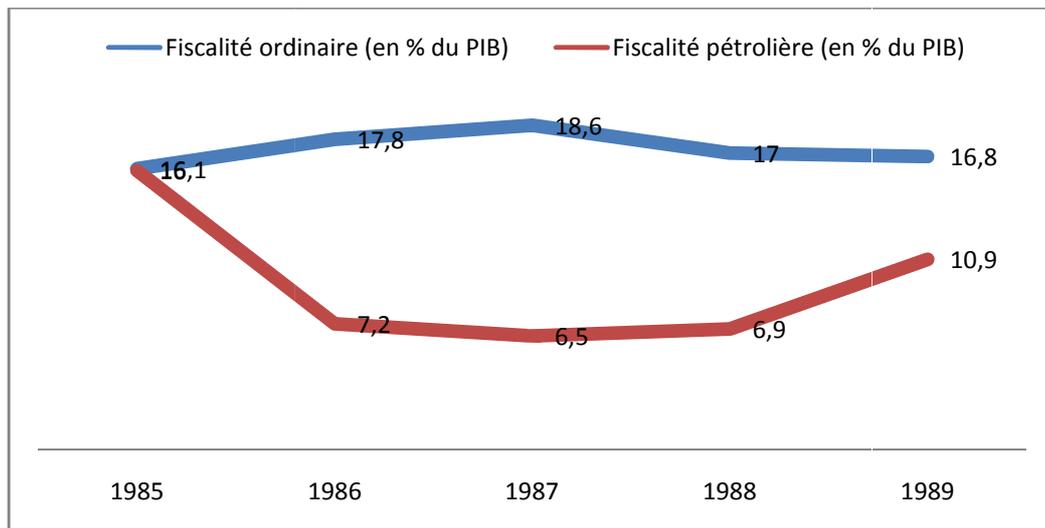
¹⁶ Le netback est le principe à travers lequel le prix du pétrole s'établit en fonction du prix du marché et en reprenant tous les éléments de coût interférant (du producteur au consommateur).



Source : Réalisé par nous-mêmes. Données : www.2000watts.org

On remarque que, dans le graphique au-dessus qu'il y a un recul de 46% du niveau des prix par rapport à 1985. L'année d'après s'établissant à hauteur de 66% de son niveau de 1985. Pour l'année 1988, les cours de pétrole sont semblables à celui du contre-choc de 1986. Enfin, les prix ont augmenté à 68% de sa valeur en 1985.

Graphique N°18 : La décomposition des recettes fiscales (1985-1989)

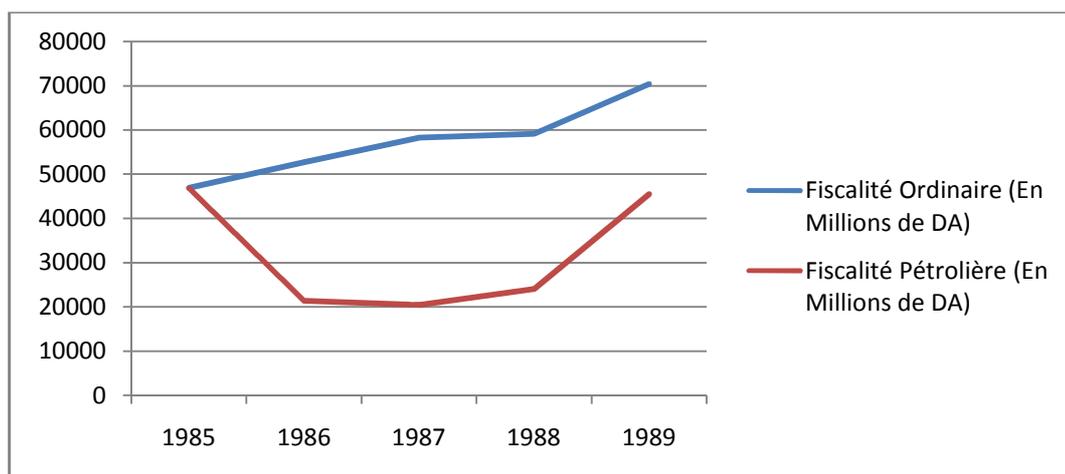


Source : Mohammed Abdou BOUDERBALA, « L'évaluation des performances du système fiscal ».

Le changement de tendance des prix du brut était devenu sensible au niveau de la fiscalité : de 32% du PIB en 1985, de plus, environ 16% du PIB pour chaque une des fiscalités

ordinaire et pétrolière. La décomposition des recettes changea dès 1986. La crainte du volume des recettes fiscales certifiait de la pression exercée sur le budget de l'Etat, donc, pour sauver le recul des recettes fiscales, l'Etat se tournait vers l'emprunt pour couvrir les déficits produits par le second plan quinquennal (1985-1989).

Graphique N°19 : recouvrements fiscalité d'Etat¹⁷



Source : MF/DGI/DOFR/STAT.

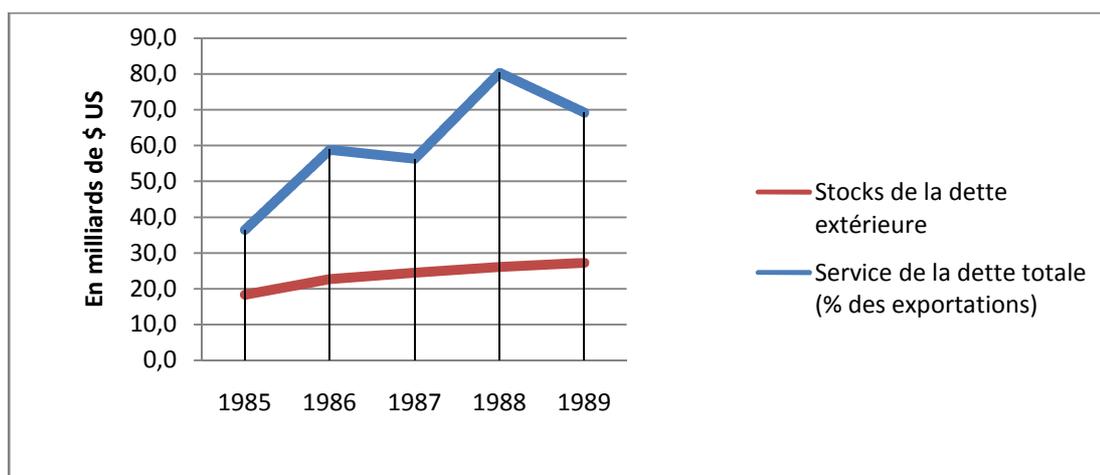
Dans le graphique ci-dessus on remarque que le montant de la fiscalité ordinaire dépasse celle de la fiscalité pétrolière. En année 1989, le montant de la fiscalité ordinaire était évalué à 70377 millions de DA, alors que la valeur de la fiscalité pétrolière était de 45492 million de DA. Cette situation s'explique par le contre choc pétrolier de 1986.

Selon le graphique en-dessous, l'encours de la dette extérieure ne s'arrête pas d'augmenter, passant de 18 milliards de dollar en 1985 à plus de 24 milliards de dollar en 1987, et pour marquer 27 milliards en 1989. Celui-ci s'explique par le recours à l'endettement

¹⁷ (Voir en annexe le tableau n°1 en page1)

à cause de la chute brutale des prix du pétrole et de l'angoisse des recettes nées de la fiscalité pétrolière. La dette extérieure présente environ de 60% des exportations, arrivant à un pic de 80% en 1988 : la raison tient à l'échéance des emprunts qui étaient à court terme.

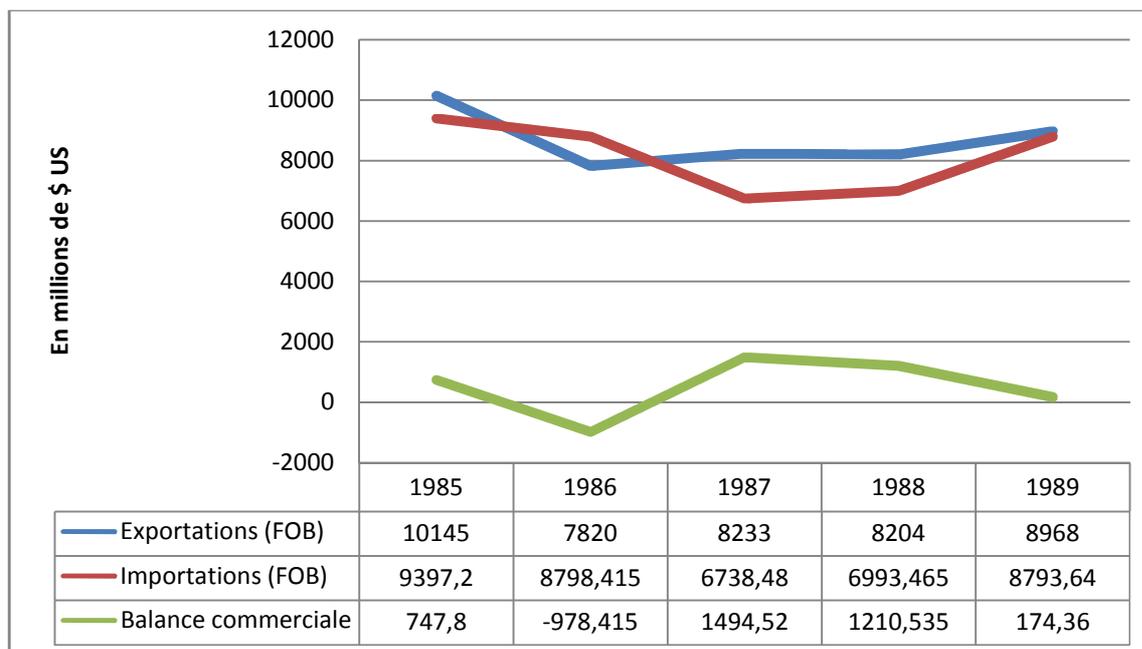
Graphique N°20 : les stocks et service de la dette (1985-1989)



Source: World Economic Outlook – FMI

Nous remarquons que la balance commerciale est déterminée par un léger excédent en 1985 et un déficit en 1986 à cause du contre-choc pétrolier, puis un retour de léger excédent de 1987 à 1989, et ça, à cause de la diminution liée au volume des importations et une légère reprise des exportations en hydrocarbures

Graphique N°21 : L'évolution de la balance commerciale (1985-1989)



Source : Douanes Algériennes.

2.2 L'enclenchement des réformes et application des plans d'ajustement structurel (1990-1994) et (1995-1998)

Devant l'étendue de la crise provoquée par le contre-choc de 1986 et l'ampleur des contre-performances diverses au niveau des agrégats économiques, l'Algérie s'est engagée dans un processus de réformes économiques et financières à partir de 1989, destinées notamment à préparer le terrain pour la mise en application du « Plan d'Ajustement Structurel » (PAS)¹⁸.

Le passage vers l'économie de marché nécessitait d'abord, une période de transition caractérisée par la refonte de certaines lois¹⁹, concernant surtout la réorganisation des entreprises publiques, le changement du système bancaire et financier et libéralisé le commerce extérieur : toutes ses mesures devaient accéder au pays retrouvés des équilibres macroéconomiques compatibles avec l'option libérale.

L'Algérie fut engagée à entamer des négociations avec le FMI sur fond d'aggravation de la crise. Les négociations ont abouti sur deux accords cadres :

- ❖ Le premier accord, dit de stabilisation économique (stand by), applicable en un an, a été signé au début de l'année 1994 ;

¹⁸ Des rounds de négociation avec le FMI commencèrent dès 1991.

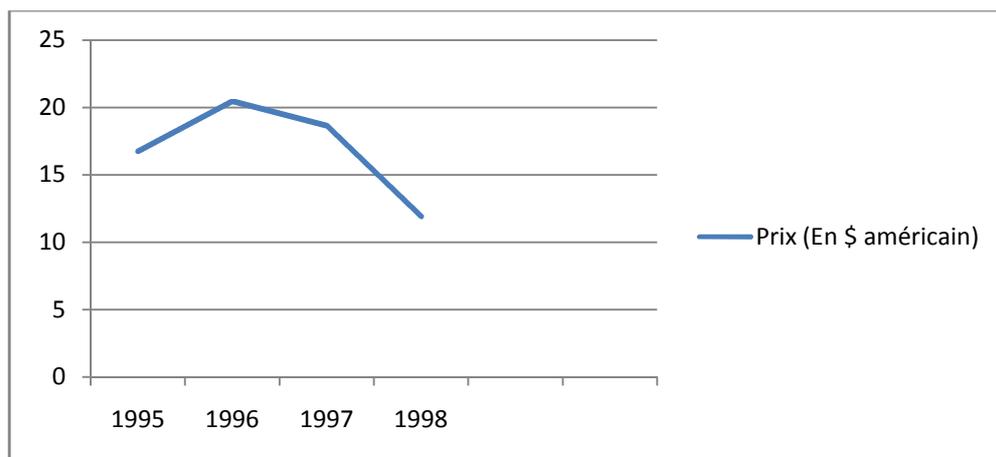
¹⁹ Loi sur les EPIC, Loi 90-10 sur la monnaie et le crédit.

- ❖ Le second, dit de « Facilité de Financement Elargie » (F.F.E), l'a été en Avril 1995 pour une durée de 3 ans assujettis à la mise en œuvre d'un plan d'ajustement structurel de l'économie²⁰.

2.2.1 La période allant de 1990 jusqu'à 1994

La répétition de la hausse des prix du pétrole de 1990 à 1991, était à cause de la guerre du Golfe, les prix du baril restait en-deçà de son niveau d'avant le contre-choc de 1986. Le contraire en 1993 et 1994, il a connu une baisse importante de 16.75 \$ à 15.66\$. Ceci allait se refléter sur la performance des agrégats économiques.

Graphique N°22 : L'indice des prix de pétrole (1989-1994)

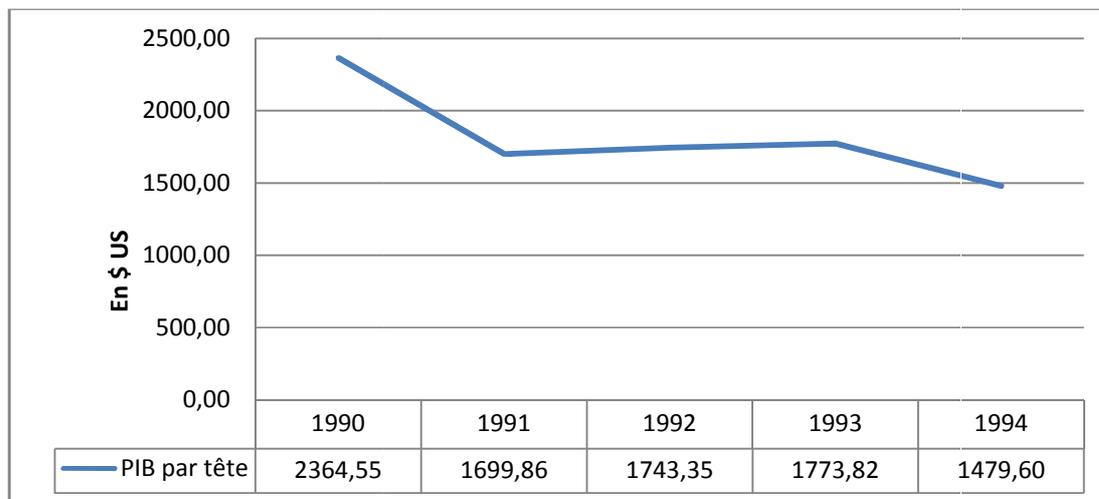


Source : AIE, données de : www.2000.watts.org/index.php/energytrend/pétrole/prix/596-évolutions-des-prix-du-baril-de-pétrole.pdf. (Mise à jour le dimanche, 10 avril 2016 à 18 :54).

En suite, le PIB par habitant s'est tendu de 1990 à 1994, passant de 2364.55 dollars en 1990 par tête à 1479.6 dollars par tête en 1994, il y avait un recul sur cette période. On remarque aussi qu'en 1992 et 1993 il y avait une légère reprise pour avoisiner 1780 dollars par an.

²⁰ Cherif Chakib ENNOUAR, « Programme d'ajustement structurel et résultats socio-économiques en Algérie » - « Revue des sciences humaines – n°18 » ; Constantine, 2002, page 39-40.

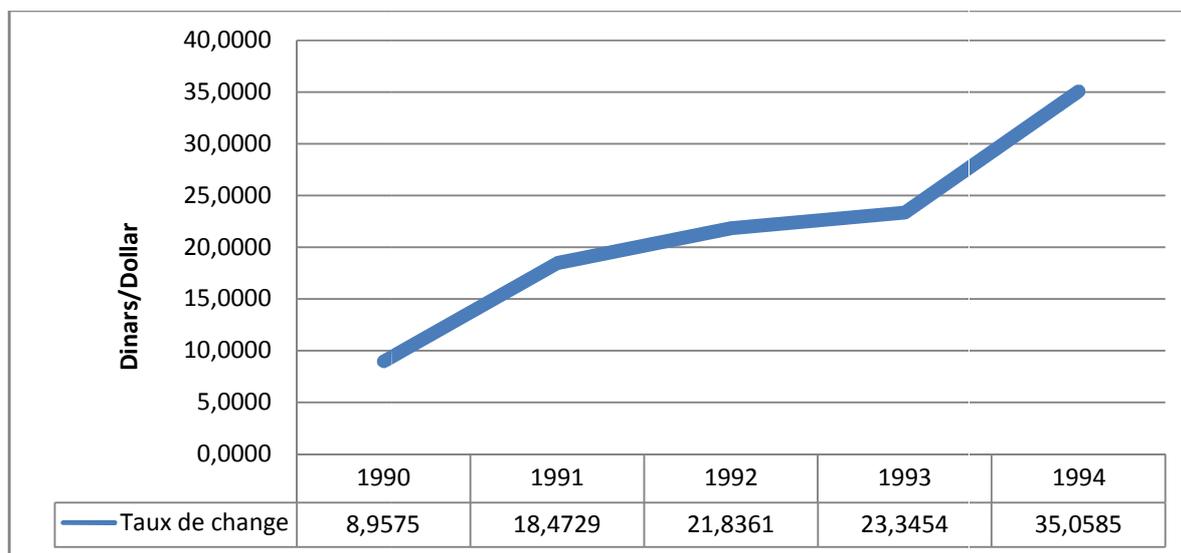
Graphique N°23 : L'évolution du PIB par tête (1990 – 1994)



Source : Banque Mondiale

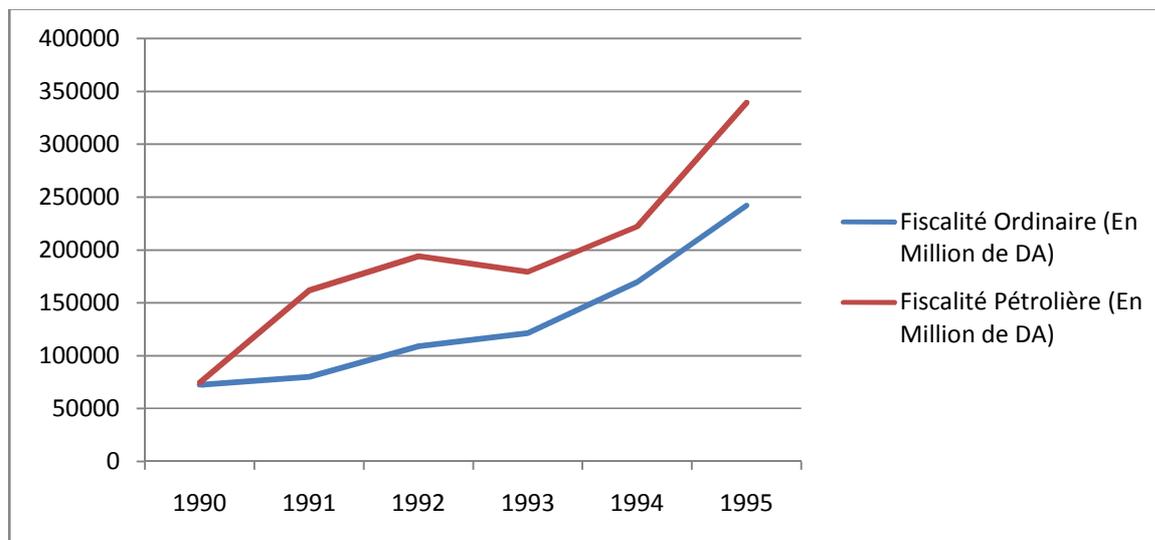
Une différente forme de la crise était vulnérable sur le taux de change confirmé du dinar vis-à-vis du dollar américain. Dans le graphique N°24, l'équilibre était de 8.9575 dinars pour 1 dollar en année 1990. Pourtant, la monnaie nationale s'est dépréciée à un rythme démonté, annonçant une cotation de 35.0585 dinars pour 1 dollar.

Graphique N°24 : Le taux de change Dinar/Dollar



Source : Banque Mondiale

Graphique N°25 : Recouvrements fiscalité d'Etat (1990-1995)²¹



Source : MF/DOFR/STAT.

On remarque dans le graphique ci-dessus, que la fiscalité pétrolière est supérieure à la fiscalité ordinaire. En 1995, la fiscalité pétrolière enregistre un montant de 339148 millions de DA, par rapport à la fiscalité ordinaire qui est de 241992 millions de DA, cette situation s'explique par les réformes économiques menées par le gouvernement de puis 1990.

L'entrée en vigueur du PAS dès 1994 devait accéder à l'Algérie de récupérer l'équilibre de ses agrégats macroéconomiques primordiaux, toutefois, qu'il faut informer que la phase dite « de transaction » confirme l'évolution des indicateurs déjà cités. Il reste important à informer que depuis 1986, la dépression qui déterminait le marché pétrolier continuait toujours, et ce fut directement perceptible sur le niveau des prix du brut.

2.2.2 L'Algérie et le PAS (1995-1998)

Vers la fin de la décennie 1980, les réformes engagées par l'Algérie a pour objectif de faire face à la crise économique portée par la chute des prix du pétrole en 1986, et de préparer la transition vers l'économie de marché. En raison de la détérioration des indicateurs économiques, l'Algérie décide d'ouvrir des discussions préliminaires avec les institutions internationales (FMI et BIRD) et avec ses créanciers du « club Paris ». Cela conduit à un accord de principe soi-disant « Stand-by » pour parvenir à la stabilité macro-

²¹Voir en annexe le tableau n°1 page1.

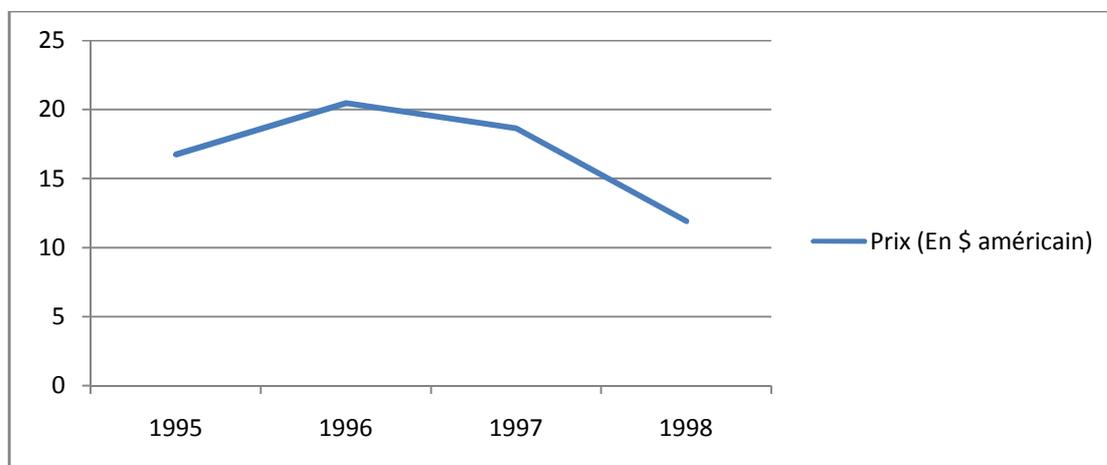
économique, et en plus d'améliorer la situation de la balance des paiements²². La présente convention est applicable en 1994 pour une période d'un an.

Le deuxième accord, dit de facilité de financement élargie (FFE) en Avril 1995, étendant sur trois assujettis à la mise en œuvre d'un PAS de l'économie, et obtenir l'économie de marché²³.

La mise en œuvre du PAS était soumise à des conditions qu'il est d'ordre socio-économique que le gouvernement algérien devait respecter. Parmi ces conditions, nous citons :

- ✓ La réduction du volume du déficit budgétaire²⁴ ;
- ✓ La libéralisation des opérations du commerce extérieur ;
- ✓ La suppression du système de contrôle des prix ;
- ✓ La dévaluation du dinar et le contrôle de la croissance des salaires ;
- ✓ La restructuration des entreprises publiques et leur privatisation.

Graphique N°26 : Le prix du baril du pétrole (1995-1998)



Source : AIE, données de : www.2000watts.org/index.php/energytrend/petrole/prix/596-évolutions-des-prix-du-baril-de-petrole.pdf (mise à jour le dimanche,10 avril 2016 à 18 :54).

²² Op. Cit Banque mondiale.

²³ Dr. ENNOUAR. Cherif Chakib, « programme d'ajustement structurel et résultat socio-économique en Algérie », revue n° :18, Décembre 2002, p.40.

²⁴ Dr. ENNOUAR. Cherif Chakib, « programme d'ajustement structurel et résultat socio-économique en Algérie », revue n° :18, Décembre 2002, p.42.

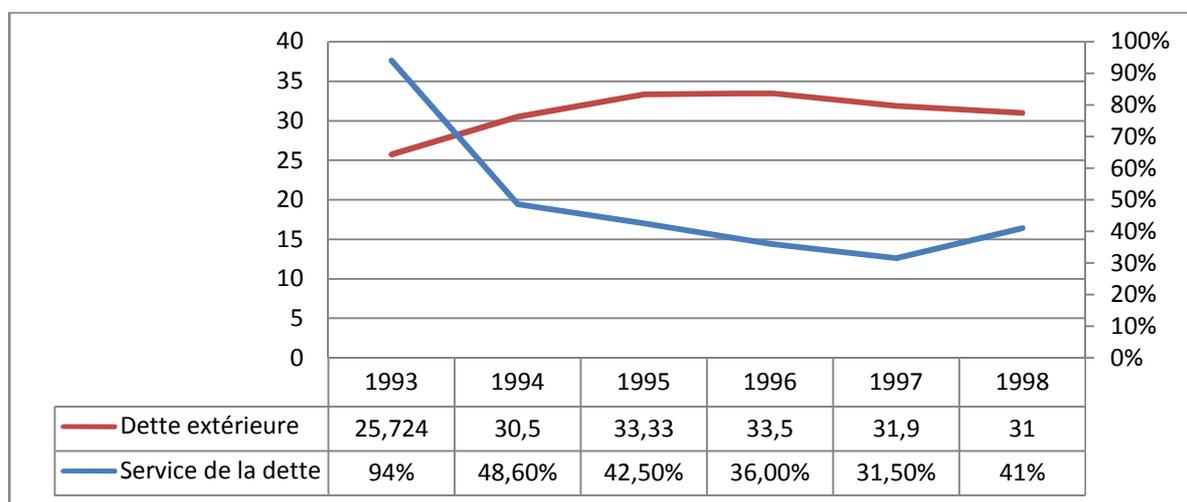
Le graphique ci-dessus montre que la période allant de (1995-1996) se caractérise par la hausse des prix de brut (de 16.75\$ en 1995 jusqu'à 20.64\$ en 1996). Par contre, la période allant de (1996 à 1998) se caractérise par la baisse au niveau des prix, à cause de la crise Asiatique de 1997 (les prix ont chuté à 11.91\$ en 1998).

Les effets de l'application du PAS sur l'économie :

- ➔ Le rééchelonnement de la dette extérieure ainsi que, la restriction de l'échéancier de remboursement allait permettre de desserrer l'étau de la contrainte financière extérieure²⁵.
- ➔ Le ratio du service de la dette.

Selon le graphique ci-après, le ratio du service de la dette représente près de 94% en 1993. En suite, il y avait une baisse sensible (moins de 50%) dès 1994. Un recul permanent jusqu'à 1997 (31.5%), puis 41% en 1998 à cause des prix bas et la tension sur le marché du pétrole.

Graphique N°27 : La structure de la dette extérieure et de son service (1993 – 1998)



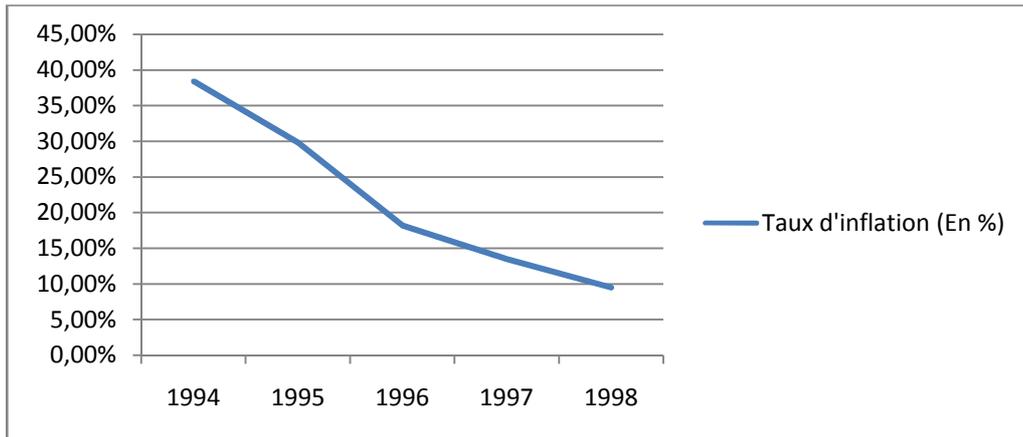
Source : World Economic Outlook – FMI

Concernant le taux d'inflation, le graphique ci-après montre que l'inflation est de presque 40% en 1994, qui est dû à la baisse de la production intérieure et à la forte baisse de

²⁵ Le rééchelonnement portait sur 5.2 milliard de dollars de la dette publique dont le remboursement est établi sur 15 ans (soit l'an 2009).

la valeur du Dinar. La période (1995-1997) est marquée par un taux d'inflation moyen qui est de 20.5%, ce qu'est un signe de l'érosion du pouvoir d'achat. En 1998, le taux d'inflation est baissé à 9.50%, résultant des mécanismes de stabilisation du Dinar (Renouvellement des réserves de change et du rééchelonnement) et d'amélioration de l'équilibre de la balance commerciale.

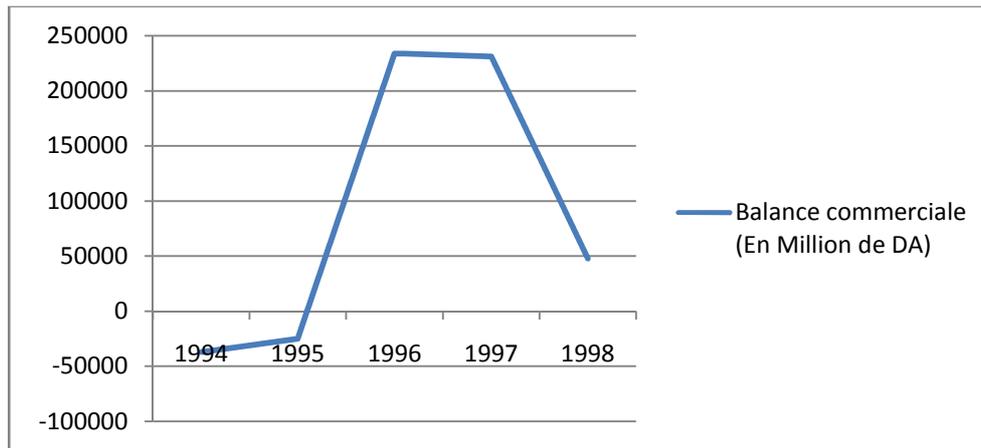
Graphique N°28 : L'évolution du taux d'inflation (1994-1998)



Source: World Economic outlook-FMI

Le graphique N°28, montre que, la balance commerciale enregistre un déficit de -37228 millions de DA en 1994 et -24923 millions de DA en 1995. Ensuite durant les années 1996-1997, elle enregistre des excédents à cause de la baisse des importations et augmentation des exportations. Puis elle reconnaît encore une fois une baisse en 1998.

Graphique N°29 : le solde de la balance commerciale (1995-1998)



Source : CNIS-Direction générale des Douanes.

Durant toute cette période (1994-1995), l'inflation est le résultat le plus important du développement de la politique gouvernementale de puis 1994, son taux d'inflation rapproche de celui enregistré dans les pays développés. Aussi, le PAS mené depuis 1994 permis de reconstruire les équilibres macro-financières.

Conclusion

Nous avons vu dans ce chapitre l'importance du pétrole dans la création de la richesse, cette ressource naturelle tient une place très importante dans l'économie nationale puisque c'est la source la plus importante de devise pour le pays. Cette principale source affecté depuis l'indépendance la stabilité et l'instabilité de l'économie Algérienne.

Nous avons, relevé que les cycles du marché international de pétrole exerçaient et le font toujours un effet d'entraînement sur l'économie algérienne, dans la mesure où les périodes de chocs pétroliers se traduisent par une expansion économique et une bonne tenue des indicateurs et qu'à l'inverse, la moindre crispation des prix de pétrole se traduit par un ralentissement de la croissance, affectant la solidité des agrégats économiques nationaux.

Chapitre III : Les fluctuations des prix du pétrole et l'évolution de la structure de l'économie Algérienne	41
Introduction	41
Section 1 : la structure de l'économie Algérienne et les chocs pétroliers (1962-1971)	42
1.1 La période postindépendance (1962-1971)	42
1.2 La nationalisation et les chocs pétroliers (1972-1979)	45
Section 2 : l'essoufflement, les contre chocs et la transition économique (1980-1998)	49
2.1 Etude de la période allant de 1980 à 1989	50
2.2 L'enclenchement des réformes et application des plans d'ajustement structurel (1990-1994) et (1995-1998)	58
2.2.1 La période allant de 1990 jusqu'à 1994	59
2.2.2 L'Algérie et le PAS (1995-1998)	61
Conclusion.....	65

Chapitre IV : Les fluctuations des prix du pétrole dans le contexte du programme présidentiel

Introduction

Les trois chapitres traitent respectivement les approches conceptuelles et théoriques du financement de l'économie, l'évolution du système de financement dans le contexte des crises pétrolières et les fluctuations des prix du pétrole et l'évolution de la structure de l'économie algérienne. L'objet de ce chapitre est de répondre à la question principale à travers l'étude de l'économie algérienne de puis l'année 2000 jusqu'à nos jours qui base sur les principaux indicateurs de l'économie tel que : les recouvrements fiscaux, budget de l'Etat, opérations du trésor, situation du FRR, dette publique, commerce extérieur, balance des paiements, réserve de change, taux de change, crédit à l'économie et le taux d'inflation.

Le présent chapitre se compose de deux (02) sections. D'abord, nous débiterons par la structure de l'économie algérienne de 1999 jusqu'à 2009. En suite, la seconde section traitera l'économie algérienne de 2010 jusqu'à nos jours.

Section 1 : la structure de l'économie algérienne de 1999 jusqu'à 2009

Après une période de stabilité macroéconomique et les réformes qui ont été réalisées dans la mise en œuvre d'un plan d'ajustement structurel (1994-1998), l'Algérie a été engagée à soutenir et à poursuivre les réformes.

A partir des années 2000, l'économie algérienne se redresse progressivement son dynamisme avec la meilleure performance des indicateurs macroéconomique, et cette tendance positive a coïncidé avec les plans quinquennaux (2000-2004 et 2005-2009), pour soutenir la reprise économique.

1.1 Le plan quinquennal (2000-2004)

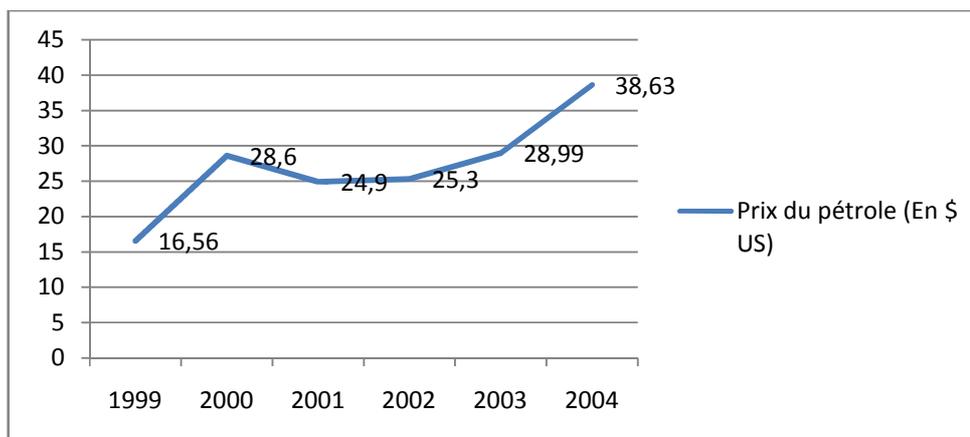
A l'ère du président Abdelaziz Bouteflika, le programme du gouvernement annonce le 21 janvier 2000 de grandes réformes et une vague de libéralisation dans tous les secteurs. En suite, il y avait le PSRE « programme supplémentaire de soutien à la relance économique »¹ qui est de 525 milliards de dinars, ce programme été financé par le budget de l'Etat. Le PSRE a pour but de mettre à niveau le pays en termes d'infrastructure qu'il y avait un besoin urgent en ce moment, alors que la demande économique et sociale est déjà en croissance à un rythme soutenue. Ce plan a été mis en œuvre en 2001 pour une durée de quatre (04) ans.

Le budget algérien a parfois été fortement affecté par les contre-chocs pétroliers. Ce qui a conduit les autorités à imposer, dans la loi de finance pour l'année 2000, un « Fonds de Régulation des Recettes » (FRR)². Il représente un fonds de stabilisation pour les dépenses face aux aléas du marché pétrolier, il est destiné à accumuler l'épargne budgétaire porté par la différenciation entre les recettes de la fiscalité pétrolière et le prix de référence (37 \$/baril). Les surplus dégagés viendraient rééquilibrer le budget en cas de déficit et aider à maintenir les déséquilibres macroéconomiques.

¹ « Programme de développement du président Bouteflika, 2000-2013 : Des bilans appréciables, prélude à une véritable relance économique et sociale », article de EL MOUDJAHID, lundi 25 juillet 2016.

² La loi numéro 2000-02 du 27 juin 2000 portant la loi de finance complémentaire (LFC) pour 2000, l'article n°10.

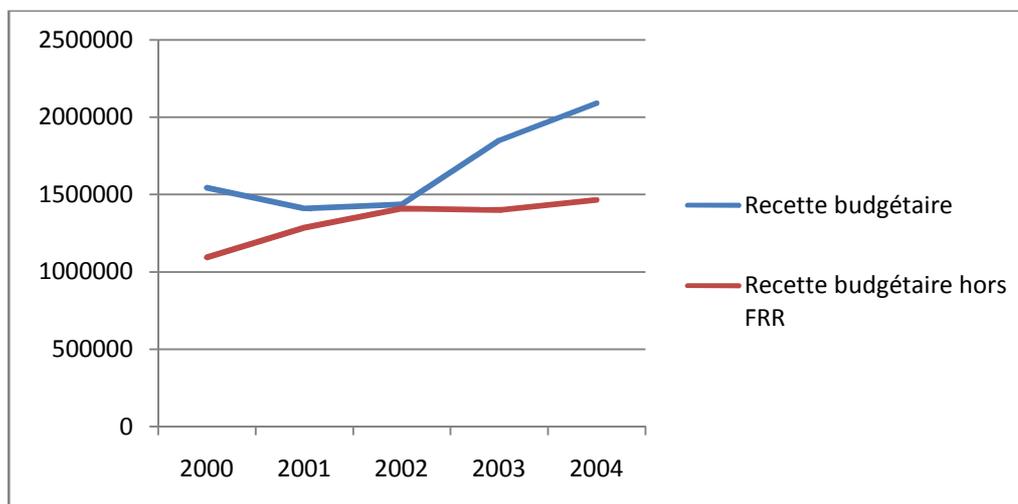
Graphique N°30 : l'évolution du prix du pétrole (1999-2004)



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données du Ministère de l'Énergie.

Le graphique ci-dessus montre que, à partir de l'année 2000, les prix du pétrole sont en croissance jusqu'à 2004, où le baril du pétrole s'échangeait contre 28.60\$. En 2001 et 2002, il y avait un léger ralentissement (24,90\$ en 2001 et 25,30\$ en 2002). En suite. Les prix du pétrole augmentent à 28,99\$ en 2003, pour enregistrer en suite un premier record historique d'une longue série, avec un prix de 38,63\$ en 2004.

Graphique N°31 : Recouvrements fiscaux (En millions de DA)



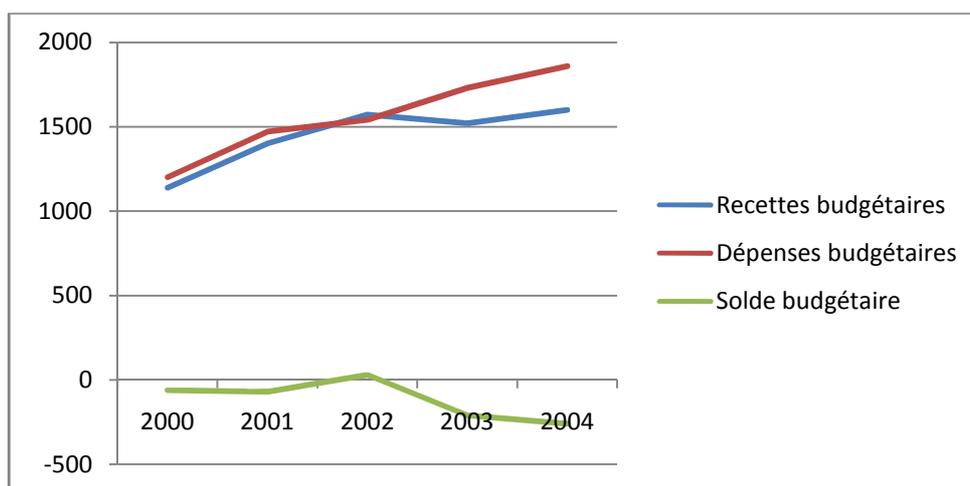
Source : réalisé par nos soins à partir des données du Ministère des Finances.

Le graphique ci-dessus indique que les recettes budgétaires sont supérieures aux recettes budgétaires hors FRR. Durant la période « 2003-2004 », les recettes budgétaires enregistrent un montant de 1847853 millions de DA en 2003, pour arriver à un montant de

Chapitre IV : Les fluctuations des prix du pétrole dans le contexte du programme présidentiel

2089532 millions de DA en 2004. Au cours de la période « 2000-2002 », il y avait une augmentation dans les recettes budgétaires hors FRR, passant de 1093157 millions de DA en 2000 jusqu'à 1409491 million de DA en 2002. En suite, entre 2002 et 2004 les recettes budgétaire hors FRR s'équilibrent entre 1409491 millions de DA et 1465971 millions de DA.

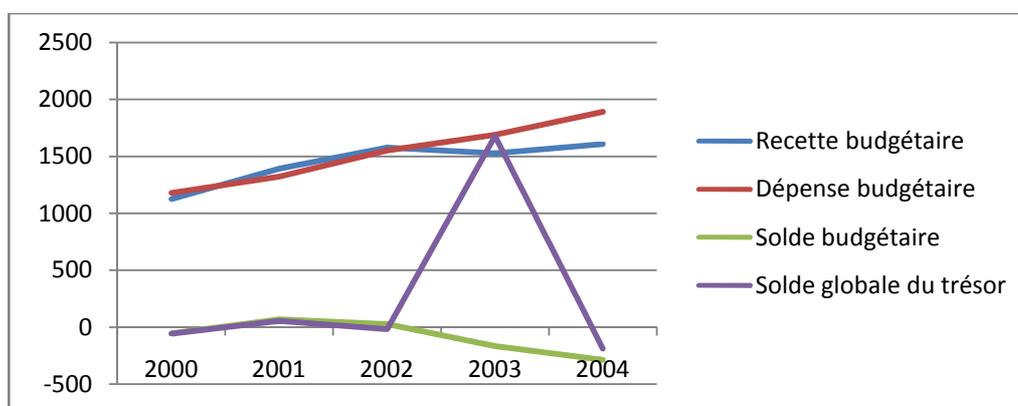
Graphique N°32 : l'évaluation du budget de l'Etat (2000-2004) en milliard de DA



Source : réalisé par nos soins à partir des données du Ministère des finances.

On constate d'après le graphique que, le budget a une tendance haussière durant la période 2000-2004. On remarque que les dépenses ont augmenté par rapport aux recettes. On remarque en plus que, le solde budgétaire était presque déficitaire durant toute la période de 2000-2004 sauf, pour l'année 2002, où il a réalisé un excédentaire de 29.4 milliards de DA.

Graphique N°33 : la variation des opérations du trésor (2000-2004) en milliard de DA



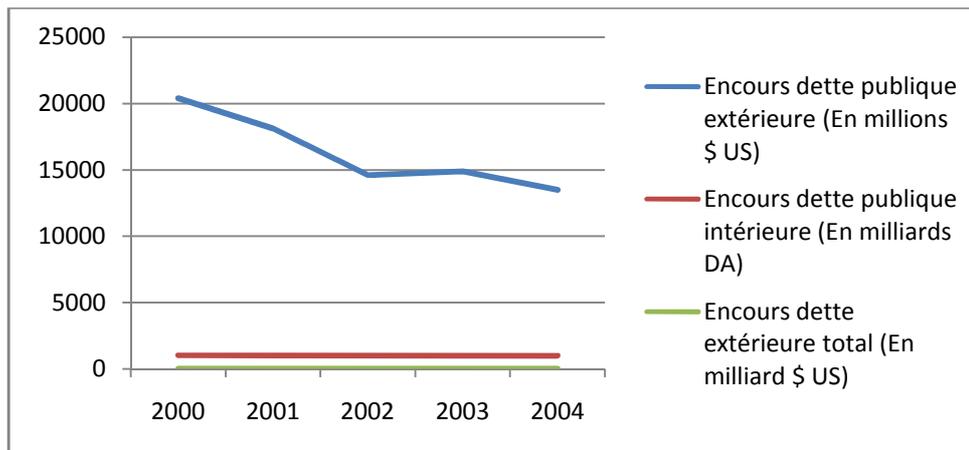
Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données du Ministère des Finances.

Chapitre IV : Les fluctuations des prix du pétrole dans le contexte du programme présidentiel

Le graphique ci-dessus montre que, durant la période 2000-2004, les recettes budgétaires et les dépenses budgétaires sont en croissance.

Aussi, la situation des opérations du trésor a enregistré un excédent global du trésor de 1678.1 million de DA en 2003, se confirme ainsi le renforcement de sa capacité de financement. Par contre, en 2000, 2001 et 2004 il a enregistré un déficit.

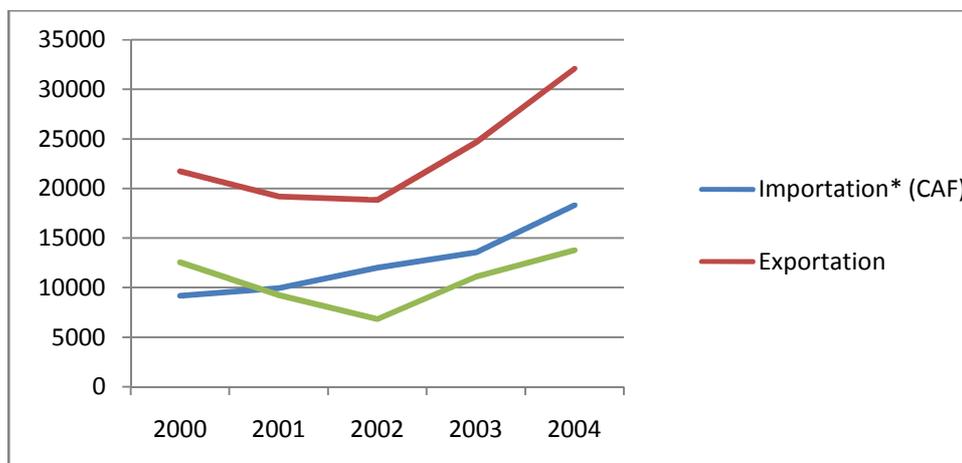
Graphique N°34 : l'évolution de la dette publique (2000-2004)



Source : établi par nous-mêmes à partir des données Ministère des finances

On remarque dans le graphique n°5 que, après la relative stabilité de 2000-2003, l'encours de la dette extérieure totale a connu un recul de 21.4 milliards \$ US en 2004. Ce résultat s'explique par l'implémentation d'une politique de désendettement extérieur de l'Algérie. A cet effet, l'encours de la dette publique extérieure de l'Algérie est en rythme décroissant passant de 20393 millions \$ US en 2002 jusqu'à 13498 millions \$ US en 2004. L'encours de la dette publique intérieure baisse de 1022.9 milliards \$ US en 2000 jusqu'à 1000 milliards \$ US en 2004.

Graphique N°35 : L'évolution du commerce extérieur (En Millions \$ US)

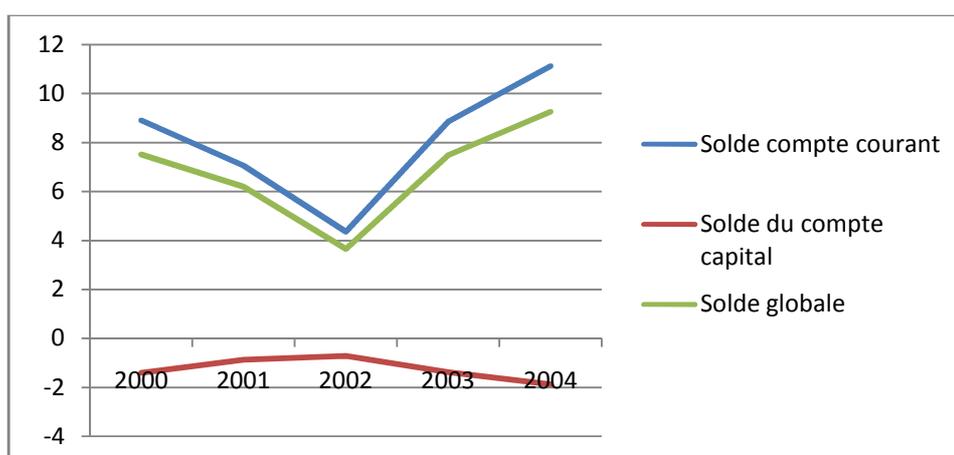


Source : Etabli par nous-mêmes à partir des données Ministère des finances

(*) Source : Ministère de l'Energie.

Durant toute la période 2000-2004, la balance commerciale a enregistré des soldes positifs. Dans le graphique ci-dessus, on remarque que la valeur des exportations dépasse celle des importations ce qui signifie que la balance commerciale est excédentaire on peut dire qu'il y a un excédent commercial.

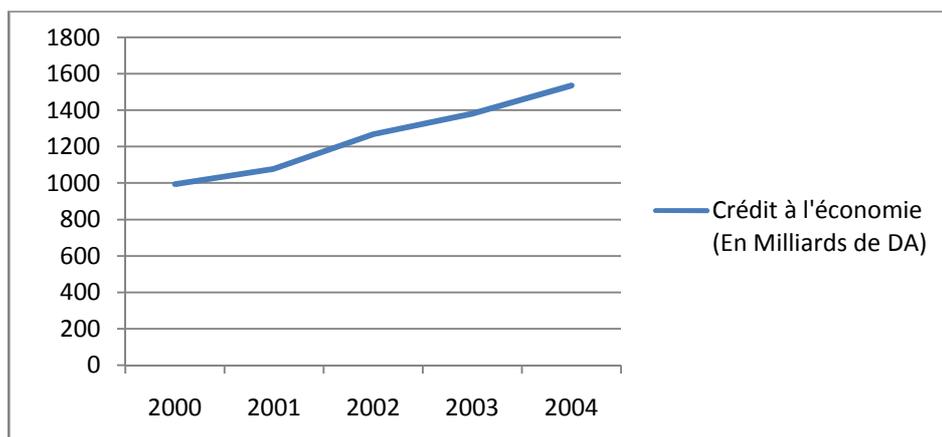
Graphique N°36 : L'évolution de la balance des paiements 2000-2004 (En Milliards \$ US)



Source : réalisé par nos soins à partir des données de la Banque d'Algérie.

Dans le graphique ci-dessus, le solde compte courant a été caractérisé par le fait qu'il était excédentaire de 2000 à 2004. D'un autre coté, le solde du compte de capital a enregistré des soldes déficitaires durant toute la période et le solde globale de la balance du paiement été excédentaire.

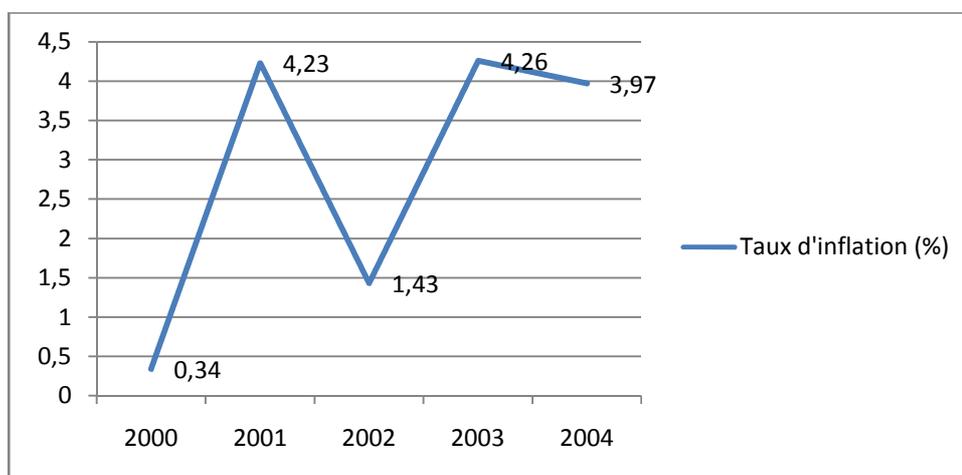
Graphique N°37 : La variation du crédit à l'économie (2000-2004) en milliards de DA



Source : Réalisé par nos soins à partir des données de la Banque d'Algérie (BA).

Ce graphique ci-dessus montre que la somme des crédits adressés aux deux secteurs public et privé passe de 993.7 milliards de DA en 2000 jusqu'à 1535 milliards de DA en 2004. Ainsi les crédits accordés au secteur public dépassent ceux du privé, de 702 milliards de DA en 2000 jusqu'à 859 milliards de DA en 2004. Par contre en 2000, le crédit au secteur privé passe de 291.7 milliards de DA jusqu'à 675.4 milliards de DA en 2004.

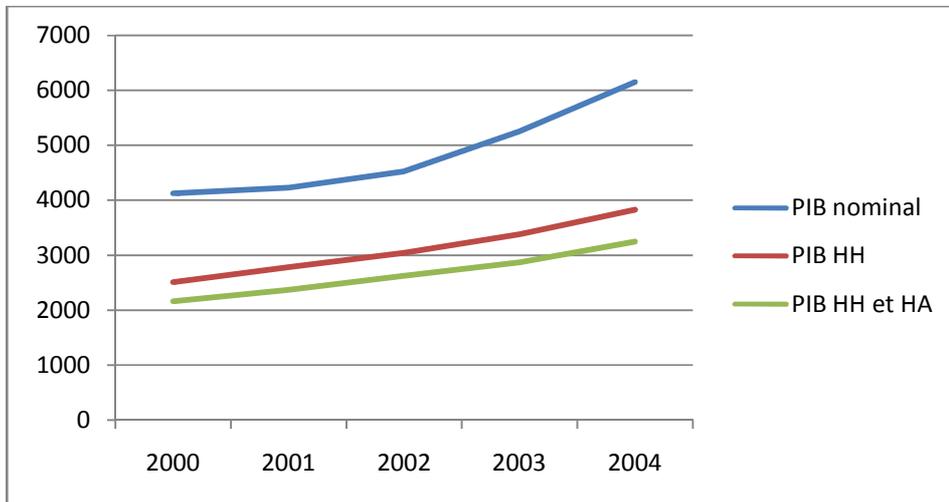
Graphique N°38 : Taux d'inflation (2000-2004)



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de l'ONS.

Dans le graphique n°9, le taux d'inflation enregistré en année 2000 était très faible par rapport à celle enregistré en 2001(4.23%), 2003(4.26) et 2004(3.97).

Graphique N°39 : la variation du PIB (En Milliards de DA)



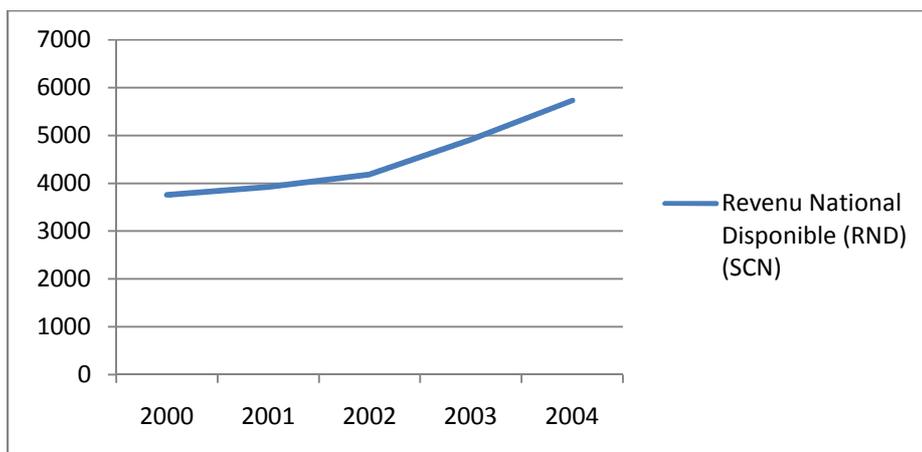
Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de l'ONS.

On peut conclure à partir du graphique ci-dessus que, les trois variables citées sont en croissance durant toute la période 2000-2004. Aussi que, le PIB nominal est supérieur au PIB HH et PIB HH et HA, il été passé de 4123.5 milliards de DA en 2000 jusqu'à 6149.1 milliards de DA en 2004. Le PIB HH a enregistré 3829.3 milliards de DA en 2004. Il est à noter que, les taux de croissance des trois variables citées dans le graphique sont :

- ✓ PIB nominal à enregistré un taux de croissance élevé de 7.20% en 2003 et un faible taux de 3% en 2002 ;
- ✓ Le PIB Hors hydrocarbure se situe à un niveau considérable en 20033 avec un taux de croissance de 6.6% ;
- ✓ Le PIB HH et HA, à enregistré un taux de croissance très élevé en 2002 de 7.84% et un faible taux en 2003 (4.53).

Le PIB/habitant, passe de 1800.8 \$ US/habitant en année 2000 jusqu'à 2636.5\$ US/habitant en année 2004.

Graphique N°40 : Le Revenu National Disponible (RND) (SCN) En milliards de DA



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS.

On remarque à partir du graphique ci-dessus que, durant toute la période 2000-2004, le revenu national augmente de 3755.6 milliards de DA en 2000 jusqu'à 5730.2 milliards de DA en 2004.

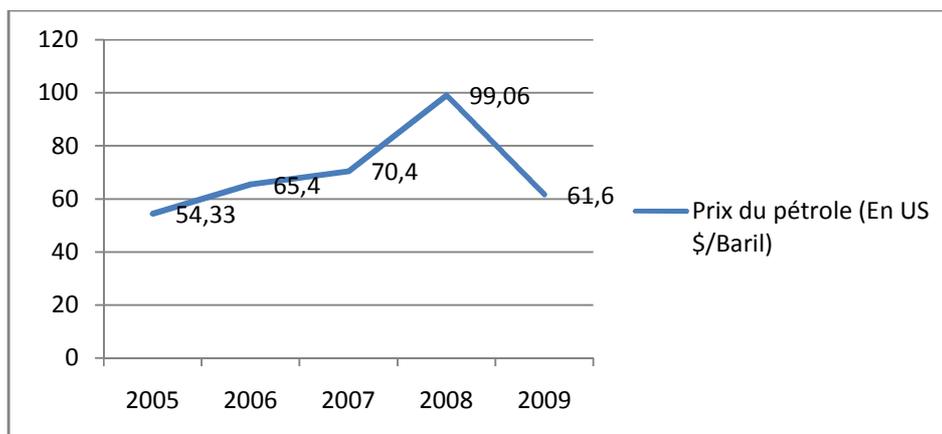
La période 2000-2004 est caractérisée par des bons résultats pour les indicateurs macro-économiques du pays. La phase de l'ajustement structurel a cédé place à une amélioration financière sans précédent, bien que le taux de la croissance de l'économie reste assez modeste par rapport au budget investi.

1.2 Le plan quinquennal (2005-2009)

Au cours de la période (2005-2009), l'Etat lance un nouveau plan qui est le plan complémentaire de soutien de la croissance (PCSC)³. Malgré sa facilité financière, l'Etat ne semble développer aucune tentative de retour vers l'activité économique si l'on excepte les hydrocarbures.

³ Salah Slimani, « la loi de finance 2006 », article : publié dans El Watan le 02-01-2006.

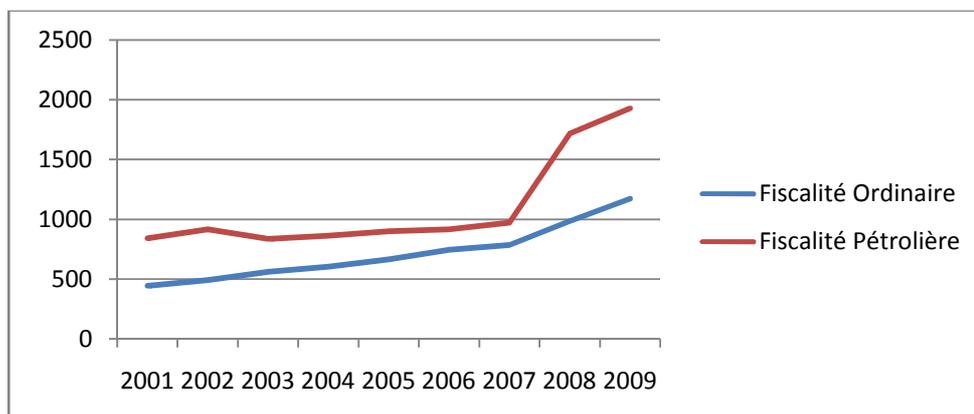
Graphique N°41 : L'évolution du prix du pétrole (2005-2009)



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données du Ministère de l'Energie (ME)

Durant la période 2005-2009, les cours pétroliers ont continué à exprimer une tendance haussière prononcée, il a enregistré une forte augmentation en 2008, battant tous les records historiques. Bien sur, il a été un impact positif significatif directement sur les recettes de l'Etat.

Graphique N°42 : L'évolution des recouvrements affectés au budget de l'Etat (2001-2009) en milliards de DA

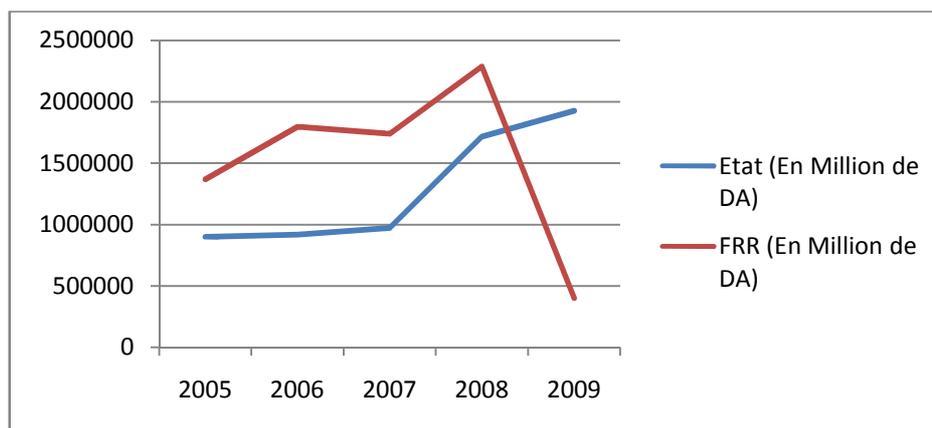


Source : réalisé par nos soins à partir des données de la DGI.

Le total des recettes budgétaire pour la période 2001-2009, passe de 1285.09 milliards de DA en 2001 jusqu'à 3099.44 milliards de DA en 2009 cette dotation englobe des impôts directs (IRG, IBS,..), des impôts sur les affaires (TVA, TIC,...), Droit de douane, produits des domaines et la fiscalité pétrolière. Ces recettes résultent :

- ❖ Pour la fiscalité pétrolière : elle a augmenté de 840.60 milliards de DA en 2001 jusqu'à 1927 milliards de DA en 2009.
- ❖ Pour la fiscalité ordinaire : elle a augmenté de 444.49 milliards de DA en 2001 jusqu'à 1927 milliards de DA en 2009.

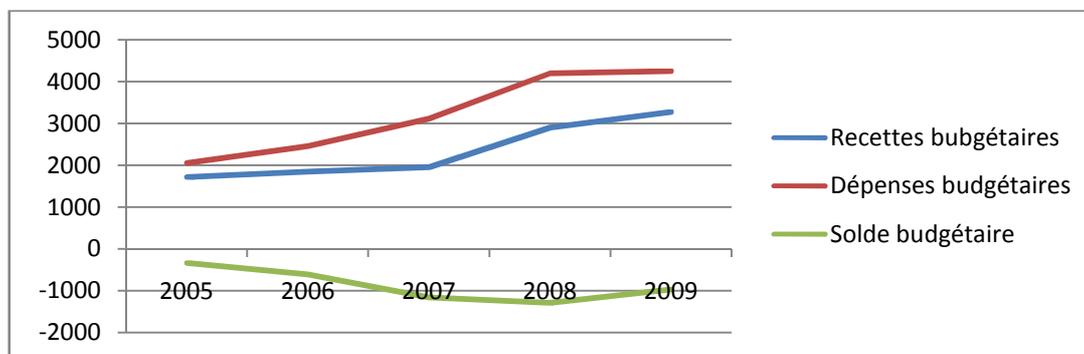
Graphique N°43 : Recouvrements de la fiscalité pétrolière (2005-2009)



Source : réalisé par nos soins à partir des données du Ministère des Finances.

On remarque dans le graphique au-dessus que, les recettes fiscales pétrolières recouvrées enregistrées au cours de l'année 2008 sont établies à 4003559 milliards de DA, alors que, les recettes pétrolières versées au budget est de 1715400 milliards de DA en 2008. Cette augmentation fiscale est due à la hausse des prix du pétrole au niveau mondiale, alors que, le prix de référence était fixé à 19\$/baril. Cette plus-value de 2288159 milliards de DA est versée au FRR dont les disponibilités FRR après prélèvements (les ressources) sont passées à 4280072 milliards de DA en 2008 contre 3215530 milliards de DA en 2007.

Graphique N°44 : L'évolution du budget de l'Etat (2005-2009) (En Milliards DA)

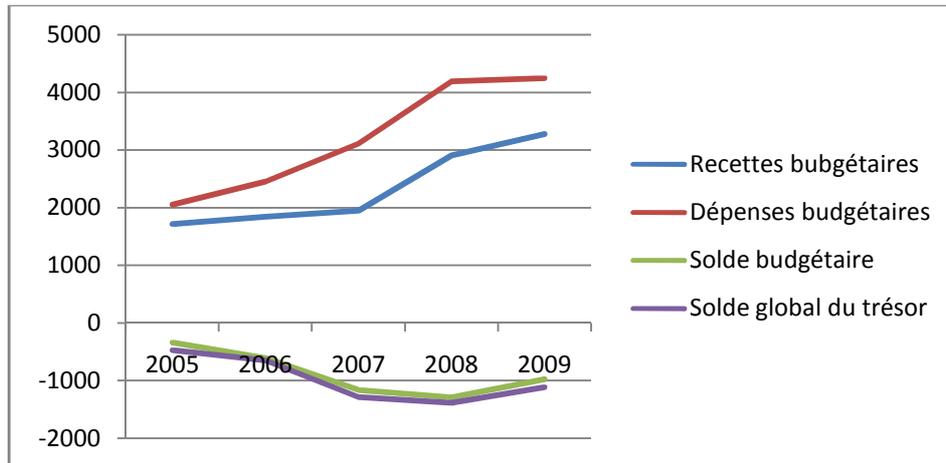


Source : réalisé par nos soins à partir des données du Ministère des Finances.

Chapitre IV : Les fluctuations des prix du pétrole dans le contexte du programme présidentiel

On remarque dans le graphique ci-dessus que, le solde budgétaire enregistré durant toute la période 2005-2009 est déficitaire (négative), car les recettes de l'Etat sont inférieures à ses dépenses. Elle a enregistré un déficit de -1293.2 milliards de DA en 2008 avec un taux de -11.7% du PIB, comparant avec l'année 2007, elle a enregistré un solde négatif de -1243.6 milliards de DA avec un taux de -13.3% du PIB.

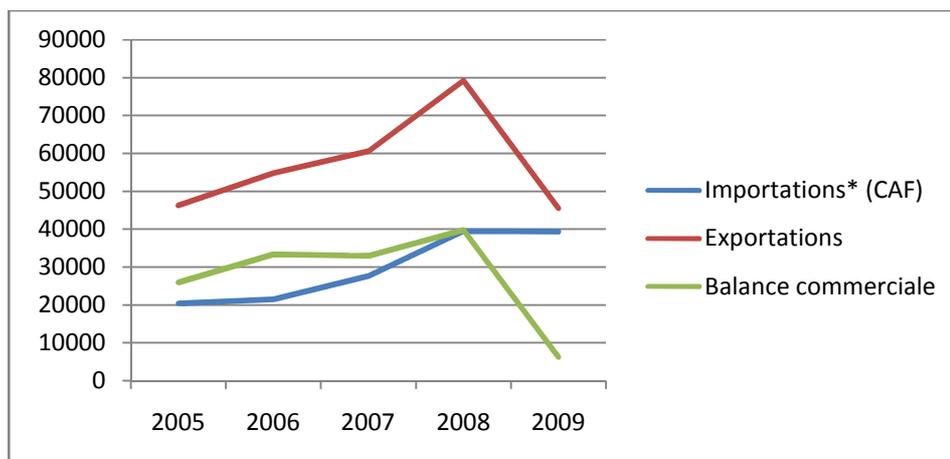
Graphique N°45 : La variation des opérations du trésor (2005-2009) (En Milliards DA)



Source : réalisé par nos soins à partir des données du Ministère des Finances.

Sur la période 2005-2009, on remarque que les deux soldes : budgétaire et solde global du trésor sont déficitaires. L'année 2008 a enregistré un déficit remarquable de solde global du trésor qui est de -1381.2 milliards DA, en 2007 s'était un déficit moins par rapport à celle de 2008 qui est de -1282 milliards DA. Par contre en 2009, il y avait un recul jusqu'à -1113.7 milliards DA avec un taux de -11.2% du PIB.

Graphique N°46 : L'évolution du commerce extérieur (2005-2009) en milliards \$ US

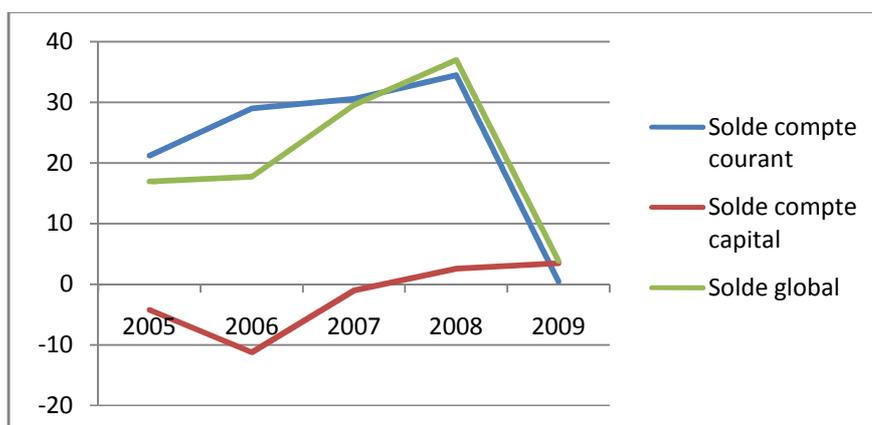


Source : réalisé par nos soins à partir des données du Ministère des finances;

(*) : CNIS (DGD).

Dans le graphique ci-dessus, l'Algérie a réalisé en 2008 un excédent commerciale de 39714 milliards \$ US, soit une hausse de 23.22% par rapport à celui de 2007 qui est de 32898 milliards \$ US. Les exportations sont arrivées jusqu'à 79193 milliards \$ US en 2008 et les importations 39479 milliards \$ US. Cette situation s'explique par la couverture des importations par les exportations de 200.6% en 2008 contre 219.1% en 2007. Les exportations des hydrocarbures ont formé l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger.

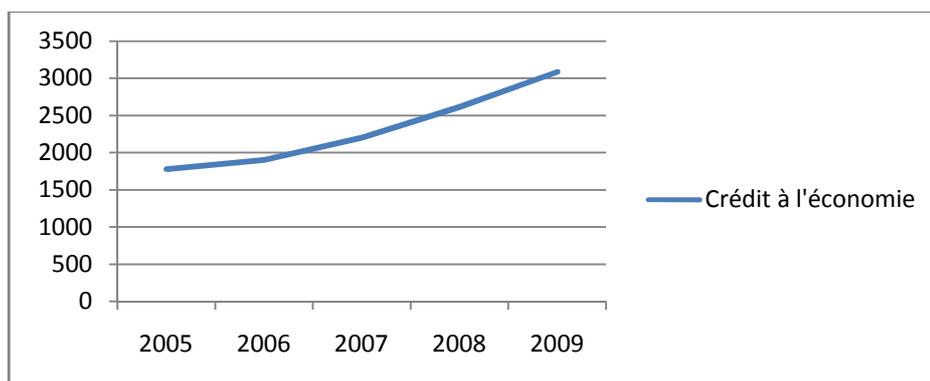
Graphique N°47 : Balance des paiements (2005-2009) en milliards \$ US



Source : réalisé par nos soins à partir des données de la Banque d'Algérie.

A travers ce graphique ci-dessus on résulte que, durant la période 2005-2008, le solde du compte courant enregistre des excédents (21.18 milliards de \$ en 2005 jusqu'à 34.49 milliards de \$ en 2008) à cause d'une hausse des prix du pétrole. Par contre en 2009, le solde du compte courant a baissé jusqu'à 0.39 milliards de \$ en 2009 à cause de la baisse du prix du pétrole qui était de 61.6\$/baril en 2009 contre 99.06\$/baril en 2008 (voir le graphique n°12). De même pour le solde du compte capital qui a enregistré une hausse de 16.25 milliards de \$ en 2005 jusqu'à 36.99 milliards de \$ en 2008, puis, une baisse de 3.85 milliards de \$ en 2009. Le solde global de la balance des paiements a enregistré un déficit de (-4.23 milliards de \$) en 2005. (-11.22 milliards de \$) en 2006 et (-0.99 milliards de \$ en 2007. Par contre, de 2008 jusqu'à 2009 elle a enregistré des excédents : 2.54 milliards de \$ en 2008 et 3.46 milliards de \$ en 2009.

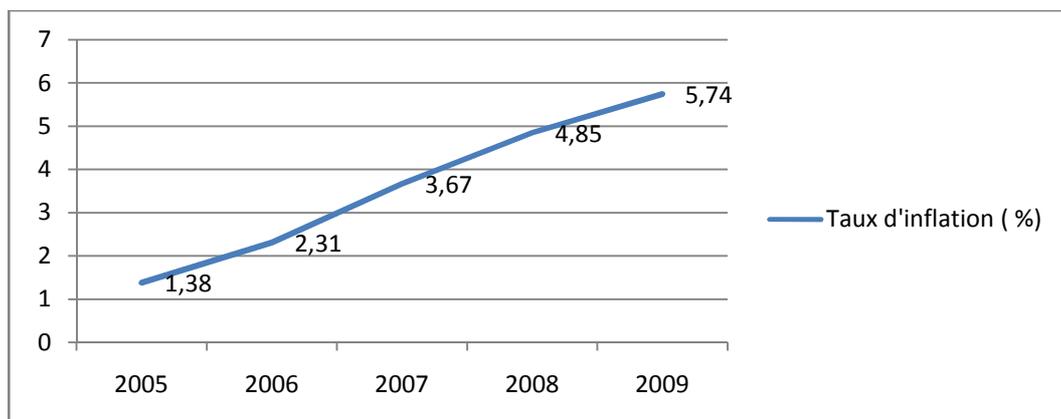
Graphique N°48 : l'évolution du crédit à l'économie (2005-2009) en milliards de DA



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque d'Algérie.

Selon le graphique N°18, on remarque que le crédit à l'économie continue sa variation vers la hausse (il est passé de 1779,7 milliards de DA en 2005 jusqu'à 3086,5 milliards de DA en 2009). Mais cette fois-ci, les crédits accordés au secteur privé sont supérieurs aux crédits accordés au secteur public comparant avec la période (2000-2004).

Graphique N°49 : l'évolution du taux d'inflation (2005-2009)

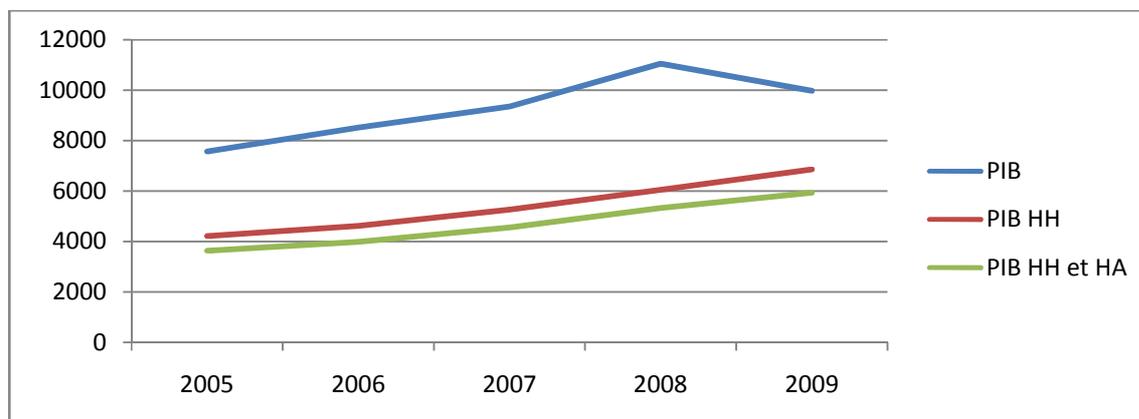


Source : établi par nos soins à partir des données de l'ONS.

On a obtenu dans le graphique ci-dessus que, sur toute la période 2005-2009 le taux d'inflation en Algérie passe de 1,38% en 2005 jusqu'à 5,74 en 2009. Aussi que :

- ✓ En 2007, le taux d'inflation moyen selon l'ONS a atteint 3,67% contre 2,31% en 2006 à cause de l'augmentation des biens alimentaires (6,39%) et les produits agricoles frais (6,31%) ;
- ✓ En 2008, le taux d'inflation moyen était de 4,85%, cette variation est due à l'augmentation des biens alimentaires (7,49%) et une baisse des produits agricoles frais (3,39%) ;
- ✓ En 2009, le taux d'inflation moyen enregistré était de 5,74%, cette hausse est due à une augmentation remarquable des prix des biens alimentaires (8,23%) et un forte hausse des produits agricoles frais (20,54%).

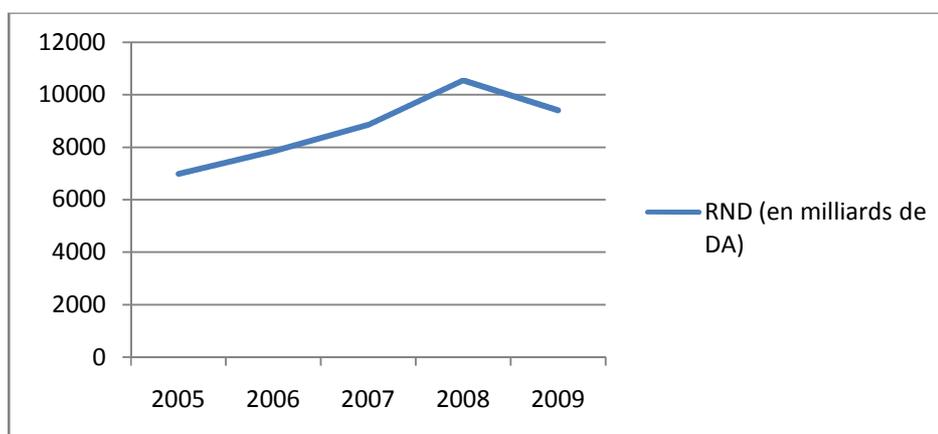
Graphique N°50 : le PIB (2005-2009) en milliards de DA



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS.

Ce graphique ci-dessus nous montre que, de 2005 jusqu'à 2008 le PIB en Algérie augmente de 7562 milliards de DA avec un taux de croissance de 5,90% en 2005 jusqu'à 11043.7 milliards de DA avec un taux de croissance de 2,40%. Par contre, en 2009 le PIB a ralenti à 9968 milliards de DA avec un taux de croissance faible qui est de 1.60%. Concernant les deux autres variables indiquées sur le graphique, on remarque qu'il y a une évolution importante de PIB HH (passant de 4209 ,1 milliards de DA en 2005 jusqu'à 6858,9 milliards de DA en 2009 et un taux de croissance qui est de 8,60%) et PIB HH et HA (passant de 3627,5 milliards de DA en 2005 jusqu'à 5927.6 milliards de DA en 2009 avec un taux de croissance 8.02%).

Graphique N°51 : Le revenu national disponible (RND)



Source: réalisé par nous-mêmes à partir des données de l'ONS.

D'après le graphique ci-dessus on remarque qu'à partir de l'année 2005 jusqu'à l'année 2008, le revenu national augmente de 6987,3 milliards de DA jusqu'à 10542,1 milliards de DA. Par contre, en 2009 il y avait une baisse du revenu national (9397 milliards de DA) à cause de chute des prix du pétrole de 2009.

Dans le cadre des deux premiers programmes économiques du président Boudeflika lancés qu'il avait une amélioration de principales données macro-financier de l'économie.

Tous ces résultats ont été obtenus grâce à des prix élevés du pétrole avec lesquels les rentrées sont pratiquées pour relancer l'économie du pays.

Section 2 : la structure de l'économie algérienne de 2010 jusqu'à 2016

Suite au choc pétrolier de 2008 et le contre choc pétrolier de 2009, l'Algérie a certes subi le retournement du marché pétrolier et la contraction de la demande en hydrocarbures de ses partenaires, Européens principalement, mais elle a pu compter sur une base financière solide, tant sur le plan externe qu'interne (FRR).

Cette section est destinée à présenter le plan quinquennal (2010-2014) et de faire une analyse statistique pour l'économie Algérienne à travers les principaux indicateurs macro économique de 2010 jusqu'à 2016.

2.1 le plan quinquennal (2010-2014)

Après les deux programmes lancés par l'Etat depuis l'année 2001, le gouvernement algérien lance un troisième programme d'investissement public dans un contexte difficile accusé par la crise des subprimes (2007), du ralentissement de la croissance mondiale et du troisième choc pétrolier (2009).

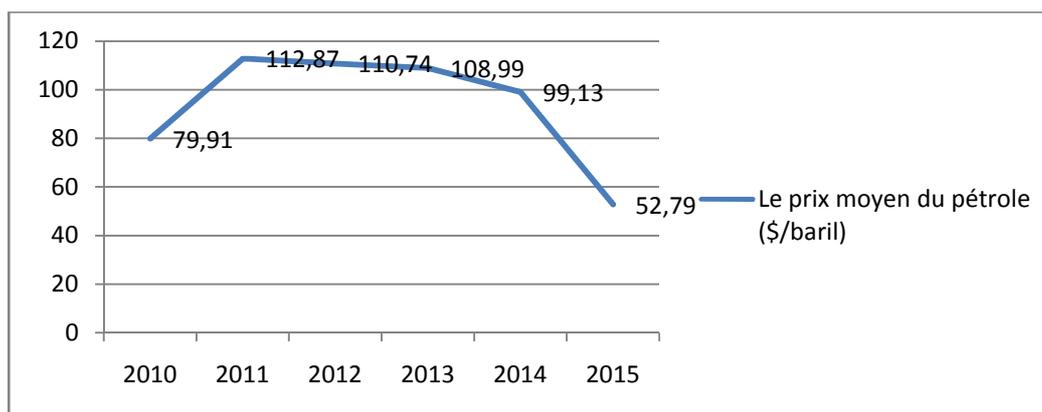
L'objectif principal de ce plan quinquennal est de réduire la dépendance sur le pétrole et le gaz.

Les cours du brut ont connu une hausse essentielle par rapport à leur niveau en 2009. Le prix du baril a enregistré un gain moyen de +18,31\$ en 2010 pour s'établir à 79,91\$. Pour les trois années suivantes, le prix a en outre enregistré une hausse de 112,87\$ en 2011, 110,74\$

en 2012 et 108,99\$ en 2013. On remarque par la suite, une baisse sensible des cours depuis la mi-2014 de 99,13\$, un niveau proche de celui du choc pétrolier de 2008 (99,03\$).

Néanmoins, la tendance à la baisse s'accroît en 2015 pour arriver à un prix de 52,79\$: un nouvel épisode dépressif s'amorçait alors, et dont les retombées sont très dommageables pour les économies exportatrices et fortement dépendantes des hydrocarbures.

Graphique N°52 : l'évolution des prix moyens du pétrole brut (2010-2015)



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données du Ministère de l'Energie.

D'après le graphe N°53, on constate que les recouvrements de la fiscalité pétrolière versés au budget s'est établi à 2535309 milliards de DA en 2012 contre 1501700 milliards de DA en 2010. En 2014, la fiscalité pétrolière recouvrée engendrée s'est établie à 1577730 milliards de DA pour alimenter le budget de l'Etat, par contre, en 2015 il y avait un recul jusqu'à 1722940 milliards de DA.

Durant la période 2010-2012, le FRR était en croissance (passe de 1318310 milliards de DA en 2010 jusqu'à 2535309 milliards de DA en 2012). Cette augmentation est suivie d'une baisse remarquable qui était passée de 1318310 milliards de DA en 2012 jusqu'à 552192 milliards de DA en 2015 en raison de la chute des cours du pétrole. Dans ce cas, l'Etat finance ces déficits par le recours au FRR.

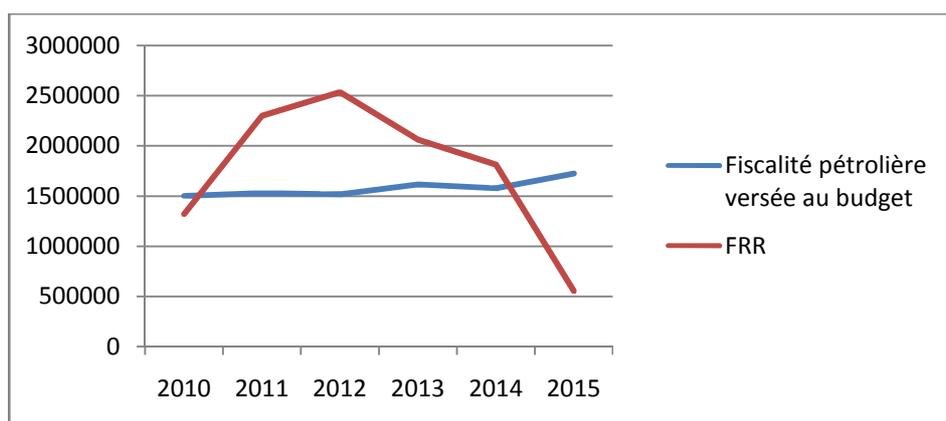
Concernant les recettes budgétaires de l'Etat hors FRR, elles ont atteint 4076509 milliards de DA en 2015 contre 2702194 milliards de DA en 2014. La fiscalité ordinaire

Chapitre IV : Les fluctuations des prix du pétrole dans le contexte du programme présidentiel

recouvrée en 2015 a atteint 255731 milliards de DA contre 212636 mds de DA en 2014. Concernant les IRG, IBS, Taxe sur les chiffres d'affaires, TIC et recettes douanières⁴ :

- ❖ L'IRG sur salaires enregistre un montant de 59213 mds de DA en 2015 contre 527,24 mds de DA en 2014. Par contre l'IRG sur les autres revenus a atteint 94,96 mds de DA en 2015 contre 77,31 mds de DA en 2014. (Selon les données du tableau en annexe N°15 page 10), l'IRG sur salaire présente 23,15% de fiscalités ordinaires budgétisées en 2015 ;
- ❖ L'IBS a enregistré 335,19 mds de DA en 2015 contre 269,85 mds de DA en 2014 ;
- ❖ Les taxes sur les chiffres d'affaires rapportent 828.17 mds de DA en 2015 contre 765,40 mds de DA en 2014 où la TVA/produits pétroliers est nulle en 2015 et 2014. La TVA imposée à la consommation augmente à 484,79 mds de DA en 2015 contre 441,77 mds de DA en 2014 ;
- ❖ La TIC (Taxe Intérieur sur la Consommation) enregistre 60,16 mds de DA en 2015 contre 49,09 en 2014 ;
- ❖ Les recettes douanières recouvrées présentent 410,20 mds de DA en 2015 contre 369,66 mds de DA en 2014. Alors que, les produits des domaines (un produit non fiscal) enregistrent 79,32 mds de DA en 2015 contre 24,12 mds de DA en 2014, soit une hausse de 55,2 mds de DA en 2015.

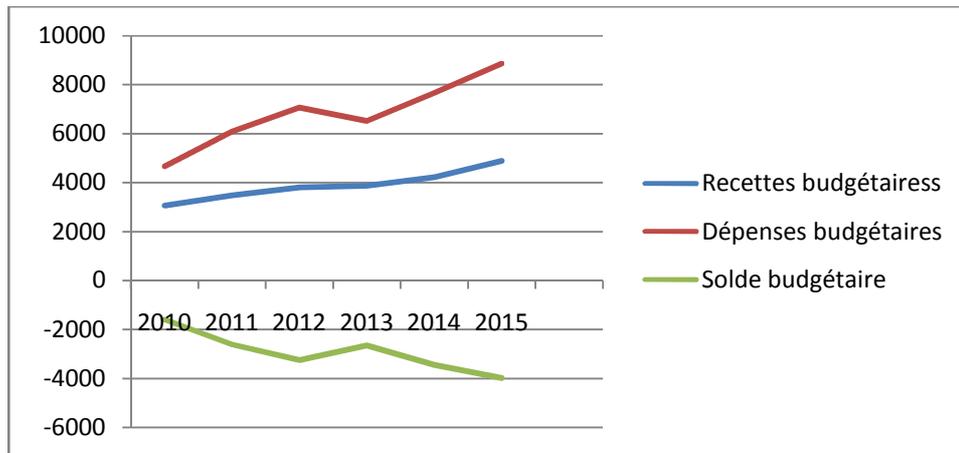
Graphique N°53 : Recouvrements de la fiscalité pétrolière (2010-2015) en Milliards DA



Source : réalisé par nos soins à partir des données du Ministère des Finances.

⁴ Voir en annexe tableau n°15 page10.

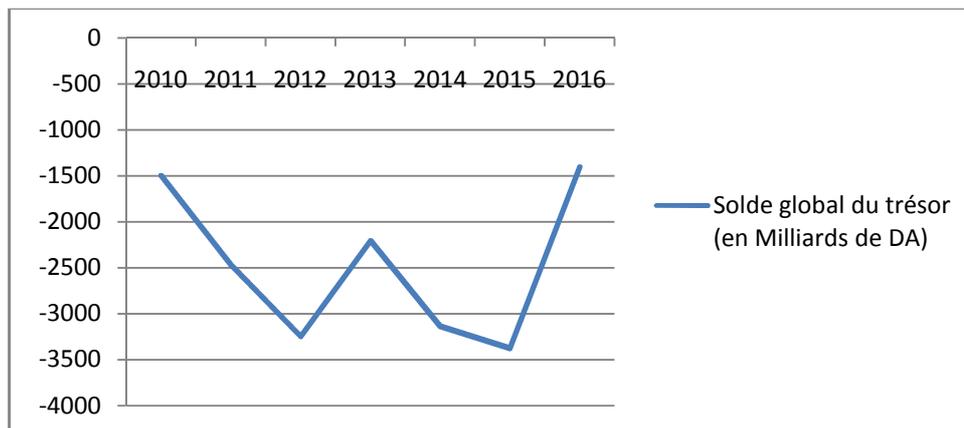
Graphique N°54 : L'évolution de budget de l'Etat (2010-2015) en mds de DA



Source : réalisé par nos soins à partir des données du Ministère des Finances.

Le graphique ci-dessus montre que, les recettes budgétaires sont supérieures aux dépenses. Les recettes augmentent de 3056,7 mds de DA en 2010 jusqu'à 4884,6 mds de DA en 2015 par contre les dépenses ont marquées une hausse de 8858,1 mds de DA en 2015. Concernant le solde budgétaires, il a enregistré des déficits pendant toutes la période 2010-2015, surtout ce de 2015 qui atteint -3974 mds de DA.

Graphique N°55 : L'évolution des opérations du trésor (2010-2016)

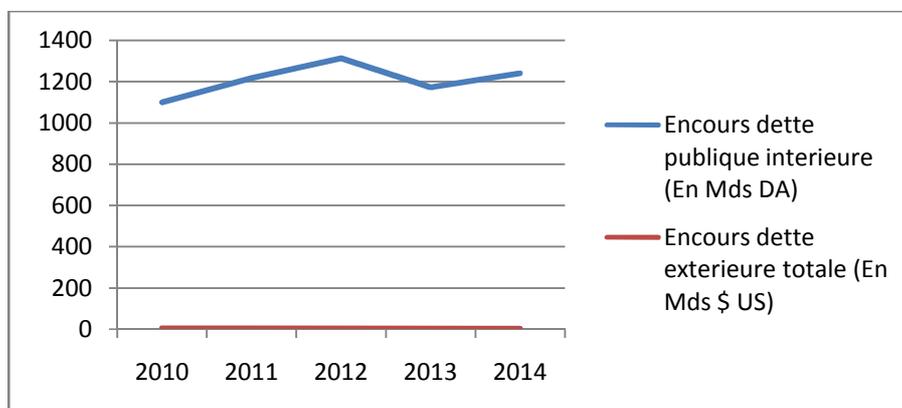


Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données du Ministère des Finances.

Selon les statistiques du Ministère des Finance, on obtienne que tous les soldes globaux du trésor enregistrés de 2010 jusqu'à 2016 sont déficitaires. Le plus grand déficit enregistré durant cette période est celui de 2015 avec -3375,102 mds de DA contre -1403,859

mds de DA en 2016 (la loi de finance 2016 table sur un déficit du trésor de 2452 mds de DA sur toute l'année en cours.

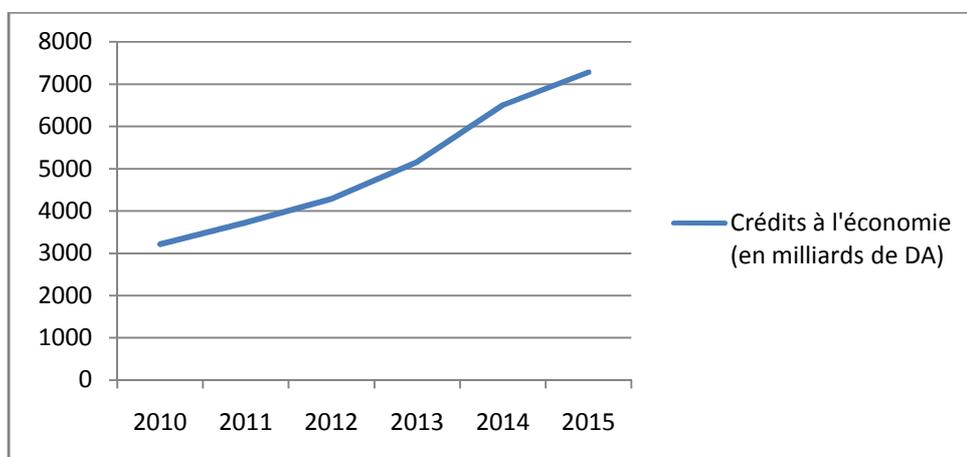
Graphique N°56 : L'évolution de la dette publique (2010-2016)



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données du Ministère des Finances.

Selon le graphique ci-dessus on remarque que, la dette publique intérieure de l'Algérie varie à la hausse, de 1099,2 Mds de DA en 2010 jusqu'à 1312,2 mds de DA en 2012, pour reculer en 2013 à 1171,7 mds de DA et en suite, augmente de +68 mds de DA en 2014 (1239,7 mds de DA). La dette extérieure a connu une baisse durant toute la période 2010-2014 (5,6 mds de DA en 2010, 3,7 mds de DA en 2011, 3,7 mds de DA en 2012 et 2014 et en fin 3,4 mds de DA en 2013) ces résultats signifient que l'Algérie a remboursé sa dette extérieure.

Graphique N°57 : L'évolution des crédits à l'économie (2010-2014)

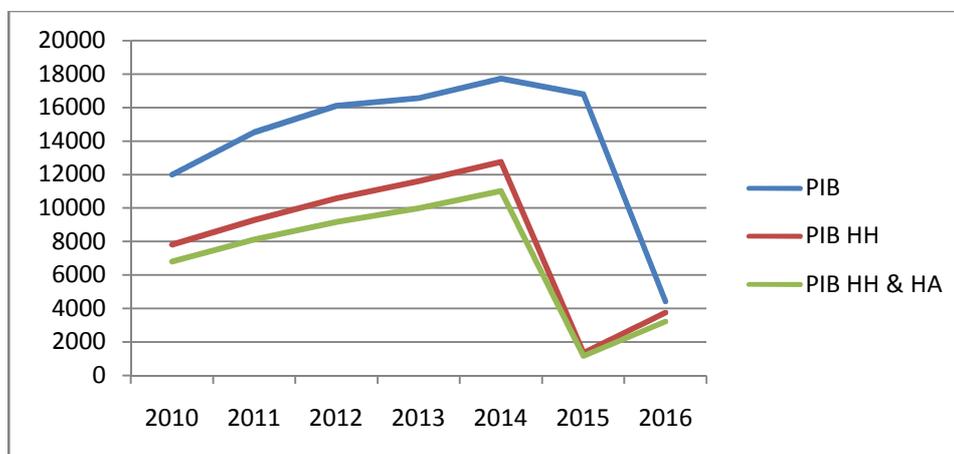


Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque d'Algérie.

D'après, ce graphique ci-dessus, les crédits à l'économie continue son chemin vers la hausse (passant de 3214,1 mds de DA en 2010 jusqu'à 7277,2 mds de DA en 2014. La moitié de ces crédits sont accordés au secteur public, soit 3688,2 mds de DA en 2015.

Durant la période 2010-2014, les crédits accordés au secteur privé sont supérieurs aux crédits accordés au secteur publique (les crédits au secteur public ont passé de 1407,4 mds de DA en 2010 jusqu'à 3380,8 mds de DA en 2014 avec une variation de 38,88% en 2014. Par contre les crédits au secteur public ont passé de 1806,7 mds e DA en 2010 jusqu'à 3118,7 mds de DA en 2014 avec une variation de 14,57%).

Graphique N°58 : le PIB (2010-2016) en mds de DA



Source : établi par nous-mêmes à partir des données de l'ONS.

À partir de ce graphique ci-dessus on remarque que, les trois variables indiquées sur le graphique ont connu une chute durant le premier semestre de l'année 2016 à cause de la chute des prix du pétrole. Pour l'année 2015, le PIB au prix courant était de 16799.2 mds de DA, soit un effondrement de -931,5 mds de DA par rapport à 2014. En suite, le PIB HH et HA marque une chute remarquable qui est de : 1352.2 mds de DA pour le PIB HH et de 1154.1 mds de DA pour le PIB HH et HA.

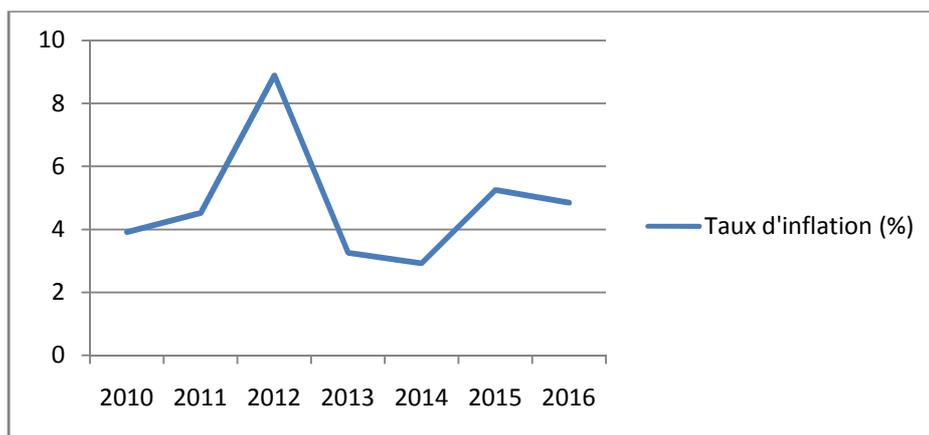
Concernant le taux de croissance du PIB ⁵:

- ❖ Le PIB réalisé en 2015 est de 3,9%, ce taux a peu dépassé ce de la loi de finance complémentaire de 2015 qui avait tablé sur une croissance de 3,8%. Par contre en 2016, il a enregistré une croissance de 3,6%.

⁵ Voir en annexe le tableau n°12 page 9

- ❖ La croissance du PIB HH était de 5,4% en 2015 contre 5,6% en 2014. Par contre en 1^{er} semestre de 2016 il y avait un recul de 3,8%.
- ❖ La croissance du PIB HH et HA était de 5,4% en 2014 contre 3,5% en 2015, soit une baisse de 1,9% en 2015 et le même résultat enregistrée en 2016.

Graphique N°59 : Le taux d'inflation (2010-2016)



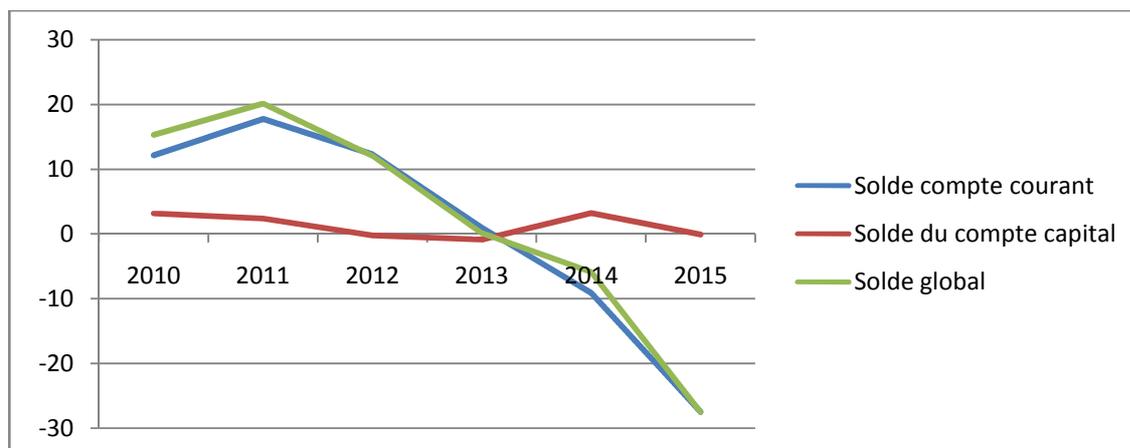
Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS.

Dans le graphique ci-dessus on remarque que, le taux d'inflation est augmenté de 3,91% en 2010 jusqu'à 8,89% en 2012 (presque le double par rapport au taux enregistré en 2011). Cette montée de taux d'inflation est le résultat de la hausse des prix à la consommation surtout les biens alimentaires de 12,22%, et les produits agricoles frais de 21,37%⁶. Durant l'année 2014, le taux d'inflation a enregistré une forte baisse qui est de 2,92% (ce taux est inférieur à celui qui était établi dans la loi de finance 2014 à 3,5%) contre 3,25% en 2013.

En 2016, le taux d'inflation est de 4,58%, soit une légère augmentation par rapport au taux qui est tablé dans la loi de finance 2016.

⁶ Office National des Statistiques.

Graphique N° 60 : L'évolution de la balance des paiements (2010-2015) en mds \$US

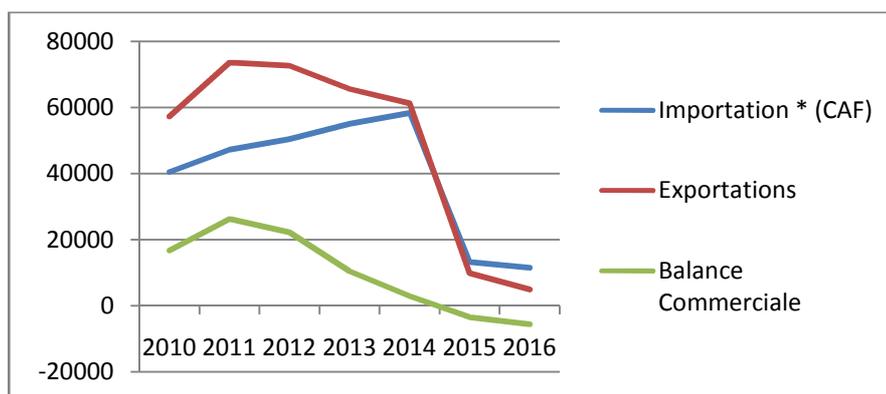


Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la Banque d'Algérie

La chute des prix actuels du pétrole entrainera la baisse du chiffre d'affaire (CA), ce qui impactera négativement le solde commercial et le solde de la balance des paiements.

Ce graphe nous permet de voir la différence entre les importations et les exportations à partir de solde global de la balance des paiements qui est déficitaire de -27,54 mds \$US en 2015 contre -5,88 mds \$US en 2014. Les prix du pétrole exercent une grande influence sur la balance des paiements dans son ensemble, notamment sur les importations et les exportations (la balance commerciale du pays).

Graphique N°61 : L'évolution du commerce extérieur (2010-2016) en million \$US



Source : Réalisé par nos soins à partir des données du Ministère des Finances ;

(*) Source : C.NIS (DGB).

Le solde de la balance commerciale enregistre un déficit à partir de 2015 (-3464 million \$ US) jusqu'à 2016 (-5616 million \$ US), à cause de la contraction des exportations d'un côté (9800 million \$ US en 2015 contre 4914 million \$ US en 2016), et de la hausse des importations (13264 million \$ US en 2015 contre 11530 million \$ US en 2016) de l'autre côté. Ceci s'explique par l'augmentation du pouvoir d'achat de la population sans contrepartie de production nationale, et par les besoins en termes de consommation.

Ces études ont montré que les fluctuations des prix du pétrole influencent sur les indicateurs économiques en Algérie, ainsi abouti à des résultats différents et par fois paradoxaux (négative et positive).

Conclusion

Les programmes économiques du président Bouteflika. Se sont construits sur la base de la rente pétrolière. Ce qui fait que les fluctuations des prix du pétrole continuent à exercer une grande influence sur l'économie nationale notamment sur les équilibres macroéconomiques.

Les résultats suivants est l'illustration parfaite de cette dépendance.

Ils sont cités ci-dessous à titre de rappel :

- ✚ Une forte baisse du FRR qui est passée de 5521,92 mds de DA en 2015 contre 1812,691 mds de DA en 2014.
- ✚ Une légère augmentation de la fiscalité pétrolière versée au budget (1722,940 mds de DA en 2015 contre 1577,730 mds de DA en 2014).
- ✚ Un déficit du solde budgétaire qui est de -3974 mds de DA en 2015 contre -3437,98 mds de DA en 2014.
- ✚ Le solde global du trésor est déficitaire de -1403,859 mds de DA en 2016 contre -3375,102 mds de DA en 2015.
- ✚ La réussite de l'Algérie de payer sa dette extérieure qui est de 3,7 mds de DA en 2014.
- ✚ Une forte croissance du crédit à l'économie qui est de 7277,2 mds de DA en 2015 contre 6499,4 mds de DA en 2014.
- ✚ Une baisse des différentes PIB.
- ✚ Taux d'inflation qui est de 4,85% en 2016 contre 5,25% en 2015.

Chapitre IV : Les fluctuations des prix du pétrole dans le contexte du programme présidentiel

Chapitre IV : Les fluctuations des prix du pétrole dans le contexte du programme présidentiel.....	65
Introduction	65
Section 1 : la structure de l'économie algérienne de 1999 jusqu'à 2009	66
1.1 Le plan quinquennal (2000-2004)	66
1.2 Le plan quinquennal (2005-2009).....	73
Section 2 : la structure de l'économie algérienne de 2010 jusqu'à 2016	81
2.1 le plan quinquennal (2010-2014)	81
Conclusion.....	89

Conclusion générale

Nous avons tenté, tout au long de notre travail, d'apporter des éléments de réponse aux questions posées en introduction et ce, à la lumière des résultats et des constats que nous avons tiré au cours des différents chapitres. Cette question de recherche qui porte sur l'étude de « l'impact de fluctuation des prix du pétrole sur l'économie nationale en général et sur le financement de l'économie en particulier ».

Après avoir mis en évidence l'existence d'une forte dépendance des économies qu'elles soient développées ou en développement des fluctuations des marchés pétroliers, on a montré que : la portée des effets de la versatilité des prix de pétrole subissent un impact relatif sur les agrégats macroéconomiques. Au vu des résultats obtenus à l'issue du cas pratique on a conclu que la chute actuelle résulte des conséquences négatives sur certains indicateurs tel que :

- ☞ La structure de la fiscalité ;
- ☞ Le budget de l'Etat ;
- ☞ Les opérations du trésor ;
- ☞ Fonds de régulation des recettes ;
- ☞ Le produit intérieur brut ;
- ☞ La balance des paiements et la balance commerciale.

Malgré ces perturbations qui ont affecté les économies nationales, il on a d'autres indicateurs qui en résisté à cette crise actuelle, tels que :

- ☞ L'évolution des crédits à l'économie ;
- ☞ Remboursement de la dette extérieure ;
- ☞ Une certaine instabilité de taux d'inflation.

Ces résultats valident l'hypothèse principale émise selon laquelle : la situation de l'économie algérienne face aux fluctuations des prix du pétrole affecte un impact relatif sur ses indicateurs macroéconomiques.

Enfin, il faut noter que les résultats doivent être pris avec précaution puisque l'impact de la dernière crise s'inscrit dans le temps.

Conclusion générale 90

Les ouvrages :

- Bancel Franck, les choix d'investissement, méthodes traditionnelles, édition Economica, 1995.
- BENDIB Rachid, « Rente pétrolière et crises de l'ordre rentier en Algérie », 4^{ème} Edition, 1995, Alger : O.P.U.
- Dehem R. (1985), « Histoire de la pensée économique des mercantilistes à Keynes », Edition Dunod, avril 1985.
- Guerrien.Bernard, « dictionnaire d'analyse économique", 4^{ème} édition, 2008.
- Jacques PERCEBOIS, « Economie de l'énergie », Economica, 1989, Paris.
- Jacquilat Bertrand et Solnik Bruno, MARCHE FINANCIER (gestion de portefeuille et des risques), 4^{ème} éd.
- Jean-Baptiste Say, « Traité d'économie politique », Paris, 1803.
- MARIE DE LA PLACE, monnaie et financement de l'économie, paris, Hachette, 1999.
- Pierre VERNIMMEN, Finance d'entreprise : analyse et gestion, éd. Dalloz, paris, 1988.
- Rousselot Phillipe, Jean-François verdié ; la gestion de la trésorerie, 2^{ème} édition Dunod, 1999.
- CNRS : Tom XXIV, « l'Arabie Saoudite et l'Algérie face à la crise pétrolière de 1986, Editions, 1985
- Walras L. (1952), « Éléments d'économies politiques pure », Edition définitive, paris, R. Pichon et R. Durand- Auzias, 1952. In : Dehem R. (1985), « histoire de la pensée économique : des mercantilistes à keynes », Edition Dunod, avril 1985.

Les mémoires :

- BENAMAR Abdelkrim et al. « Pétrole et activité économique en Afrique », Université de Tlemcen, 2010.
- Benoît Mafféi et Rodolphe GREGGIO, « le pétrole-le troisième choc et la malédiction pétrolière », Paris, 2014.
- Blanchard, different from the 1970s", NBER working paper series, September 2007.
- Bichara Khader : « l'OPEP : un marché de plein d'énergie ».

- Douatien B, « dépenses publiques et équilibre sur le marché des biens et services », licence, université du Burundi, 2009.
- Editorial de N.SARKIS : le pétrole et le gaz arabe, 1^{er} décembre 1985.
- HAOUA Kahina, « impact des fluctuations du prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie », 2012.
- M.TARZAALT, « Gestion obligatoire », mémoire de fin d'études, Alger, 2009.
- Mohammed El-Aziz KOUADRI, « Place et rôle du secteur pétrolier dans le développement de l'économie algérienne », 1969.
- Omar JRIDI, « effet de variations des prix du pétrole sur l'inflation : approche macro-sectorielle pour le cas de la Tunisie, 2010.

Revue et rapports :

- « Choc pétrolier, explications », Article : publié le 13 Août 2015.
- « programme de développement du président Bouteflika, 2000-2013 : Des bilans appréciables, prélude à une véritable relance économique et sociale », article de, lundi 25 juillet 2016.
- André Pertuzio, pétrole et politique internationale, juin 2001. N°5.
- Professeur Jsec022, octobre 2013
- Cherif Chakib ENNOUAR, « Programme d'ajustement structurel et résultats socio-économiques en Algérie » -« Revue des sciences humaines – n°18 » ; Constantine, 2002.
- François LESCAROUX et Valérie MIGNON, « Déterminants du prix du pétrole et impact sur l'économie », Revue française d'économie, n°2/vol XXIII, 2008
- François Lescaroux, Valérie Mignon, « L'économie mondiale », Paris, 2009
- Greg Ford, « le financement à long terme », 2013.
- Henning, C.Randall, and Destler, I.M., From Neglect to Activism : American Politics and the 1985 plaza accord, journal of public policy, Jul-Dec.1988, vol.8, n°3/4.
- Islamic Développement Bank Group, « IDB Group In Brief », SaudiArabi, April 2012.
- Jean-paul Simonnet, « le marché du pétrole, un peu d'histoire », TD N°23, Page 3.
- KHAN, R.S. A Economic Analysis of a PLS model for the Financial Sector, «*Pakistan Journal of Applied Economics*», 1984, vol. III, n°2

- Loungani,(1986), Oil Price Shocks and the dispersion Hypothesis, Review of Economics and Statistics 58.
- Malak JANA, Le Financement le l'économie, le 12 novembre 2014.
- M^{me} QUINTON, « Croissance, fluctuation et crises »,2011.
- Mohammed Abdou BOUDERBALA, « L'évaluation des performances du système fiscal », 2016.
- Nabil Nehli, « L'Algérie 18^{eme} réserve mondiale », article, 23 Février 2014.
- O.PASTRE et K.GACHEVA, « La Finance Islamique à la croisée des chemins », 2008.
- Quéré et Mignon, Pétrole et dollars : un jeu à double sens, La lettre du GEPH, n°250, 2005.
- Salah Slimani, « la loi de finance 2006 », article publier: 02-01-2006
- INSEE, Compte de la Nation, 1981.
- Denis CLERC : « Esquisse d'un compromis entre l'OPEP et les compagnies pétroliers », monde Diplomatique, Juillet 1986.

Sites internet :

- <http://fr.reingex.com/Arabie-Saoudite-Affaires-Economie.asp>.
- <http://www.aaofi.com/aaofi/TheOrganisation/overview/tabid/62/language/en.us/Default.aspx>.
- http://www.douane.gov.dz/pdf/r_periodique/Evolution%20du%20commerce%20ext%C3%A9rieurs%20de%20l'Alg%C3%A9rie%201963_2010.pdf.
- www.2000watts.org.
- www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/d1_9012.pdf.

Lois:

- Loi sur les EPIC, Loi 90-10 sur la monnaie et le crédit.
- La loi numéro 2000-02 du 27 juin 2000 portant la loi de finance complémentaire (LFC) pour 2000, l'article n°10.

Liste des tableaux

N°	Titre	Page
01	Avantages et inconvénients de chaque mode de financement	11
02	Profits nets des grandes compagnies pétrolières (10 ⁶ \$)	27
03	revenus de l'OPEP	29
04	l'évolution de l'inflation lors des deux chocs pétroliers	30
05	les variations cumulées du taux de croissance du PIB réel lors des deux chocs pétroliers	30
06	Consommation de pétrole dans le monde en 2011 en millions de tonnes	33
07	Besoin de financement des administrations publique En pourcentage du PNB ou de PIB	37
08	Evolution des investissements dans le secteur des hydrocarbures	41

Liste des schémas et graphes

N°	Titre	Page
01	les différents modes de financement	08
02	Les variations annuelles du prix de pétrole depuis 1960 en %	26
03	Des enchainements conjoncturels dus au 1 ^{er} choc pétrolier	34
04	prix de brut, taux d'inflation et inflation sous-jacente	35
05	Taux d'intérêts a long terme (10ans)	36
06	Taux de croissance du PIB en dinars constants (1963-1973)	42
07	Evolution de la balance commerciale (1963 – 1971)	43
08	Recouvrements fiscale d'Etat (1971-1979)	45
09	La décomposition des recettes budgétaires (1974 – 1977)	46
10	La balance commerciale de l'Algérie (1972-1979)	47
11	L'indice des prix du pétrole (1980-1984)	49
12	Les stocks de la dette extérieure (1980-1984)	49
13	La décomposition des recettes budgétaires (1980-1984)	50
14	Recouvrement fiscalité d'Etat (1980-1984)	50
15	Evolution de la balance commerciale (1980-1984)	51
16	Le taux de croissance du PIB (1981-1984)	52
17	L'indice des prix du pétrole (1985-1989)	52
18	La décomposition des recettes fiscales (1985-1989)	53
19	recouvrements fiscalité d'Etat	54
20	les stocks et service de la dette (1985-1989)	55
21	L'évolution de la balance commerciale (1985-1989)	55
22	L'indice des prix de pétrole (1989-1994)	57
23	L'évolution du PIB par tête (1990 – 1994)	57
24	Le taux de change Dinar/Dollar	58
25	Recouvrements fiscalité d'Etat (1990-1995)	58
26	Le prix du baril du pétrole (1995-1998)	60
27	La structure de la dette extérieure et de son service (1993 – 1998)	61
28	L'évolution du taux d'inflation (1994-1998)	61

Liste des schémas et graphes

29	le solde de la balance commerciale (1995-1998)	62
30	l'évolution du prix du pétrole (1999-2004)	65
31	Recouvrements fiscaux (En millions de DA)	65
32	l'évaluation du budget de l'Etat (2000-2004) en milliard de DA	66
33	la variation des opérations du trésor (2000-2004) en milliard de DA	66
34	l'évolution de la dette publique (2000-2004)	67
35	L'évolution du commerce extérieure (En Millions \$ US)	68
36	L'évolution de la balance des paiements 2000-2004 (En Milliards \$ US)	68
37	La variation du crédit à l'économie (2000-2004) en milliards de DA	69
38	Taux d'inflation (2000-2004)	69
39	la variation du PIB (En Milliards de DA)	70
40	Le Revenu National Disponible (RND) (SCN) En milliards de DA	71
41	L'évolution du prix du pétrole (2005-2009)	72
42	L'évolution des recouvrements affectés au budget de l'Etat (2001- 2009) en milliards de DA	72
43	Recouvrements de la fiscalité pétrolière (2005-2009)	73
44	L'évolution du budget de l'Etat (2005-2009) (En Milliards DA)	74
45	La variation des opérations du trésor (2005-2009) (En Milliards DA)	74
46	L'évolution du commerce extérieur (2005-2009) en milliards \$ US	75
47	Balance des paiements (2005-2009) en milliards \$ US	75
48	l'évolution du crédit à l'économie (2005-2009) en milliards de DA	76
49	l'évolution du taux d'inflation (2005-2009)	77
50	le PIB (2005-2009) en milliards de DA	78
51	Le revenu national disponible (RND)	78
52	l'évolution des prix moyens du pétrole brut (2010-2015)	80
53	Recouvrements de la fiscalité pétrolière (2010-2015) en Milliards DA	81
54	L'évolution de budget de l'Etat (2010-2015) en mds de DA	82
55	L'évolution des opérations du trésor (2010-2016)	82
56	L'évolution de la dette publique (2010-2016)	83
57	L'évolution des crédits à l'économie (2010-2014)	83
58	le PIB (2010-2015) en mds de DA	84

Liste des schémas et graphes

59	Le taux d'inflation (2010-2016)	85
60	L'évolution de la balance des paiements (2010-2015) en mds \$US	86
61	L'évolution du commerce extérieur (2010-2016) en million \$US	86

Annexes : Chapitre III**Tableau n°1 : Recouvrement fiscaux d'Etat (1971-1995)**

RECouvreMENTS FISCALITE D'ETAT

Millions de DA

PRODUITS	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
* Impôts Directs	1 137	1 325	1 647	2 115	1 955	2 421	3 354	4 133	5 552	4 797	5 481	8 172
* Enregistrement et Timbre	132	132	137	164	166	165	206	310	457	547	608	568
* Taxe divers sur les Affaires	1 524	1 963	2 116	3 107	3 944	4 273	5 832	7 004	5 901	7 948	10 750	11 835
* Impôts Indirects	977	1 097	1 175	1 324	1 825	2 111	2 464	4 206	4 299	4 098	4 601	5 446
* Droits Douanes	565	641	766	1 289	1 841	1 829	2 434	3 210	2 518	2 972	4 319	3 967
I - Fiscalité Ordinaire	4 335	5 158	5 841	7 999	9 731	10 799	14 290	18 863	18 727	20 362	25 759	29 988
II- Fiscalité Pétrolière	1 660	3 168	4 114	13 399	13 461	14 236	18 019	17 365	26 516	37 658	50 954	41 458
TOTAL I + II	5 995	8 326	9 955	21 398	23 192	25 035	32 309	36 228	45 243	58 020	76 713	71 446

MF/DGI/DOFR/STAT.

RECouvreMENTS FISCALITE D'ETAT

En Millions de DA

PRODUITS	1 983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
I- Fiscalité Ordinaire :													
* Impôts Directs	10 773	13 801	14 916	17 643	19 942	21 532	27 596	22 003	19 432	27 821	35 210	37 747	57 753
* Enregistrement et Timbre	1 062	1 301	1 896	2 100	2 419	2 861	3 550	4 236	3 630	4 668	6 687	6 900	6 417
* Taxes Diverses sur les Affaires	14 676	18 356	18 324	19 583	19 829	19 639	20 973	24 844	30 826	39 933	45 317	61 809	82 318
* Impôts Indirects	6 268	7 361	6 856	8 249	8 990	8 956	9 838	10 118	7 564	9 152	6 888	15 189	16 876
* Droits de Douanes	4 362	4 731	4 905	5 081	7 038	6 127	8 420	11 249	18 536	27 258	27 348	47 894	78 628
TOTAL I	37 141	45 550	46 897	52 656	58 218	59 115	70 377	72 450	79 988	108 832	121 450	169 539	241 992
II- Fiscalité Pétrolière	37 711	43 841	46 787	21 439	20 479	24 086	45 492	74 426	161 567	193 830	179 218	222 176	339 148
TOTAL I + II	74 852	89 391	93 684	74 095	78 697	83 201	115 869	146 876	241 555	302 662	300 668	391 715	581 140

Annexes : Chapitre VI

Tableau n°1 : Recouvrements fiscaux (en Millions DA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Recettes budgétaires	1 542 730	1 408 963	1 435 995	1 847 853	2 089 532	2 932 659
Fiscalité pétrolière recouvrée	1 169 573	964 464	942 904	1 284 974	1 485 761	2 267 836
Fiscalité pétrolière versée au budget	720 000	840 600	916 400	836 060	862 200	899 000
Fonds de régulation	449 573	123 864	26 504	448 914	623 561	1 368 836
Recettes ordinaires	373 157	444 499	493 091	562 879	603 771	664 823
Recettes budgétaires hors FRR	1 093 157	1 285 099	1 409 491	1 398 939	1 465 971	1 563 823

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Recettes budgétaires	3 459 570	3 498 624	4 987 182	3 501 118	4 129 378	5 378 253
Fiscalité pétrolière recouvrée	2 714 001	2 711 848	4 003 559	2 327 674	2 820 010	3 829 720
Fiscalité pétrolière versée au budget	916 000	973 000	1 715 400	1 927 000	1 501 700	1 529 400
Fonds de régulation	1 798 001	1 738 848	2 288 159	400 674	1 318 310	2 300 320
Recettes ordinaires	745 569	786 776	983 623	1 173 444	1 309 368	1 548 533
Recettes budgétaires hors FRR	1 661 569	1 759 776	2 699 023	3 100 444	2 811 068	3 077 933

	2012	2013	2014
Recettes budgétaires	5 998 922	5 750 221	5 514 885
Fiscalité pétrolière recouvrée	4 054 349	3 678 130	3 390 421
Fiscalité pétrolière versée au budget	1 519 040	1 615 900	1 577 730
Fonds de régulation	2 535 309	2 062 230	1 812 691

Recettes ordinaires	1 944 573	2 072 091	2 124 464
Recettes budgétaires hors FRR	3 463 613	3 687 991	3 702 194

Source : Ministère des Finances.

Tableau n°2 : Budget de l'Etat

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Recettes budgétaires	1 138,9	1 400,9	1 570,3	1 520,5	1 599,3	1 719,8	1 835,5	1 951,4
Dépenses budgétaires	1 199,9	1 471,7	1 540,9	1 730,9	1 859,9	2 105,1	2 543,4	3 195,0
Solde budgétaire	-61,0	-70,9	29,4	-210,4	-260,6	-385,2	-707,9	-1 243,6

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Recettes budgétaires	2 895,2	3 275,4	3 056,7	3 474,1	3 804,45	3 863,23	4 218,18
Dépenses budgétaires	4 188,4	4 199,7	4 657,6	6 085,3	7 054,4	6 514,73	7 656,16
Solde budgétaire	-1 293,2	-924,3	-1 600,9	-2 611,17	-3 249,9	-2 651,50	-3 437,98

Source : Ministère des Finances.

Tableau n°3 : Opérations du trésor (en Milliards DA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Recettes budgétaires	1 124,9	1 389,7	1 576,7	1 525,5	1 606,4	1 714,0	1 841,9
Dépenses budgétaires	1 178,1	1 321,0	1 550,6	1 690,2	1 891,8	2 052,0	2 453,0
Solde budgétaire	-53,2	68,7	26,0	-164,6	-285,4	-338,0	-611,1
Solde global du Trésor	-54,4	55,2	-16,1	1 678,1	-187,3	-472,2	-647,3

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Recettes budgétaires	1 949,1	2 902,4	3275.36	3 074,6	3 489,8	3 804,0	3 895,3	3 908,4
Dépenses budgétaires	3 108,6	4 191,1	4 246,3	4 466,9	5 853,6	7 058,2	6 024,1	6 980,3

Solde budgétaire	-1 159,5	-1 288,7	-971,0	-1392.3	-2 363,8	-3 254,1	-2128.8	-3071.9
Solde global du Trésor	-1 282,0	-1 381,2	-1 113,7	-1 496,5	-2 468,8	-3 246,2	-2205.9	-3134.2

Source : Ministère des Finances.

Tableau n°4 : Situation du FRR (en Millions DA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Reliquat année précédente	0	232 137	171 534	27 978	320 892	721 688
Plus value sur fiscalité pétrolière	453 237	123 864	26 504	448 914	623 499	1368 836
Total des prélèvements	221 100	184 467	170 060	156 000	222 703	247 838
Disponibilités FRR après prélèvements	232 137	171 534	27 978	320 892	721 688	1842 686

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Reliquat année précédente	1 842 686	2 931 045	3 215 530	4 280 072	4 316 465	4 842 837
Plus value sur fiscalité pétrolière	1 798 000	1 738 848	2 288 159	400 675	1 318 310	2 300 320
Total des prélèvements	709 641	1 454 363	1 223 617	364 282	791 937	1 761 454
Disponibilités FRR après prélèvements	2 931 045	3 215 530	4 280 072	4 316 465	4 842 838	5 381 703

	2012	2013	2014
Reliquat année précédente	5 381 703	5 633 752	5 563 512
Plus value sur fiscalité pétrolière	2 535 309	2 062 231	1 810 625
Total des prélèvements	2 283 260	2 132 471	2 965 672
Disponibilités FRR après prélèvements	5 633 752	5 563 512	4 408 465

Source : Ministère des Finances.

Tableau n°5 : Dette public

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Encours Dette Publique Extérieure (en Millions \$ US)	20 393,0	18 100,0	14 607,2	14 893,0	13 498,0	11 579,9
Encours Dette Publique Intérieure (en milliards DA)	1 022,9	999,4	980,5	982,2	1 000,0	1 094,3
Encours Dette Extérieure Totale (en milliards \$ US)	25,3	22,4	22,5	23,2	21,4	16,5

	2006	2007	2008	2009	2010
Encours Dette Publique Extérieure (en Millions \$ US)	878,7	912,0	459,9	483,3	475,2
Encours Dette Publique Intérieure (en milliards DA)	1 779,7	1 044,1	734,0	808,8	1 099,2
Encours Dette Extérieure Totale (en milliards \$ US)	5,6	5,6	5,9	5,7	5,6

	2011	2012	2013	2014
Encours Dette Publique Extérieure (en Millions \$ US)	467,8	402,48	374,48	307,48
Encours Dette Publique Intérieure (en milliards DA)	1 216,4	1 312,2	1 171,7	1 239,7
Encours Dette Extérieure Totale (en milliards \$ US)	4,4	3,7	3,4	3,7

Source : Ministère des Finances.

Tableau n°6 : Commerce extérieur (en Million \$ US)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Importations*(CAF)	9 174	9 941	12 007	13 534	18 309	20 357
Exportations	21 718	19 177	18 832	24 646	32 086	46 232
Balance commerciale	12 544	9 236	6 825	11 112	13 777	25 875

	2006	2007	2008	2009	2010
Importations*(CAF)	21 456	27 631	39 479	39 294	40 473
Exportations	54 741	60 529	79 193	45 465	57 249
Balance commerciale	33 285	32 898	39 714	6 171	16 776

	2011	2012	2013	2014
Importations*(CAF)	47 247	50 376	55 028	58 330
Exportations	73 569	72 632	65 520	61 237
Balance commerciale	26 322	22 256	10 492	2 907

Source : Ministère des Finances.

(*) Source : CNIS (DGD).

Tableau n°7 : Prix moyen du pétrole brut (\$/baril)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Prix moyen du Baril de pétrole brut	28,60	24,90	25,30	28,99	38,63	54,33	65,40	74,40	99,06

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Prix moyen du Baril de pétrole brut	61,60	79,91	112,87	110,74	108,99	99,13	52,79

Source : Ministère de l'Energie.

Tableau n°8 : Balance des paiements (en Milliards \$ US)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Solde compte courant	8,90	7,06	4,36	8,85	11,12	21,18	28,95	30,54	34,45
Solde du compte capital	-1,40	-0,87	-0,71	-1,37	-1,87	-4,23	-11,22	-0,99	2,54
Solde global	7,50	6,19	3,65	7,48	9,25	16,95	17,73	29,55	36,99

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Solde compte courant	0,39	12,15	17,76	12,30	1,00	-9,11
Solde du compte capital	3,46	3,18	2,38	-0,25	-0,87	3,23
Solde global	3,85	15,33	20,14	12,06	0,13	-5,88

Source : Banque d'Algérie.

Tableau n°9 : Crédits à l'économie (en Milliards DA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Crédits au secteur public (non compris assainissement)	702,0	740,5	715,8	791,7	859,6	883,0	848,3
Crédits au secteur privé	291,7	337,9	551,0	588,5	675,4	896,7	1 057,0
Crédits à l'économie	993,7	1 078,4	1 266,8	1 380,2	1 535,0	1 779,7	1 905,3

	2007	2008	2009	2010	2011
Crédits au secteur public (non compris assainissement)	989,2	1 202,2	1 485,9	1 407,4	1 742,3
Crédits au secteur privé	1 216,0	1 413,3	1 600,6	1 806,7	1 984,2
Crédits à l'économie	1 216,0	1 413,3	1 600,6	1 806,7	1 984,2

	2012	2013	2014	2015
Crédits au secteur public (non compris assainissement)	2 040,2	2 434,3	3 380,8	
Crédits au secteur privé	2 247,0	2 722,0	3 118,7	
Crédits à l'économie	4 287,2	5 156,3	6 499,4	7277,2

Source : Banque d'Algérie.

Tableau n°10 : Taux d'inflation (%)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Moyenne N mois / N mois	0,34	4,23	1,43	4,26	3,97	1,38	2,31	3,67	4,85

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Moyenne N mois / N mois	5,74	3,91	4,52	8,89	3,25	2,92	5,25	4,85

Source : ONS.

Tableau n°11 : Le PIB (en Milliards DA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Le Produit Intérieur Brut (PIB)	4 123,5	4 227,1	4 522,8	5 252,3	6 149,1	7 562,0
Le Produit Intérieur Brut HH	2 507,2	2 783,2	3 045,7	3 383,4	3 829,3	4 209,1
Le Produit Intérieur Brut HH & HA	2 161,0	2 371,1	2 628,5	2 868,1	3 248,8	3 627,5

	2006	2007	2008	2009	2010
Le Produit Intérieur Brut (PIB)	8 516,4	9 352,9	11 043,7	9 968,0	11 991,7
Le Produit Intérieur Brut HH	4 619,4	5 263,6	6 046,1	6 858,9	7 811,2
Le Produit Intérieur Brut HH & HA	3 978,1	4 555,5	5 318,7	5 927,6	6 795,9

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Le Produit Intérieur Brut (PIB)	14 526,6	16 115,4	16 569,3	17 730,7		
Le Produit Intérieur Brut HH	9 277,7	10 579,0	11 601,3	12 741,0		
Le Produit Intérieur Brut HH & HA	8 100,9	9 157,4	9 973,5	11 005,3		

Source : ONS.

Tableau n°12 : Taux de croissance du PIB (%)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PIB	3,80	3,00	5,60	7,20	4,30	5,90	1,70	3,40
PIB HH	3,80	6,20	6,50	6,60	5,00	6,00	5,40	7,00
PIB HH et HA	5,27	5,11	7,84	4,53	4,96	6,70	4,99	7,68

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB	2,40	1,60	3,60	2,80	3,30	2,80	4,10	2,40	1,60
PIB HH	6,70	9,60	6,30	6,10	7,10	7,10	5,10	6,70	9,60
PIB HH et HA	8,31	8,02	6,46	5,29	7,07	6,80	5,40	8,31	8,02

Source : ONS.

Tableau n°13 : PIB/Habitant (\$ US/habitant)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PIB/habitant	1 800,8	1 771,7	1 810,1	2 131,6	2 636,5	3 132,3	3 501,4	3 954,6

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
PIB/habitant	5 017,8	3 890,4	4 479,4	5 430,6	5 542,3	5 450,3	5 774,6

Source : ONS.

Tableau n°14 : Revenu National Disponible (RND) (SCN) en Milliards DA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Revenu National Disponible (RND) (SCN)	3755,6	3925,4	4184,7	4906,8	5730,2	6987,3	7848,9	8851,3

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Revenu National Disponible (RND) (SCN)	10542,1	9397,0	11483,5	13829,9	15362,4	15477,8	/

Source : ONS.

Tableau n°15 : Evolution des recouvrements affectés au budget de l'Etat (en Milliards DA)

MF/DGI/DOFR/STAT.

Evolution des Recouvrements Affectés au Budget de l'Etat
(DGI, DOUANE et DOMAINE)

En Milliards de DA

PRODUITS	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Impôts Directs	99,20	113,77	125,53	145,23	168,37	240,29	259,48	331,83	462,78	559,41	686,41	862,40	822,78	882,06	1 034,94
Dont:															
IRG: Salaires	44,67	51,63	59,93	74,88	82,77	94,96	122,67	151,91	180,42	239,30	380,35	548,47	489,06	527,24	592,13
IRG: Non Salariés	18,03	19,13	19,86	21,20	22,83	26,88	35,91	41,98	48,54	58,27	54,82	59,82	68,44	77,31	94,96
IBS	36,39	42,87	45,65	49,03	62,64	118,32	97,44	133,47	229,03	255,05	245,87	248,13	258,29	269,85	335,19
Enregistrement et Timbre	17,02	19,00	19,27	19,60	19,62	23,54	28,13	33,92	35,96	39,84	47,96	56,27	62,69	71,64	88,05
Taxes/Chiffre d'Affaires	184,30	219,13	235,61	272,22	312,34	334,37	347,23	429,78	472,63	493,93	557,68	651,67	736,34	765,40	828,17
Dont:															
TVA/ Produits Pétroliers	10,50	10,30	10,02	9,28	9,41	7,12	12,97	10,89	9,77	9,09	6,76	1,95	0,06	0,00	0,00
TVA/ Intérieure	54,23	66,91	68,97	83,16	95,30	114,48	123,95	154,57	189,98	190,88	205,18	213,22	234,11	263,26	270,78
TVA/Importation	61,69	79,53	93,28	117,79	135,08	137,61	170,47	221,88	234,79	252,09	293,80	375,43	439,16	441,77	484,79
* TSA DOUANES	2,53											0,10	0,01		
S/TOTAL TSA + TVA	130,41	156,74	172,28	210,23	239,79	259,21	307,39	387,34	434,54	452,06	505,74	590,65	673,34	705,03	755,57
TIC: Intérieure	25,68	32,52	32,59	30,05	33,75	34,43	34,67	37,36	35,26	36,69	43,09	45,59	51,14	49,09	60,16
Dont : Tabac	23,17	23,87	24,39	22,93	24,24	24,74	23,37	21,35	22,24	26,10	30,11	32,10	31,65	31,26	41,18
Taxe/Produits Pétroliers	28,21	29,86	30,75	31,94	38,80	40,60	4,12	0,40	0,72	0,42	0,36	0,53	1,18	0,33	0,26
*Autres Taxes (lubri.,pneum...)						0,13	1,05	4,68	2,11	4,76	8,49	14,89	10,68	10,95	12,18
S/TOTAL TIC+TPP	53,89	62,38	63,34	61,99	72,55	75,16	39,84	42,44	38,09	41,87	51,94	61,02	63,00	60,37	72,60
Contributions Indirectes	0,44	0,72	0,75	0,68	0,85	0,98	0,89	1,19	1,07	1,33	1,46	1,85	3,34	1,63	1,49
Droits de Douanes	104,30	128,46	143,38	137,02	143,36	113,40	132,66	163,93	172,47	183,56	222,19	337,57	398,55	369,66	410,20
Produits Divers Budget	4,11	4,15	3,91	3,86	4,31	4,57	4,87	5,93	8,00	12,66	9,09	9,29	10,11	11,85	115,14
* DGI	2,57	2,30	2,11	2,23	2,85	3,56	4,01	4,99	6,20	6,52	7,56	7,94	8,18	10,04	113,03
* Douanes	1,55	1,85	1,80	1,63	1,46	1,01	0,86	0,94	1,80	6,14	1,53	1,35	1,93	1,81	2,11
Produits des Domaines	35,12	7,87	34,44	25,16	15,95	28,41	13,51	19,27	19,53	18,65	23,75	25,54	38,28	24,12	79,32
TOTAL FISCALITE ORDINAIRE	444,49	493,09	562,88	603,77	664,80	745,56	786,77	985,85	1 172,44	1 309,38	1 548,54	1 944,58	2 072,09	2 126,36	2 557,31
Fiscalité Pétrolière	840,60	916,40	836,06	862,20	899,00	916,00	973,00	1 715,40	1 927,00	1 501,70	1 529,40	1 519,04	1 615,90	1 577,73	1 722,94
TOTAL FISCALITE D'ETAT	1285,09	1409,49	1398,94	1465,97	1 563,80	1 661,56	1 759,77	2 701,25	3 099,44	2 811,08	3 077,94	3 463,62	3 687,99	3 704,09	4 280,25
FISCALITE DES COLL.LOCAL.ET FONDS SPECIAUX	91,19	93,13	94,57	107,96	116,71	124,41	159,23	197,66	251,87	281,00	307,35	353,02	389,27	410,43	410,72
TOTAL GENERAL	1376,28	1502,62	1493,51	1573,93	1680,51	1785,97	1919,00	2898,91	3 351,31	3 092,07	3 385,29	3 816,63	4 077,26	4 114,52	4 690,97

Guide d'entretien

Question 1 : Face à la baisse sensible des recettes pétrolières du pays, est-ce-que l'Algérie a besoin des Investissements Directs Etrangers pour diversifier son économie et pour se différé de sa dépendance aux hydrocarbures ?

Réponse 1:

Oui, l'Algérie a besoin des IDE pour diversifier son économie.

10600 mds de DA c'est le montant des IDE en Algérie sur une période de quatre ans à compter de 2010 (2010-2014). 2010 est l'année qui a enregistré le montant le plus élevé avec 3500 milliards de \$ contre près de 1,5 milliards de \$ en 2014 son bas niveau. Le flux des IDE devrait portant être plus important si l'Algérie veut réaliser son objectif stratégique de diversifier son économie. En effet, en raison d'une conjoncture défavorable marquée par une baisse sensible des recettes pétrolières, le pays a plus que jamais besoin des IDE pour se différé de sa dépendance aux hydrocarbures.

Selon les experts, le flux des IDE en direction de l'Algérie pourrait sensiblement augmenter à travers l'implantation des PME et PMI. Pour se faire, il faudra améliorer d'avantage le climat des affaires de l'économie Algérienne et le rendre plus attractif. Le montant des IDE enregistré en 2015 est de 2,3 mds de DA

Question 2 : Pourquoi on n'a pas anticipé au niveau des autorités publiques la chute des prix du pétrole ?

Réponse 2 :

L'anticipation a débuté par la création du FRR en 2000 et le paiement anticipé de la dette en 2006. Il est difficile de prévoir les prix à MT. La situation actuelle nous renseigne sur l'absence de pilotage dans ce pays à nos autorités publiques.

Question 3 : Qu'elles sont les mesures urgentes à entreprendre ? Et quelles sont leurs impacts ?

Réponse 3 :

Il y a deux mesures urgentes :

1. D'abord le pays est dans une situation qui est inédite et qui est extrêmement importante. Il y a d'un côté, le secteur pétrolier qui représente à peu près 25% du PIB, qui a représenté avant 60% des recettes fiscales, qui a représenté aussi 98% des recettes en devises. Tout ça c'est d'une manière directe, et se sont des conséquences d'une manière indirectes. Du jour au lendemain, les recettes fiscales qui ont été de l'ordre de 4000 mds de DA, elles sont que de 2000 mds pour le moment. Les recettes en devise qui étaient de 60 mds des recettes d'exportation sont baissées à 30 mds. Donc, le pays est dans une situation économique qui est exceptionnelle et inédite d'ampleur multidimensionnelle de cette crise. Donc, c'est une crise qui touche la production intérieure brute et les recettes fiscales.
2. Si les devises en monnaie étrangère sont en diminution, donc dans ce cas il faudra prioriser les achats, et rationaliser les achats du pays. Il y avait comme une solution qui est entrain d'être appliquée maintenant et il y aura des autres plus dramatiques qui vont intervenir. Alors, la seule solution puisque la devise a chuté, ils vont essayer de réduire l'importation de deux manières : le contingentement ou bien de jouer sur le taux de change. Pour renchérir le coût des produits importés de telle manière pour qu'il ne sera pas accessible. C'est pour ça que, la loi de finance 2016 a réduit certaines grandes importations (les voitures, le ciment et le rond à béton) donc qu'est ce qu'elle a fait l'Etat ? la réponse c'est qu'elle doit d'illimite par le contingentement c'est-à-dire : elle ne va autoriser l'importation cas à des petites quantités :
 - ⇒ Pour les voitures c'est uniquement 152 000 sur l'année 2016 contre 300 000 en 2015 et 439 637 en 2014.
 - ⇒ Pour le ciment, cette année ils ont importé 2 milliards de tonne contre 5 milliards l'année passée.
 - ⇒ Le rond à biton, l'année passée ils ont importé presque 7 milliards de \$ et cette année se sera beaucoup moins.

Ils sont aussi entrain de bureaucratiser d'avantage l'acte d'importé pour allonger les délais de livraison et allonger les délais du paiement. C'est les seules solutions qui sont trouvées par notre pouvoir.

Leurs impacts : leur impact est très limité

- Premièrement, le pouvoir public avait tablé sur une baisse de 15% des importations l'année passé, et ca n'a pas dépassé 13% parce qu'il y a toujours la demande qui demeure solvable localement.
- Deuxièmement, il y a ce qu'on appelle des importations qui sont incompressibles.

Ces deux mesures jusqu'à maintenant demeurent extrêmement limitées où il y a pas assez des mesures courageuses pour réduire ce niveau d'importation.

Question 4 : Est-ce que les pouvoirs publics disposent d'une politique/stratégie de sortie de la dépendance des recettes pétrolières ? Quels sont les aspects (éléments) de cette politique ?

Réponse 4 :

Pour l'instant, il y a plus des intentions que des choses concrètes. Cela fait pas long temps que le premier ministre avait dit que, le mois d'avril il va présenter un nouveau modèle qui va nous faire sortir de l'indépendance des hydrocarbures. Donc ce qu'il a dit c'est des effets d'annonce, il y a rien qui a changé pour le moment.

Question 5 : Le recours à l'endettement est-il aujourd'hui une nécessité pour le pays ? est-ce que les autorités publiques arrêtent leur choix par exemple : les crédits concessionnels ? Et de quelle manière doit se faire l'endettement ?

Réponse 5 :

Pour l'instant, d'ici deux à trois ans, l'Algérie n'a pas besoin de s'endetter immédiatement de l'extérieur (c'est-à-dire : s'endetter auprès des institutions internationales (FMI, BM) ou des pays étrangers), elle a un matelas qui peut couvrir la baisse des prix sur les trois ou quatre ans à venir. Cette stratégie n'est pas considérée comme un endettement de l'Etat. Actuellement, l'Etat a penché sur le financement privé au lieu de financement public pour ses grands projets d'investissements.

Question 6 : La gestion du FRR il est géré par qui ? Comment il est géré ? Et comment il est sollicité ?

Réponse 6 :

Le Fonds de Régulation des Recettes est géré d'une façon occulte. Ce Fonds n'est toujours pas clair, il reste très mal connu au niveau national, on parle un peu plus sur sa tâche ou objectif et encore moins sur sa gestion. Le FRR est une méthode d'intervention pour

contrôler les recettes des hydrocarbures et assurer la stabilité, la continuité et le bon fonctionnement de l'économie nationale.

Le but de l'Etat, par la création de ce fonds, est d'économiser de l'argent en période de croissance économique en se dotant d'une réserve d'argent, en suite injecté à grande échelle dans l'économie en période de récession économique, et donc d'atteindre un budget équilibré. Pour aussi rendre les crises plus passables et stabiliser l'état économique du pays.

Question 7 : Impact de la dévaluation de dinar ? Et que fait l'Etat pour remédier à cette situation ?

Réponse 7 :

L'Etat va d'avantage d'évaluer le Dinar pour étouffer la demande intérieure et étouffer la demande extérieure. La seule solution qu'il lui reste puis qu'elle ne peut pas augmenter ses ressources en devise, il faut réduire les importations, les diminuer en manière l'interdiction, ou bien de jouer sur le taux de change pour baisser la demande solvable.

Table des matières

Introduction générale.....	1
Chapitre I : Approche conceptuelle et théorique du financement de l'économie	4
Introduction	4
Section 1 : structure d'un système de financement et choix du mode de financement.....	4
1.1 Structure d'un système de financement de l'économie	4
1.1.1 Le système de financement d'une économie	4
1.1.2 Capacités et besoins de financement des agents économiques	5
1.1.2.1 Les agents à capacités de financement	5
1.1.2.1.1 Les ménages.	6
1.1.2.1.2 Les institutions financières	6
1.1.2.2 Les agents à besoins de financements	6
1.1.2.2.1 Les entreprises	6
1.1.2.2.2 Besoin de financement de l'Etat et les administrations publiques.....	7
1.2 Les choix des modes de financement.....	7
1.2.1 Le financement interne.....	9
1.2.1.1 L'autofinancement.....	9
1.2.1.2 Le financement sur fonds propres	9
1.2.2 Le financement externe.....	9
1.2.2.3 Le financement externe direct (via marché financier).....	10
1.2.2.3.1 Définition :	10
1.2.2.3.2 Les fonctions du marché financier.....	10
1.2.2.2 Le financement externe indirect (bancaire).....	11
1.3 Avantages et inconvénients de chaque mode de financement.....	11
Section 2 : approches théoriques de financement de l'économie	12
2.1 Les principales théoriques du financement de l'économie.....	13
2.1.1 L'approche classique.....	13
2.1.2 L'approche keynésienne	14
2.1.3 L'approche néoclassique.....	15
2.1.4 La théorie de libéralisme économique	16
2.2 Les principales théories de financement islamique	17
2.2.1 L'essor de la finance islamique.....	17
2.2.1.1 Selon O.PASTRE et K. GACHEVA	18

2.2.1.2 Selon C. KARIM	19
2.2.1.3 Imane KARICH.....	19
Conclusion.....	22
Chapitre II : L'évolution du système de financement dans le contexte de crise pétrolière	23
Introduction	23
Section 1 : L'impact des chocs pétroliers sur l'économie mondiale	23
1.1 Les concepts de « choc pétrolier » et de « contre-choc pétrolier »	24
1.1.1 Définition d'un « choc pétrolier ».....	24
1.1.2 Définition d'un « contre-choc pétrolier »	25
1.2 Les principaux chocs et contre-choc pétroliers :	25
1.2.1 Le premier choc pétrolier de 1973	26
1.2.2 Le deuxième choc pétrolier de 1979	28
1.2.3 Le contre-choc pétrolier de 1986	30
Section 2 : les changements dans le circuit de financement	31
2.1 Fluctuations des prix de pétrole et la consommation mondiale.....	32
2.1.1 La consommation de pétrole depuis 1970.....	32
2.2 La situation d'économie mondiale durant les chocs pétroliers.....	33
Conclusion.....	38
Chapitre III : Les fluctuations des prix du pétrole et l'évolution de la structure de l'économie Algérienne.....	39
Introduction	39
Section 1 : la structure de l'économie Algérienne et les chocs pétroliers (1962-1971).....	40
1.1 La période postindépendance (1962-1971)	40
1.2 La nationalisation et les chocs pétroliers (1972-1979).....	43
Section 2 : l'essoufflement, les contre chocs et la transition économique (1980-1998)	47
2.1 Impact des fluctuations des prix du pétrole sur l'économie mondiale 1980-1989....	48
2.1.1 La période post-choc pétrolier (1980-1984).....	48
2.1.2 Le contre-choc pétrolier (1985-1989).....	52
2.2 L'enclenchement des réformes et application des plans d'ajustement structurel (1990-1994) et (1995-1998)	56
2.2.1 La période allant de 1990 jusqu'à 1994	56

2.2.2	L'Algérie et le PAS (1995-1998).....	59
	Conclusion.....	62
	Chapitre IV : Les fluctuations des prix du pétrole de 2014 dans le contexte du dernier programme présidentiel.....	63
	Introduction	63
	Section 1 : la structure de l'économie algérienne de 1999 jusqu'à 2009	64
1.1	Le plan quinquennal (2000-2004)	64
1.1.1	Le budget de l'Etat (2000-2004).....	65
1.1.2	La dette publique (2000-2004).....	67
1.1.3	La balance des paiements (2000-2004).....	68
1.1.4	Les crédits à l'économie (2000-2004).....	69
1.1.5	L'inflation en Algérie (2000-2004).....	70
1.1.6	Croissance du PIB (2000-2004).....	70
1.2	Le plan quinquennal (2005-2009)	71
1.2.1	Le budget de l'Etat (2005-2009).....	72
1.2.2	L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie (2005-2009).....	75
1.2.3	Evolution des crédits à l'économie (2005-2009).....	76
1.2.4	L'inflation en Algérie (2005-2009).....	77
1.2.5	Croissance du PIB (2005-2009).....	78
	Section 2 : la structure de l'économie algérienne de 2010 jusqu'à 2016	79
2.1	le plan quinquennal (2010-2014).....	79
2.1.1	Evolution du budget de l'Etat (2010-2015).....	82
2.1.2	Evolution de la dette publique en Algérie (2010-2016).....	83
2.1.3	Les crédits à l'économie (2010-2014).....	84
2.1.4	La croissance du PIB en Algérie (2010-2016).....	84
2.1.5	L'inflation en Algérie (2010-2016).....	85
	Conclusion.....	87
	Conclusion générale	88
	Bibliographie	

Liste des tableaux

Liste des schémas et graphes

Annexe

Résumé

Notre mémoire s'intéresse au financement de l'économie en situation de la crise pétrolière « cas de l'Algérie ». Partant d'une analyse qui a essayé de présenter l'approche conceptuelle et théorique du financement de l'économie, l'évolution du système de financement dans le contexte de la crise pétrolière. Ainsi que les fluctuations des prix du pétrole et l'évolution de la structure de l'économie Algérienne. Notre travail consiste à étudier l'impacte des fluctuations des prix du pétrole sur l'économie Algérienne en général et sur l'activité du système de financement en particulier, en l'occurrence la situation de l'économie Algérienne face aux fluctuations des prix du pétrole.

Mots clés : financement, l'économie algérienne, pétrole, prix,...

Abstract

In our memory we are interested in financing the economy situation of the oil crisis «case of Algeria». Starting with an analysis that tried to present the conceptual and theoretical approach to the financing of the economy, changes in the financing system in the context of the oil crisis. And fluctuations in oil prices and the changing structure of the Algerian economy. Our job is to study the impact of fluctuations in oil prices on the Algerian economy in general and particularly on the funding system of activity, namely the situation of the Algerian economy to face price fluctuations oil.

Keywords: financing, the Algerian economy, oil, price